

*RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE*  
*MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA*  
*RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

## **ÉCOLE SUPRIEURE DE COMMERCE**

**Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences  
commerciales et financières**

**Spécialité : Finance d'entreprise**

### **THÈME :**

**L'impact de la dévaluation du Dinar algérien  
sur les exportations hors hydrocarbures : une  
application d'une modélisation VAR structurel**

**Élaboré par : BOUZAHER Nada**

**Encadré par :Dr. Zohir MELZI**

**Lieu de stage : Direction générale des prévisions et politiques ,ministère des finances**

**Période de stage : 22/02/2023 jusqu'à 28/02/2023**

**2022/2023**



# *Remerciement*

*Après avoir rendu grâce à Dieu le Tout Puissant, je tiens à remercier  
vivement tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la  
rédaction de ce mémoire.*

*Il s'agit plus particulièrement de : Monsieur MELZI Zohir. , mon  
encadreur, pour ses orientations et ses conseils. Il a su me  
transmettre sa rigueur et ses connaissances et son expertise.*

*Je remercie énormément les honorables membres du jury d'avoir  
consacré leurs précieux temps pour étudier et évaluer ce travail, et  
qui ont accepté de prendre part à cette soutenance*

*Je souhaite également adresser mes remerciements les plus sincères  
au corps professoral et administratif de l'École supérieure de  
commerce, pour la richesse et la qualité de leur enseignement et qui  
déployent de grands efforts pour assurer à leurs étudiants une  
formation actualisée.*

# *Dédicace*

*Je dédie ce modeste travail*

*A mes chers parents,*

*Mon père c'est avec gratitude que je vous dédie ce mémoire,  
symbole de nos espoirs partagés et de notre engagement  
envers l'excellence. Puissiez-vous toujours continuer à être  
ma source d'inspiration et de fierté.*

*à ma mère ,Ma source de bonheur et la lumière de ma vie*

*Pour ses sacrifices, son soutien et son encouragement*

*A mon cher mari Abdelmoudjib pour son soutien inestimable,  
qui m'constamment inspiré et motivé tout au long de cette  
période*

*A mes chères grandes sœurs et à mon Petit frère adoré Adem  
et ma petite Sœur Yasmine*

*A mes adorables amies :Rokaia ,  
Khaoula ,Ibtissem ,Takoua ,feriel, Sara,Ines ,Manel que  
j'aime*

*A mes chères tentes Warda et Yamina.*

## Résumé

L'Algérie, en tant que nation exportatrice de pétrole, demeure profondément tributaire de ses abondantes ressources naturelles, qui continuent de représenter la part prépondérante de ses exportations totales. Cette dépendance constitue une contrainte majeure pour la diversification économique du pays. Dans ce contexte, l'Algérie a entrepris des initiatives visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures, un secteur qui a connu une évolution notable ces dernières années.

Dans cette perspective, une analyse économétrique a été entreprise pour évaluer l'impact de la dévaluation du dinar algérien sur les exportations hors hydrocarbures en utilisant la méthode du Vector Autoregressive Structural Model (SVAR) et en intégrant trois variables clés, à savoir le taux de change, le produit intérieur brut (PIB) réel et les exportations hors hydrocarbures.

Les résultats de cette recherche révèlent que la dévaluation a un effet positif significatif sur les exportations hors hydrocarbures, illustrant ainsi son effet positif sur la croissance économique.

**Mot clé :** Exportations hors hydrocarbures, SVAR, croissance économique, dévaluation

---

## *Abstract*

Algeria, as an oil-exporting nation, remains deeply reliant on its abundant natural resources, which continue to represent the predominant share of its total exports. This dependence constitutes a major constraint for the country's economic diversification. In this context, Algeria has undertaken initiatives to promote non-hydrocarbon exports, a sector that has witnessed significant developments in recent years.

Within this framework, an econometric analysis was conducted to assess the impact of the devaluation of the Algerian dinar on non-hydrocarbon exports using the Vector Autoregressive Structural Model (SVAR) methodology, incorporating three key variables: the exchange rate, real Gross Domestic Product (GDP), and non-hydrocarbon exports.

The findings of this research reveal that devaluation has a significant positive effect on non-hydrocarbon exports, thus illustrating its positive impact on economic growth.

**Keywords:** Non-hydrocarbon exports, SVAR, economic growth, devaluation.

# Sommaire

Introduction générale .....	A
<b>Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie.....</b>	<b>1</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>2</b>
<b>Section1 : rappel sur les fondements du commerce extérieur .....</b>	<b>3</b>
<b>Section 2 : Approche théorique sur le taux de change .....</b>	<b>10</b>
<b>Section 3 : Les fondements de la politique de dévaluation .....</b>	<b>21</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>32</b>
<b>Chapitre II : Les exportations hors hydrocarbures en Algérie.....</b>	<b>34</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>35</b>
<b>Section 1 : le profil des exportations hors hydrocarbures en Algérie.....</b>	<b>36</b>
<b>Section 2 : les dispositifs d'aides les politiques publiques d'appui à l'exportation hors hydrocarbure .....</b>	<b>45</b>
<b>Section 3 : les risques de la grande dépendance de l'Algérie par rapport aux hydrocarbures et les contraintes de l'exportation hors hydrocarbures. ....</b>	<b>54</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>59</b>
<b>Chapitre III : Étude empirique sur l'impact de la dévaluation sur les exportations hors hydrocarbures en Algérie .....</b>	<b>61</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>62</b>
<b>Section 01 : la présentation de l'organisme d'accueil .....</b>	<b>63</b>
<b>Section 2 : présentation des données.....</b>	<b>70</b>
<b>Section 3 : Estimation et interprétation des résultats .....</b>	<b>73</b>
<b>8.Analyse des chocs (Les fonctions d'impulsions).....</b>	<b>81</b>
<b>Conclusion Générale.....</b>	<b>86</b>

## Liste des tableaux et figures

Tableau 1: les notions relatives au commerce extérieur.....	3
Tableau 2: Les comportements de base dans un marché de change.....	13
Tableau 3: les principaux marchés et clients des exportations hors hydrocarbures 2021 .....	40
Tableau 4: les missions de ALGEX .....	46
Tableau 5: les missions de la CAGEX .....	47
Tableau 6: les missions de la FSPE .....	49
Tableau 7: les missions de la CACI.....	50
Figure 1: évolution des exportations algériennes depuis 2003 jusqu'à 2022.....	6
Figure 2: évolution des importations algériennes.....	7
Figure 3: évolution des exportations, importations et solde de la balance commerciale algérienne depuis 2003 jusqu'à 2022 .....	8
Figure 4: évolution du taux de change DA/UDS, DA/EUR.....	20
Figure 5 :La courbe en J .....	24
Figure 6: effet positif et négatif d'une dévaluation .....	26
Figure 7: les différents produits à l'exportation 2021-2022.....	40
Figure 8: Évolution des EHH depuis 1992 jusqu'à 2022 .....	43
Figure 9:Évolution des prix du baril du pétrole depuis 2000 à 2022 en Dollar. ....	55
Figure 10:Évolution des soldes commerciaux de l'Algérie de 2003 à 2022 .....	56
Figure 11:L'organigramme du ministère des finances .....	65
Figure 12:Organigramme de la DGPP.....	67
Figure 13:l'évolution du PIBr trimestriellement.....	71
Figure 14:l'evolution du taux de change trimestriellement .....	72
Figure 15:l'évolution des EHH trimestriellemnt.....	72
Figure 16:graphe qui regroupe les series P,TC,E .....	74
Figure 17:graphe qui illustre les series P,TC,E apres delta log.....	75

## Liste des abréviations

**AIC** : Akaike information criterion.

**DA** : dinar algerien

**EHH** :exportation hors hydrocarbure

**FSPE** : Le Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations

**HQ(n)** : Hannan-Quinn information criterion.

**PP** : Prix du Pétrole

**PPA** : La théorie de la parité du pouvoir d'achat

**PTI** :La théorie de la parité de taux d'intérêt

**SC** : Schwarz criterion.

**SVAR** : Structural vector auto regressive.

**TCE.** :Le taux de change effectif

**TCEN** : Taux de change effectif nominal

**TCER** : Taux de change effectif réel

**TCH**: Taux de Change

**TCN** :Le taux de change nominal

**TCR** : Le taux de change réel

**TVA** :taxe sur la valeur ajouté

**USA** : united states of America

**USD** : dollar

**VAR** : vector auto regressive.



## Introduction générale

Le commerce extérieur, véritable baromètre de l'économie nationale, occupe une place centrale dans le développement de tout pays, et l'Algérie ne fait pas exception. L'histoire économique du pays a été intimement liée aux exportations, en particulier celles liées aux hydrocarbures. Cependant, au fil des dernières décennies, l'Algérie a entrepris une démarche audacieuse visant à diversifier son économie et à réduire sa vulnérabilité aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Cette transformation économique est ancrée dans la volonté de libérer le potentiel de ses exportations hors hydrocarbures, un secteur aux multiples facettes.

Le secteur des exportations hors hydrocarbures, comprenant des industries telles que l'agriculture, la manufacture, l'agroalimentaire, la construction, et bien d'autres, joue un rôle essentiel dans la diversification des sources de revenus de l'Algérie. Il représente un moyen crucial de stimuler la croissance économique, de créer des emplois et de réduire la dépendance du pays à l'égard des revenus pétroliers. Cependant, pour exploiter pleinement ce potentiel, il est impératif de comprendre les forces et les défis qui guident ces exportations.

Au cœur de ces défis se trouve la question de la dévaluation du dinar algérien. Cette décision économique complexe, souvent induite par des pressions économiques, monétaires ou financières, peut déclencher une série d'effets en cascade ayant un impact significatif sur divers aspects de l'économie algérienne et, en particulier, sur le secteur des exportations hors hydrocarbures.

Cette problématique complexe nous invite à examiner attentivement les ramifications de la dévaluation du dinar algérien sur les exportations hors hydrocarbures. Nous nous intéresserons alors dans notre mémoire d'étudier l'impact de la dévaluation sur les exportations hors hydrocarbures algériennes, pour cela nous avons décidé de mener une étude économétrique par une modélisation vectorielle autorégressive structurelle (SVAR) pour voir l'effet de la dévaluation sur ses exportations.

nous allons alors essayer tout au long de notre travail de recherche de répondre à la problématique suivante :

**« *Quel est l'impact de la dévaluation du dinar sur les exportations hors hydrocarbures algériennes* »**

De cette question principale découlent les sous-questions suivantes :

- Est-ce que l'utilisation d'un modèle SVAR (Structural Vector AutoRegressive) est appropriée pour aborder notre question de recherche de manière pertinente ?
- Les exportations hors hydrocarbures, sont-elles sensibles au taux de change du Dinar par rapport au Dollar ?
- Étant donnée la dépendance de l'Algérie à l'égard des hydrocarbures, existe-t-il un impact significatif des exportations hors hydrocarbures sur la croissance économique du pays ?

Pour répondre à ces sous questions posées nous avons émis les hypothèses suivantes :

- ✓ Le SVA est approprié comme modèle pour notre objet d'étude
- ✓ Les exportations hors hydrocarbures en Algérie sont sensibles au taux de change du Dinar par rapport au Dollar
- ✓ Malgré la dépendance de l'Algérie aux hydrocarbures, les exportations hors hydrocarbures ont un impact significatif sur la croissance économique du pays

Avant d'entamer l'étude économétrique, nous présenterons quelques notions théoriques visant à faciliter la compréhension des taux de change et des mécanismes de dévaluation, en mettant l'accent sur leur application en Algérie, dans un premier chapitre. Par la suite, dans un deuxième chapitre, nous exposerons le secteur des exportations hors hydrocarbures, les dispositifs d'aides disponibles, ainsi que les politiques publiques mises en œuvre pour soutenir ce secteur en Algérie.

Dans un troisième et dernier chapitre, nous débiterons par une présentation du ministère des finances. Ensuite, nous décrirons la base de données que nous utiliserons pour la modélisation économétrique, en précisant sa périodicité, son historique, son importance et son rôle central dans notre démarche de modélisation. Enfin, nous conclurons ce mémoire en répondant à la problématique posée, en examinant les sous-questions et en évaluant la validité des hypothèses formulées au préalable.

**Chapitre I : Commerce  
extérieur, Taux de change  
et Politique de dévaluation :  
le cas de l'Algérie**

## Introduction

Le commerce extérieur joue un rôle crucial dans les relations économiques internationales, impliquant les échanges de biens et de services entre les nations. Il reflète les disparités en termes de ressources entre les pays. Le taux de change, quant à lui, est un outil essentiel dans le commerce extérieur. Il représente la valeur relative d'une monnaie par rapport à une autre et influence le coût des biens et services échangés entre les pays.

La dévaluation monétaire est souvent utilisée comme une stratégie pour ajuster le taux de change. Certains pays la mettent en œuvre afin d'améliorer leur compétitivité à l'exportation en réduisant la valeur de leur monnaie par rapport aux autres devises. Cette dévaluation peut rendre les produits nationaux moins chers pour les acheteurs étrangers, ce qui améliore la compétitivité-prix et stimule la demande étrangère. Cependant, il est important de considérer les effets indirects et les mécanismes complexes qui peuvent influencer les exportations, tels que l'inflation, les coûts de production, la concurrence internationale et les politiques commerciales.

Ce chapitre est divisé en trois sections distinctes. La première section rappelle les fondements du commerce extérieur en abordant les concepts clés tels que l'importation, l'exportation et la balance commerciale, en mettant l'accent sur le contexte spécifique de l'Algérie. La deuxième section adopte une approche théorique pour étudier le taux de change, en examinant ses différents types et en analysant les théories qui y sont associées, tout en tenant compte des implications pour l'Algérie. Enfin, la troisième section offre une vue d'ensemble de la politique de dévaluation, en explorant les motivations derrière sa mise en œuvre, ses effets sur le commerce extérieur, avec un accent particulier sur les considérations économiques liées à cette politique pour l'Algérie.

Ce chapitre apporte une valeur ajoutée en fournissant un cadre analytique solide et une compréhension approfondie des concepts clés liés au commerce extérieur, aux taux de change et à la dévaluation. En explorant ces éléments, nous pourrions mieux appréhender les dynamiques complexes qui influencent les exportations hors hydrocarbures en Algérie.

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

### Section1 : rappel sur les fondements du commerce extérieur

Dans cette section, nous allons effectuer un rappel sur les fondements du commerce extérieur, En examinant les principes fondamentaux du commerce extérieur et en analysant les caractéristiques du cas algérien.

#### 1. Les concepts de bases du commerce extérieur

Nous allons présenter dans ce qui va suivre la définition du CE son historique et son rôle. Cruciale dans l'économie

##### 1.1. Définition du commerce extérieur

Le commerce extérieur désigne l'ensemble des activités liées aux importations et aux exportations d'un pays, incluant les différentes étapes de l'import-export telles que l'étude des marchés étrangers, la prospection, la négociation, la vente, la logistique et le transport. Il englobe les flux de marchandises, de biens, de services et de capitaux entre différentes entités économiques de nationalités différentes.<sup>1</sup>

##### 1.2. Notions relatives au commerce extérieur

Il est nécessaire de définir certaines notions relatives au commerce international afin de faciliter la compréhension.

**Tableau 1: les notions relatives au commerce extérieur**

Notion	Contenu
<b>Balance des paiements</b>	- Document statistique qui enregistre les flux de biens, de services, de revenus et de capitaux impliquant les résidents d'un pays. <sup>2</sup> - Toujours équilibrée, les différentes transactions sont enregistrées en crédit et en débit selon le principe de la comptabilisation en partie double.
<b>Balance Commerciale</b>	- Mesure la différence entre la valeur des exportations et des importations de biens

<sup>1</sup> <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-terms/commerce-exterieur.html> (le 11/3/2023 à 12 :44)

<sup>2</sup> <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-terms/balance-des-paiements.html> le 14/3/2023 à 16:54)

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

	<p>Un excédent commercial se produit lorsque les exportations sont supérieures aux importations, et un déficit commercial lorsque les importations dépassent les exportations. <sup>3</sup></p> <p>Se limite aux échanges de biens, excluant les services selon la comptabilité nationale française.</p>
<b>Taux de couverture</b>	<p>- Représente le rapport entre les exportations et les importations de biens.</p> <p>-Mesure le degré d'indépendance économique d'un pays ou d'une marchandise.</p> <p>-Plus le taux se rapproche de zéro, plus les importations dépassent les exportations, et inversement lorsque le taux dépasse 100. <sup>4</sup></p>
<b>Exportation</b>	<p>- Désigne la vente de marchandises par un résident à un non-résident. <sup>5</sup></p> <p>-Entraîne l'entrée correspondante de devises sur le territoire national au bénéfice de l'agent économique résident.</p>
<b>Importation</b>	<p>- Correspond à l'achat de marchandises par un résident à un non-résident.</p> <p>-Entraîne la sortie correspondante de devises au bénéfice du non-résident.</p> <p>Peut également inclure les achats de services ou de capitaux. <sup>6</sup></p>

Source : élaboré par nos soins

### 1.3. Le rôle du commerce extérieur <sup>7</sup>

Il est essentiel de comprendre le rôle clé du commerce extérieur qu'il joue dans les économies nationales et les relations internationales :

<sup>3</sup> KELLER. S, BROWAEYS.J « guide des indicateurs de marché. »,2011, P29

<sup>4</sup>[https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1793#:~:text=Le%20taux%20de%20couverture%20du,produits%20\(biens%20et%20services\).](https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1793#:~:text=Le%20taux%20de%20couverture%20du,produits%20(biens%20et%20services).) Le 14/3/2023 à 16 :57

<sup>5</sup> <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1425> le 14/3/2023 à 17 :01

<sup>6</sup> ALAIN.B, ANTOINE.C, CHRISTINE.D<<dictionnaire de science économique>>, Armand Colin 2013, page754

<sup>7</sup><https://www.banquemondiale.org/fr/topic/trade/overview#:~:text=Le%20commerce%20ext%C3%A9rieur%20est%20un,paricipation%20%C3%A0%20l'%C3%A9conomie%20mondiale.> Dernière mise à jour : oct. 06, 2021 (le 23/03/2023 à11 :34)

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

**Promotion de la croissance économique :** Le CE stimule la croissance économique en favorisant la production, la création d'emplois et l'augmentation des revenus.

**Accès à de nouveaux marchés :** Le CE permet aux entreprises d'accéder à des marchés étrangers plus vastes, leur offrant ainsi de nouveaux clients potentiels.

**Diversification des sources d'approvisionnement :** Le CE permet aux pays de diversifier leurs sources d'approvisionnement en important des biens et services nécessaires.

**Renforcement de la compétitivité :** Le CE encourage les entreprises à innover, à améliorer leur efficacité et à maintenir leur compétitivité sur les marchés.

### 2. Le cas algérien

On va présenter dans ce qui va suivre l'historique du commerce extérieur de l'Algérie et son évolution avec le temps.

#### 2.1. Présentation du commerce extérieur algérien

Le commerce extérieur de l'Algérie joue un rôle essentiel dans son économie en tant que pays riche en ressources naturelles, en particulier les hydrocarbures. Cette présentation détaillée mettra en évidence les principaux aspects du commerce extérieur algérien, y compris les exportations, les importations, les partenaires commerciaux et les défis auxquels le pays est confronté.

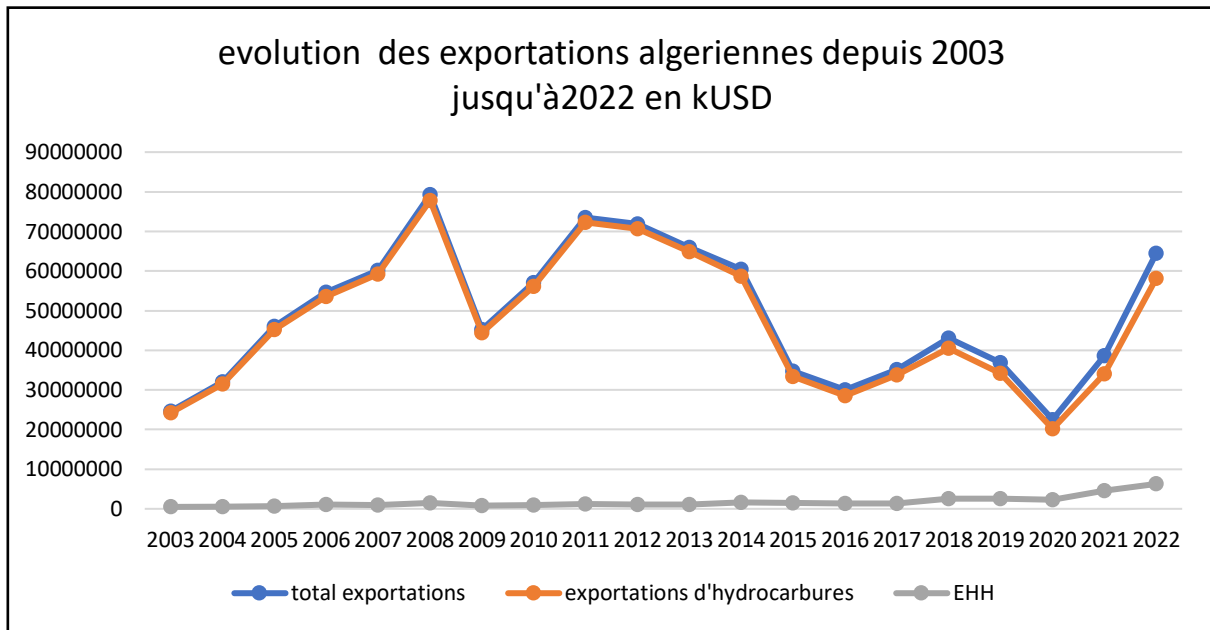
**2.1.1. Les exportations :** L'Algérie est l'un des principaux exportateurs de pétrole et de gaz naturel au niveau mondial. Les hydrocarbures représentent une part importante des exportations du pays, générant une grande partie de ses revenus d'exportation. Les principaux produits exportés comprennent le pétrole brut, le gaz naturel liquéfié, les produits raffinés et les dérivés pétrochimiques.<sup>8</sup>

Outre les hydrocarbures, l'Algérie cherche à diversifier ses exportations en mettant l'accent sur les produits HH. Cela comprend les produits agricoles tels que les fruits, les légumes, les céréales et les viandes, ainsi que les produits manufacturés tels que les textiles, les vêtements, les produits chimiques et les produits pharmaceutiques.

---

<sup>8</sup> Communication de M. HEDIR Mouloud Conseiller Économique « Le Commerce Extérieur Algérien . »P 11

Figure 1: évolution des exportations algériennes depuis 2003 jusqu'à 2022



**Source :** élaboré par nos soins à partir des données de la banque d'Algérie

Il est clair que les exportations d'hydrocarbures jouent un rôle prépondérant dans les exportations totales de l'Algérie, représentant une part significative des revenus d'exportation du pays. Cependant, il y a eu une augmentation des exportations hors hydrocarbures au cours des trois dernières années, atteignant un niveau record en 2021, reflétant une diversification progressive de l'économie algérienne et à des efforts qui ont également été consentis pour développer un secteur compétitif à l'international, axé sur l'économie de la connaissance, l'innovation, la transition numérique et les start-ups. Le secteur des hydrocarbures continue à jouer un rôle important en tant que locomotive du développement économique et de la souveraineté nationale.<sup>9</sup>

Pour soutenir la diversification économique et renforcer les capacités d'exportation hors hydrocarbures, des mesures ont été prises, telles que la restructuration des banques publiques, l'adoption d'une nouvelle loi sur l'investissement et d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures pour promouvoir le développement durable et optimal des ressources naturelles, de plus, L'augmentation des prix à l'exportation a dépassé celle des prix à l'importation, ce qui a généré

<sup>9</sup> <https://www.reporters.dz/exportations-hors-hydrocarbures-la-bonne-note-de-la-banque-mondiale-a-lalgerie/> consulté à 7 :16

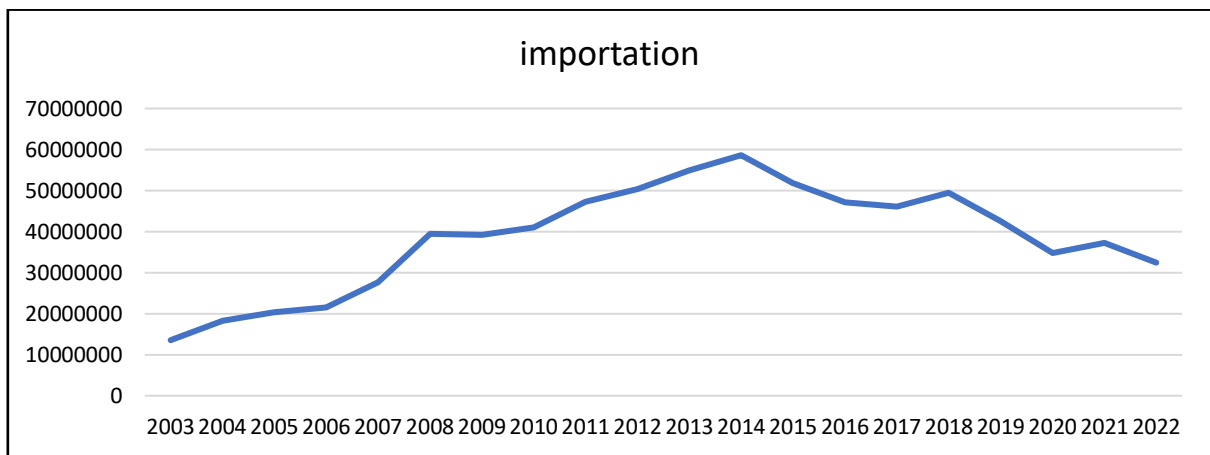


## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

une amélioration notable des termes de l'échange de l'Algérie, rendant les exportations hors hydrocarbures plus compétitives sur les marchés internationaux.

**2.1.2. Les importations :** Les importations en Algérie sont dominées par les produits alimentaires, les biens de consommation, les machines et les équipements industriels, ainsi que les produits énergétiques. La France, l'Espagne, l'Italie, la Chine et les États-Unis sont les principaux partenaires commerciaux du pays. Les hydrocarbures, en particulier le pétrole et le gaz naturel, constituent les principales exportations de l'Algérie, utilisées pour financer les importations.

**Figure 2: évolution des importations algériennes**



**Source :** élaboré par nos soins à partir des données de la banque d'Algérie.

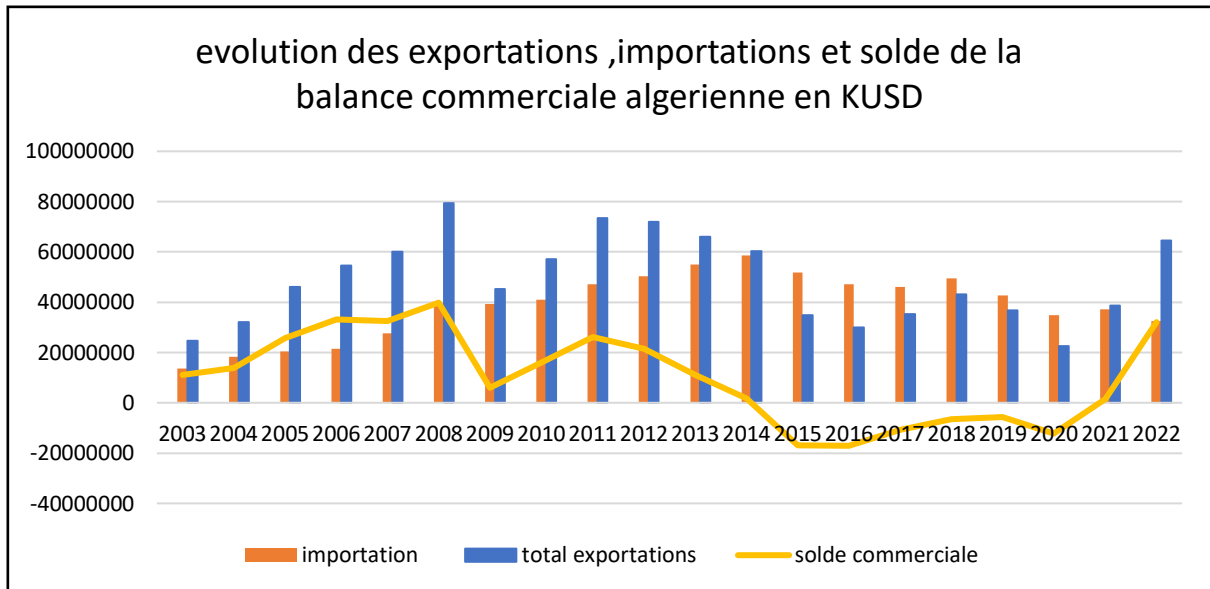
L'Algérie a tenté de réduire sa dépendance aux importations en développant ses industries nationales et en favorisant la production locale. Des politiques de substitution aux importations ont été mises en place, mais le pays reste principalement importateur, notamment pour les biens de consommation et les produits alimentaires.

Les fluctuations économiques mondiales (choc pétrolier 2014, COVID 19), les variations des prix des matières premières et les politiques gouvernementales ont eu un impact sur les importations algériennes. Les fluctuations des prix du pétrole ont particulièrement affecté le pays, car les revenus pétroliers jouent un rôle essentiel dans son budget national.<sup>10</sup>

<sup>10</sup> Idem P 12

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

**Figure 3: évolution des exportations, importations et solde de la balance commerciale algérienne depuis 2003 jusqu'à 2022**



**Source :** élaboré par nos soins à partir des données de la banque d'Algérie.

Citant alors les hausses / baisses significatives des exportations/importations que montre le graphe :

-En 2007, les importations de l'Algérie ont atteint les 27 631 204 KUS. Cela s'explique par une augmentation de la demande intérieure, la croissance économique et la disponibilité de liquidités résultant de la hausse des prix des hydrocarbures, principale source de revenus du pays.

-En 2008, les exportations totales connaissent une forte augmentation pour atteindre 79 297 592k USD, avec 77 822 473K USD d'exportations d'hydrocarbures. Cette hausse est principalement due à la flambée des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

-En 2009, juste après le pic des exportations algériennes, ces dernières ont connu une baisse par rapport à l'année précédente. Cette baisse était principalement due à la crise financière mondiale qui a éclaté en 2008 "subprimes" et s'est propagée à l'économie mondiale en 2009.<sup>11</sup>

<sup>11</sup> Hakima AMAOUZ « La crise financière mondiale et ses effets sur l'économie algérienne. » P 12

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

Le solde commercial a connu une baisse significative entre 2008 et 2009, cela est causé par la baisse considérable des exportations algériennes. Après 2009, le solde a connu une légère évolution, mais il a ensuite chuté en raison de l'augmentation continue des importations, ce qui a entraîné un déficit de la balance commerciale à partir de 2014. Cependant, en 2021, la balance commerciale s'est relancée grâce à une augmentation des exportations.

-En 2014, les prix du pétrole ont commencé à chuter de manière significative, passant d'environ 100 dollars le baril en début d'année à moins de 50 dollars le baril vers la fin de l'année. Cette baisse des prix du pétrole était principalement causée par une combinaison de facteurs, tels que l'augmentation de la production de pétrole de schiste aux États-Unis, la faible croissance économique mondiale et une offre excédentaire sur le marché mondial du pétrole.<sup>12</sup>

Étant donné que l'Algérie est fortement dépendante des revenus pétroliers, la baisse des prix du pétrole a eu un impact significatif sur ses exportations d'hydrocarbures en 2014. La réduction des revenus pétroliers a entraîné des difficultés économiques et budgétaires pour le pays, car une part importante de ses recettes dépendait des exportations d'hydrocarbures. De plus, les importations de l'Algérie ont connu une augmentation significative à cette année, cette augmentation est liée à une augmentation des besoins en biens, matières premières et en équipements pour soutenir le développement économique et les projets d'infrastructure du pays.

-En 2020, les exportations totales diminuent pour atteindre 22 517 924 KUSD., avec 20 182 887 KUSD d'exportations d'hydrocarbures. Les importations diminuent également pour atteindre 34 820 182. Cette baisse est principalement attribuable à la crise économique mondiale causée par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une réduction de la demande mondiale de pétrole et une contraction de l'économie algérienne.

-En 2021, les importations de l'Algérie ont atteint un montant de 37 216 758 KUSD, selon les données fournies par la banque d'Algérie. Cette augmentation des importations est attribuée à plusieurs facteurs comme l'augmentation de la demande de biens et de produits importés, ce qui peut expliquer la hausse des importations de l'Algérie. En plus, l'Algérie, en tant que pays en développement, peut avoir eu besoin d'importer des matières premières et des biens

---

<sup>12</sup> Dr. A MERGHIT n°03 (Décembre 2021), Volume VII « Le Choc Pétrolier de 2014 et ses Effets sur la Politique Commerciale en Algérie The 2014. » (P1022-1035,) P1026

d'investissement pour soutenir ses secteurs industriels et ses projets d'infrastructure. Ces importations peuvent contribuer à la croissance économique et au développement du pays.

-D'après les données officielles, les importations de l'Algérie en 2022 se chiffrent à 38,7 milliards de dollars. Au cours de la même année, le total des exportations atteint 56,5 milliards de dollars, dont 49,5 milliards proviennent des hydrocarbures. Cette augmentation est principalement due à la hausse des prix du pétrole causée par le conflit en Ukraine. En moyenne, plus de 90 % des revenus en devises du pays proviennent des recettes pétrolières. Il devient donc impératif de diversifier les exportations afin de réduire la dépendance aux hydrocarbures et à leur volatilité constante.

## **Section 2 : Approche théorique sur le taux de change**

Dans cette section, nous allons présenter une approche théorique sur le taux de change, en mettant l'accent sur son importance dans le contexte économique. Cette exploration théorique nous permettra de mieux comprendre les différents types de taux de change et les théories qui les sous-tendent, ce qui nous aidera dans la présentation du cas algérien

### **1.le taux de change**

Le taux de change est le ratio auquel une monnaie est échangée contre une autre sur le marché des changes. Il représente la valeur relative d'une monnaie par rapport à une autre. Plus précisément, il indique combien d'unités d'une monnaie sont nécessaires pour acheter une unité d'une autre monnaie.

Cependant, il convient de souligner que l'utilisation du TC pose certaines difficultés, car il ne reflète qu'imparfaitement le véritable pouvoir d'achat intérieur entre deux monnaies.

#### **1.1. Types de taux de change**

La théorie des TC utilise différentes définitions pour décrire les cours des monnaies, et on peut principalement distinguer deux types de taux.

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

### 1.1.1. Les taux de changes bilatéraux <sup>13</sup>

Le TC bilatéral fait référence au TC entre deux monnaies, à savoir la monnaie locale et la monnaie d'un autre pays étranger. Pour chaque devise étrangère convertible dans la monnaie locale, il existe un TC bilatéral correspondant. On peut distinguer deux types de TC bilatéraux

**Le taux de change nominal (TCN) :** Mesure le prix d'une monnaie étrangère en termes de la monnaie nationale.

Au certain : le nombre d'unités de la monnaie étrangère pour une unité de la monnaie nationale.

À l'incertain : le nombre d'unités de la monnaie nationale pour une unité de la monnaie étrangère.

**Le taux de change réel (TCR) :** Exprime le prix relatif des produits étrangers par rapport aux produits nationaux en termes de la monnaie nationale.

### 1.1.2 Le taux de change effectif (TCE)

Le TC effectif est un indicateur synthétique qui permet de mesurer l'évolution de la valeur internationale d'une monnaie en prenant en compte un large éventail de taux de change.

On distingue notamment deux types de TC

**Taux de change effectif nominal TCEN :** Calculé comme une moyenne géométrique des indices des TCN d'un pays donné par rapport aux monnaies des pays partenaires commerciaux.

<sup>14</sup>

**Taux de change effectif réel TCER :** Prend en compte l'évolution nominale de la monnaie par rapport aux monnaies du panier sélectionné et l'évolution des prix domestiques dans les pays commerciaux comme il indique si une monnaie est surévaluée ou sous-évaluée en tenant compte de l'inflation. <sup>15</sup>

---

<sup>13</sup>ANTOINE P., 1996, « L'espace monétaire et ses enjeux », Paris.P44-48

<sup>14</sup>BOUCHETA.Y, « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien», Thèse de doctorat Es-UNIVERSITE ABOU-BAKR BELKAID TLEMCEM, 2013/2014,P 23

<sup>15</sup> Idem, P24

### 2. Le marché de change

Il s'agit d'un lieu, souvent virtuel, où des agents se rassemblent pour échanger des devises en suivant une procédure standard et en négociant librement les prix. Ce lieu s'étend à travers le monde et est constitué d'un réseau téléphonique, télégraphique, informatique. La valeur d'une monnaie par rapport à une autre, appelée cours de change ou taux de change, est déterminée dans cet environnement. Les transactions de change qui ont lieu chaque jour sur ce marché sont plus importantes que l'ensemble des réserves de tous les pays du monde.<sup>16</sup>

D'une autre façon, le marché des changes est un marché où se réalisent les échanges de devises, c'est-à-dire les achats et les ventes d'une monnaie nationale contre une autre. Il est formé par la rencontre des offres de devises émanant des exportateurs et de la demande de devises générée par les importateurs.<sup>17</sup>

#### 2.1. les caractéristiques du marché de change

Voici les caractéristiques essentielles du marché des changes

**Marché mondial :** Le marché des changes est un marché mondial sans frontières géographiques précises. Les transactions sur devises peuvent se dérouler dans différentes places financières à travers le monde, disponible 24h/24.

**Dominance de quelques monnaies :** Les transactions sur le marché des changes sont principalement effectuées avec un petit nombre de monnaies, notamment le dollar américain

**Risque de change :** Les fluctuations des TC engendrent un risque de change, qui peut être soit couvert soit exploité pour réaliser des gains. Les opérations à terme, telles que les contrats traditionnels et les produits dérivés, sont largement utilisées pour se couvrir ou spéculer sur les taux de change.

**Dominé par les banques :** Les banques jouent un rôle central sur le marché des changes. Elles facilitent les transactions et assurent le fonctionnement quotidien du marché. Les entreprises, les gestionnaires de fonds et les particuliers transmettent leurs ordres aux banques, tandis que

---

<sup>16</sup> Cours « Le marché des changes : définitions et caractéristiques. » Université de Rennes 1 - Faculté des Sciences économiques, P1

<sup>17</sup> ANTOINE P, Op.cit., P97

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

les autorités monétaires peuvent intervenir pour réguler les cours et réglementer les opérations de change.

### 2.2. Les comportements de base dans un marché de change

Ce tableau ci-dessous, résume les comportements du marché de change.

**Tableau 2: Les comportements de base dans un marché de change**

Stratégie	Description
<b>Couverture</b>	Stratégie utilisée pour se protéger contre les fluctuations des cours de change. Les hedgers prennent une position inverse à celle générée par l'activité normale de l'entreprise, transférant ainsi le risque au marché. <sup>18</sup>
<b>Spéculation</b>	Prise délibérée d'une position dans l'espoir de réaliser un bénéfice grâce à l'évolution des cours de change. Les spéculateurs acceptent le risque et cherchent à profiter des variations des taux de change. <sup>19</sup>
<b>Arbitrage</b>	Exploitation des distorsions temporaires des cours pour réaliser un profit sans prendre de risque. Les arbitragistes cherchent à profiter des différences de prix entre différents marchés, devises ou échéances. <sup>20</sup>

Source : élaboré par nos soins à partir des références mentionnées

### 2.3. Les compartiments du marché de change

Le marché de change est composé de trois compartiments distincts :

#### 2.3.1. Le marché de change au comptant

Le marché au comptant (Spot) est un marché où les devises sont échangées instantanément avec une livraison des fonds dans un délai maximum de deux jours ouvrés.<sup>21</sup>

<sup>18</sup> M RENNANE R, « L'impact des variations du taux de change sur les comptes de la Balance des Paiements en Algérie : (1999-2008) ; Mémoire de Magister en Sciences Économiques. » ; École Doctorale en Économie et Management UNIV ORAN ; 2012/2013 ; P.34.

<sup>19</sup> Idem, p35

<sup>20</sup> ALAIN B ; ANTOINE C ; DOLLO & ANNE-MARY, D, « Dictionnaire des sciences économiques », Armand Colleen, 2éd, Paris, 2007, P.33.

<sup>21</sup> Jean Albert Collomb; P36.

### **2.3.2. Le marché de change à terme**

Le marché à terme (Forward) est un marché où les opérateurs négocient l'échange de devises à un montant et à un taux déterminé immédiatement, mais la livraison n'a lieu qu'à une date future prédéterminée, supérieure à deux jours ouvrés. Ce marché comprend également des contrats de swaps de devises.

### **2.3.3. Le marché du dépôt**

Le marché du dépôt est un marché où les opérations de trésorerie en devises, sous forme d'emprunts et de prêts, sont effectuées. Il est également connu sous le nom de marché interbancaire et est réglementé par des règles précises concernant les monnaies, les taux d'intérêt, les durées et les calculs d'intérêts.<sup>22</sup>

## **3. Les régimes de change**

Les régimes de changes se présentent comme ceci :

### **3.1. Le régime de change fixe**

Le régime de change fixe est un système où la valeur d'une monnaie est maintenue à un niveau constant par rapport à une référence internationale. La banque centrale intervient sur le marché des changes pour ajuster l'offre de la monnaie en achetant ou en vendant des devises étrangères. Cela permet de maintenir le taux de change fixe. Cependant, cela peut devenir coûteux lorsque des déséquilibres persistent.<sup>23</sup>

### **3.2. Le régime de change flottant**

Le régime de change flottant est un système où le taux de change varie librement en fonction du marché, sans intervention régulière de la banque centrale pour le maintenir à un niveau spécifique. Il permet une flexibilité accrue dans la détermination du taux de change, en se basant sur l'offre et la demande. Cependant, cela peut entraîner une volatilité des taux de change et exposer les devises aux fluctuations du marché.<sup>24</sup>

---

<sup>22</sup> Ibid, P55

<sup>23</sup> P KRUGMAN & M OBSTFELD, « *Economie internationale* », Pearson, 07éd, Paris, 2006, P 682-683.

<sup>24</sup> RNNANE R ; op.cit., PP.24-25.



#### **4. Les théories de taux change**

La détermination du taux de change, qui mesure la valeur externe d'une monnaie par rapport aux devises étrangères, peut être abordée selon deux approches théoriques : l'approche réelle du TC et l'approche financière.<sup>25</sup>

##### **4.1. L'approche réelle de taux de change**

On distingue deux théories dans cette approche :

###### **4.1.1. La théorie de la parité du pouvoir d'achat (PPA)**

La Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) est une théorie expliquant le taux de change. Elle se divise en deux versions : absolue et relative.

La version absolue établit que le taux de change est déterminé par les niveaux de prix dans les deux pays, permettant d'acheter la même quantité de biens avec une unité monétaire convertie. La version relative explique les variations du taux de change par les différences de variation des prix domestiques et étrangers. Cependant, la simplicité de la PPA et son hypothèse de la loi du prix unique sont critiquées, car elles ne s'appliquent pas toujours dans la réalité économique.<sup>26</sup>

###### **4.1.2. La théorie de solde de paiement**

Appelé ainsi la théorie de la balance de transactions courantes, Selon cette théorie, un déséquilibre dans le solde de la balance commerciale ou du compte des transactions courantes entraîne une dépréciation ou une dévaluation de la monnaie nationale, ce qui affecte l'équilibre entre l'offre et la demande de devises étrangères.<sup>27</sup>

- Un déficit entraîne une hausse de la valeur de la monnaie nationale.
- Un excédent entraîne une diminution de la valeur de la monnaie nationale.

---

<sup>25</sup> M MEZENE, « . *Les analyses théoriques du taux de change : des visions classiques aux débats actuels* » université Mohamed V Rabat, Maroc, Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit ISSN : 2550-469X Numéro 5 : Juin 2018

<sup>26</sup> DOMINIQUE. P, « la monnaie et ses mécanismes », la découverte, 4eme édition, paris, 2004, P

<sup>27</sup> FONTAINE. P, GRESSE. C « *Gestion des risques internationaux* », Dollaz, paris, 2003, P66

## **Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie**

---

Un déficit dans la balance des paiements augmente la demande de devises étrangères, ce qui entraîne une dépréciation de la monnaie nationale, et vice versa.

### **4.2. L'approche financière du taux de change <sup>28</sup>**

Cette approche se compose de deux types de théories

#### **4.2.1. La théorie de la parité de taux d'intérêt (PTI)**

La Parité des Taux d'Intérêt (PTI) explique que le taux de change entre deux monnaies est lié aux écarts de taux d'intérêt et aux anticipations de taux de change futurs. Elle se divise en deux concepts : la parité de taux de change couverte TIC et la parité de taux de change non couverte PTINC. La PTIC établit une relation entre les taux de change à terme et les taux de change au comptant, assurant une couverture complète contre le risque de change. La PTINC décrit les mouvements internationaux de capitaux en tenant compte des écarts de taux d'intérêt entre les monnaies et des anticipations de change. Elle vise à réaliser des gains sans recourir à une couverture contre les risques de change.

Dans la PTI, les investissements en monnaie nationale sont considérés comme certains, tandis que les rendements des investissements en devise étrangère sont incertains

#### **4.2.2. Le taux d'inflation**

L'inflation correspond à une augmentation durable de la moyenne des prix. Si l'inflation est élevée, la valeur de la monnaie tend à diminuer, tandis qu'une faible inflation conduit à une augmentation de la valeur de la monnaie.

Lorsque l'inflation d'un pays est plus faible que celle des autres pays, sa devise se valorisera. En revanche, si l'inflation est plus élevée dans un pays par rapport aux autres, sa devise se dépréciera.

### **5. Les politiques de stabilisations du taux de change**

**5.1. La politique monétaire :** La politique monétaire vise à atteindre trois objectifs principaux : la stabilité des prix, la croissance économique et le plein emploi. Elle est considérée comme un outil anticyclique efficace, car les ajustements des taux d'intérêt peuvent être réalisés

---

<sup>28</sup> DOMINIQUE.P,op.cit,P

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

rapidement. Cependant, les effets sur la demande globale peuvent être plus lents que ceux de la politique budgétaire.<sup>29</sup>

**5.2. La politique budgétaire :** La politique budgétaire peut être utilisée pour atteindre le plein emploi. Une expansion budgétaire, telle qu'une augmentation des dépenses publiques ou une réduction des impôts, peut conduire à une appréciation de la monnaie nationale. Pour compenser cela, la Banque Centrale peut augmenter l'offre de monnaie en achetant des actifs libellés dans des devises étrangères.<sup>30</sup>

**5.3. La politique de dévaluation ou de réévaluation :** La dévaluation peut être utilisée pour lutter contre le chômage lorsque les politiques monétaires traditionnelles sont inefficaces. Elle peut stimuler la demande globale, améliorer la balance courante du pays et reconstituer les réserves officielles de la Banque Centrale. En ajustant la valeur de la monnaie nationale à la baisse, les produits nationaux deviennent plus compétitifs sur le marché international, favorisant les exportations et réduisant les importations. Cela stimule la production nationale, crée des emplois et renforce l'économie.

## 6. Cas algérien

### 6.1. Le marché de change en Algérie

Il existe deux types de marché de change : le marché de change officiel et le marché de change parallèle.

#### 6.1.1. Le marché de change officiel<sup>31</sup>

Le marché de change officiel en Algérie est un marché réglementé où les opérations de change sont traitées par les banques et les établissements financiers. La banque d'Algérie joue un rôle prépondérant en tant qu'autorité monétaire et principal fournisseur de devises. Elle détient le monopole de la gestion des ressources en devises du pays et permet la libre détermination des TC en fonction de l'offre et de la demande.

---

<sup>29</sup>Michael B. Devereux « Politique monétaire, flexibilité du taux de change et transmission des variations du taux de change. », 2015, P63

<sup>30</sup> Jean-Marie Gan Kou, « l'investissement dans les pays de développement. » Economica, 1ère Ed, 1987, pp 212-213.

<sup>31</sup> [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz)

### **6.1.2. Le marché de change parallèle**

Le marché de change parallèle en Algérie fait référence à un marché libre qui existe dans le cadre d'un système de change multiple. Dans ce système, les transactions de change sont effectuées sur la base de plusieurs taux, dont au moins un est librement flottant et déterminé par les forces du marché<sup>32</sup>. On distingue les marchés parallèles légaux, opérant dans des systèmes de change duaux, et les marchés parallèles illégaux, également appelés marché noir des devises. Les marchés parallèles permettent aux acteurs économiques d'échanger des devises à un taux différent de celui du marché officiel, souvent en raison de restrictions imposées par les autorités monétaires.<sup>33</sup>

- Depuis des décennies, il existe en Algérie des écarts entre le taux de change officiel du dinar et celui du marché parallèle. Certains marchés parallèles sont devenus de véritables bourses qui agissent comme des amortisseurs face à un contrôle des changes trop strict. Il est estimé que les transactions sur ce marché atteignent environ trois milliards de dollars par an. Le commerce de gros informel dans une seule zone en Algérie EL HAMIZ, selon certaines sources, représente une masse monétaire de plus de 15 milliards de dollars américains par an. Dans de telles conditions, il est légitime de se demander quels bénéfices le pays pourrait tirer d'une convertibilité totale du dinar, sinon envoyer un message d'option économique libérale réelle et irréversible, avec la libre circulation des capitaux et des marchandises, en direction des partenaires étrangers et des institutions financières internationales.<sup>34</sup>

### **6.2. Évolution du taux de change du dinar algérien**

Entre 1962 et 1970, l'Algérie a connu une période de stabilité initiale et de parité fixe pour son dinar. Durant cette période, le TC était d'environ 1 franc français ou 180 milligrammes d'or pour 1 dinar, ce qui équivalait à un TC de 4,94 dinars pour 1 dollar américain. Cependant, en 1973, le dinar a été dévalué à 4,19 dinars pour 1 dollar, en réponse aux changements économiques mondiaux.

À partir de 1974, avec la fin de validité des accords de Bretton Woods, la valeur du dinar a été fixée en fonction de l'évolution d'un panier composé des 14 principales monnaies

---

<sup>32</sup> Idem, P13

<sup>33</sup> GAMACHE, MEBIROUK, « une (re) classification de régime de change en Algérie : que disent les données du marché des changes », les cahiers du cread, vol. 36-n°1, 2020, P12.

<sup>34</sup> ZOULEYKHA K DOUNIA K « Réflexion sur dévaluation du Dinar algérien . » P 47-48.

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

mondiales. Cette transition a eu des conséquences sur EHH, car elle a rendu les produits algériens plus chers sur le marché international, ce qui a affecté leur compétitivité.

Dans les années 1980, l'Algérie a fait face à la détérioration de son solde de la balance des paiements et au resserrement des marchés de capitaux, en raison du contre-choc pétrolier. Cela a entraîné une surévaluation du dinar, ce qui a nui aux EHH. Pour remédier à cette situation, le dinar a été déprécié par rapport au dollar américain, passant de 4,82 dinars à 12,191 dinars, soit une augmentation locale de 153% pour le dollar.

En septembre 1991, une deuxième dépréciation d'environ 22% a été mise en place pour faciliter les échanges commerciaux. Puis, en avril 1994, une nouvelle dévaluation de 40,17% a été approuvée par le FMI dans le but de stabiliser les comptes extérieurs et de freiner la chute du dinar.

Pendant les années 2000, les fondamentaux économiques de l'Algérie, tels que les prix du pétrole, les dépenses publiques et l'inflation par rapport aux principaux pays partenaires, ont contribué à stabiliser le taux de change effectif réel à son niveau d'équilibre de 2003.

En conséquence, le dinar a progressivement augmenté par rapport au dollar, passant d'une moyenne de 79,7 dinars pour un dollar en 2002 à 64,6 dinars pour un dollar en 2008, soit une appréciation de 23,4 % sur cette période. Cependant, par rapport à l'euro, le dinar s'est déprécié de 26,8 % sur la même période en raison de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

En 2009, en raison de la crise économique et financière mondiale, les fondamentaux de l'économie nationale se sont détériorés. Les prix du pétrole ont chuté de 37,7 %, entraînant une baisse des recettes d'exportation. Les dépenses publiques ont augmenté et le différentiel d'inflation avec les principaux partenaires commerciaux s'est élargi. Cela a entraîné une dépréciation du dinar par rapport au dollar de 11,1 % en 2009 et de 2,1 % par an de 2010 à 2013. Malgré cela, la déviation du taux de change effectif réel par rapport à son niveau d'équilibre était limitée à 2,17 % sur cette période.

L'effondrement des prix du pétrole à partir de 2014 a entraîné en 2015 un déficit du compte courant extérieur de 16,4 % du PIB et un déficit budgétaire de 15,3 % du PIB. En conséquence, le dinar s'est déprécié de 19,8 % par an en moyenne par rapport au dollar et de 4,07 % par an

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

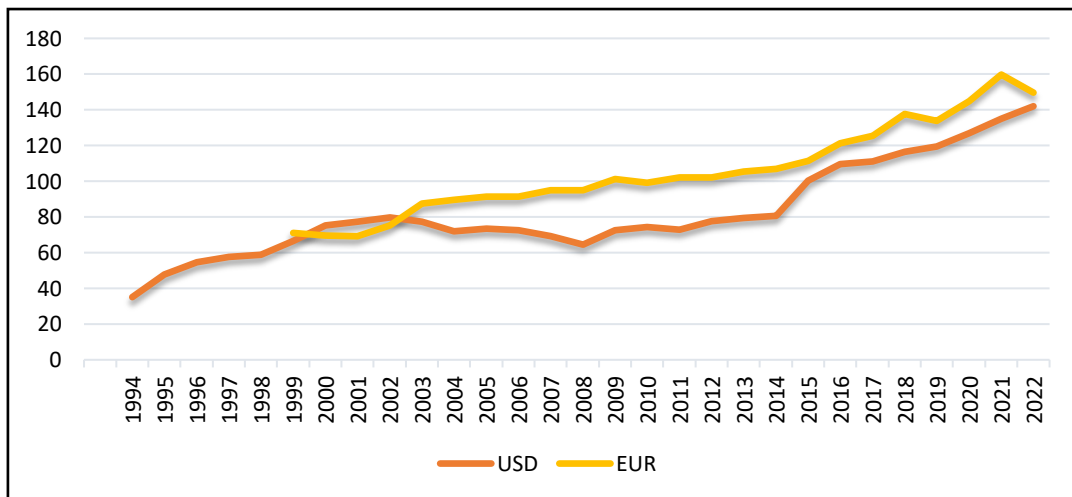
par rapport à l'euro de 2014 à 2015. Cette dépréciation a contribué à atténuer l'impact du choc externe sur la stabilité macroéconomique à moyen terme.<sup>35</sup>

À partir de juin 2016, le cours de change du dinar vis-à-vis de l'euro et du dollar s'est relativement stabilisé, en lien avec la stabilité des taux de change euro/dollar sur les marchés internationaux.

Cependant, en 2017, l'euro s'est apprécié de manière significative par rapport au dollar, ce qui a entraîné une dépréciation du dinar de 3,3 % par rapport à l'euro et de 1,3 % par rapport au dollar. Ces dépréciations se sont produites principalement au second semestre de 2017.

En ce qui concerne la période plus récente, de 2000 à 2022, le dinar algérien a continué à se déprécier. La tendance à la baisse s'est poursuivie, avec une dépréciation significative du taux de change contre le dollar.<sup>36</sup>

**Figure 4: évolution du taux de change DA/USD, DA/EUR**



**Source :** établi à partir des statistiques de la banque mondiale recueillis sur le site [www.perspectivemonde.com](http://www.perspectivemonde.com).

<sup>35</sup> Publication annuelle « Régime de change, conduite de la politique de change et évolution du taux de change du dinar 2000-2018 », la banque d'Algérie P 2-8

<sup>36</sup> <https://www.bank-of-algeria.dz/taux-de-change-2/>

#### **6.4. La pertinence du choix du régime de change pour l'Algérie**

Dans les années 1990, la Banque d'Algérie a adopté un régime de change appelé "flottement dirigé", qui se situe entre le régime de parité fixe et le régime de change flottant. Ce régime permet à la Banque d'Algérie de jouer un rôle actif dans la détermination du taux de change, tout en tenant compte des forces du marché international. Ainsi, la Banque d'Algérie ajuste le taux de change en fonction des facteurs structurels et macroéconomiques, tant internes qu'externes, ainsi que des fluctuations des principales monnaies sur les marchés internationaux. Dans cette optique, la politique de change de la Banque d'Algérie vise à maintenir le taux de change effectif réel (TCER) à un niveau proche de son équilibre. Le TCER est déterminé en prenant en compte le taux de change nominal, les prix relatifs de l'économie nationale et ceux des principaux pays partenaires, afin de favoriser une croissance non inflationniste (équilibre interne) et un solde durable du compte courant de la balance des paiements (équilibre externe). La détermination du TCER repose sur des fondamentaux économiques tels que les différentiels de productivité et d'inflation entre l'Algérie et ses partenaires, le degré d'ouverture économique, le prix du pétrole et les dépenses publiques.<sup>37</sup>

Des modèles statistiques, tels que le modèle **logit binaire**, ont été utilisés pour déterminer le régime de change optimal pour l'Algérie, en analysant les données sur la période de 1970 à 2010<sup>38</sup>.

Concrètement, la Banque d'Algérie fixe chaque année un objectif pour le niveau d'équilibre du TCER, en fonction de l'évolution de ces fondamentaux. Tout au long de l'année, elle intervient sur le marché interbancaire des changes afin de veiller à ce que les fluctuations des monnaies partenaires sur les marchés internationaux n'entraînent pas de divergences significatives entre le TCER mesuré et son niveau d'équilibre à moyen terme.

### **Section 3 : Les fondements de la politique de dévaluation**

Dans cette section, nous explorerons les aspects fondamentaux de la dévaluation, ces mécanismes et ces effets. L'étude des concepts théoriques liés à la dévaluation monétaire nous

---

<sup>37</sup> Publication annuelle « Régime de change, conduite de la politique de change et évolution du taux de change du dinar 2000-2018 », la banque d'Algérie P 1

<sup>38</sup> ACHOUCHE M. ZIDAT R. LE CHOIX D'UN RÉGIME DE CHANGE POUR L'ALGÉRIE : UNE APPROCHE EN LOGIT BINAIRE, Les Cahiers du Cread, vol. 33 - n°123, 2018, P 47.

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

nous offre un cadre essentiel pour une meilleure compréhension de la situation du dinar algérien et des dévaluations en Algérie

### 1. Fondements de la dévaluation

Afin de mieux appréhender le mécanisme de la dévaluation en Algérie, il est essentiel de présenter certaines notions de base.

#### 1.1. Définition de la dévaluation

La dévaluation est une mesure économique qui consiste à réduire la valeur d'une monnaie nationale par rapport aux autres devises étrangères. Cela se traduit par une baisse du taux de change de la monnaie nationale, ce qui signifie qu'il faut davantage d'unités de cette monnaie pour obtenir une même quantité d'une devise étrangère.

La dévaluation peut être réalisée de manière volontaire par les autorités économiques d'un pays dans le but de stimuler les exportations, de rendre les produits nationaux plus compétitifs sur les marchés internationaux et d'améliorer la balance commerciale. Elle peut également résulter de facteurs économiques tels que des déséquilibres économiques, une diminution des réserves de change, des crises financières ou une inflation élevée.<sup>39</sup>

Il est important de noter que les dévaluations, tout comme les réévaluations (qui sont l'opération inverse), ne sont possibles que dans un système de changes fixes, où les parités des monnaies sont fixées officiellement et de manière stable par rapport à un étalon, comme dans le système monétaire international de Bretton Woods.<sup>40</sup>

#### 1.2. Définition de la dépréciation de la monnaie

La dépréciation est la diminution de la valeur d'une monnaie par rapport à d'autres devises, causée par des facteurs économiques tels que l'inflation, les déséquilibres commerciaux et les fluctuations de l'offre et de la demande sur le marché des changes. La dépréciation se produit dans un système de taux de change flottants, où les valeurs des devises sont déterminées par les forces du marché sans intervention des Banques Centrales.<sup>41</sup>

---

<sup>39</sup> Fatiha REGRAGUI, Université Moulay Ismail, EST, Meknès, Maroc, « LA DÉVALUATION MONÉTAIRE : QUELS FONDEMENTS THÉORIQUES POUR QUEL IMPACT ? », revue JBE, P52-53

<sup>40</sup> Ibid., P53

<sup>41</sup> Layard, R., et al. (1998). The Economics of European Integration



## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

On peut déduire que la dépréciation se produit lorsque les TC fluctuent **librement** sur le marché des changes, sans intervention des Banques Centrales pour maintenir la stabilité de leur propre monnaie par rapport aux autres devises.

### 1.2.1. Distinction entre la dévaluation et la dépréciation

La dévaluation est spécifique à un régime de change fixe, où les autorités monétaires abaissent la valeur de la monnaie par rapport à une référence, tandis que la dépréciation se produit dans un régime de change flottant où la valeur de la monnaie fluctue sur le marché des changes.<sup>42</sup>

### 1.3. Objectifs de la dévaluation<sup>43</sup>

La dévaluation vise à atteindre plusieurs objectifs, qui peuvent être résumés comme suit :

- Résorber le déficit de la balance des paiements à court terme et établir la compétitivité extérieure
- Renforcer les exportations et réduire les importations en ajustant la valeur de la monnaie nationale par le taux de change réel.
- Mettre fin à la crise de change en rétablissant les équilibres macroéconomiques du pays.
- Favoriser la restauration des financements internationaux, tels que les aides et les investissements.
- Améliorer les conditions de vie de la population en luttant contre le chômage.

### 1.4. Les effets de la dévaluation monétaires<sup>44</sup>

La dévaluation monétaire engendre des répercussions importantes sur différents aspects de l'économie, citant quelques effets :

#### 1.4.1. L'effet sur la balance des paiements

La dévaluation de la monnaie a des effets sur les prix des importations et des exportations, ce qui contribue à réduire le déficit commercial en influençant les prix nationaux. En raison de la

---

<sup>42</sup> <https://www.fortuneo.fr/cote-finances/bourse/devaluation-monetaire-594>

<sup>43</sup> Fatiha REGRAGUI, op.cit.P53-54

<sup>44</sup> [https://www.lesoiralgerie.com/contribution/pourquoi-la-devaluation-du-dinar-est-inopportune-29243\\_\(13/4/2023\\_à\\_23:20\)](https://www.lesoiralgerie.com/contribution/pourquoi-la-devaluation-du-dinar-est-inopportune-29243_(13/4/2023_à_23:20))

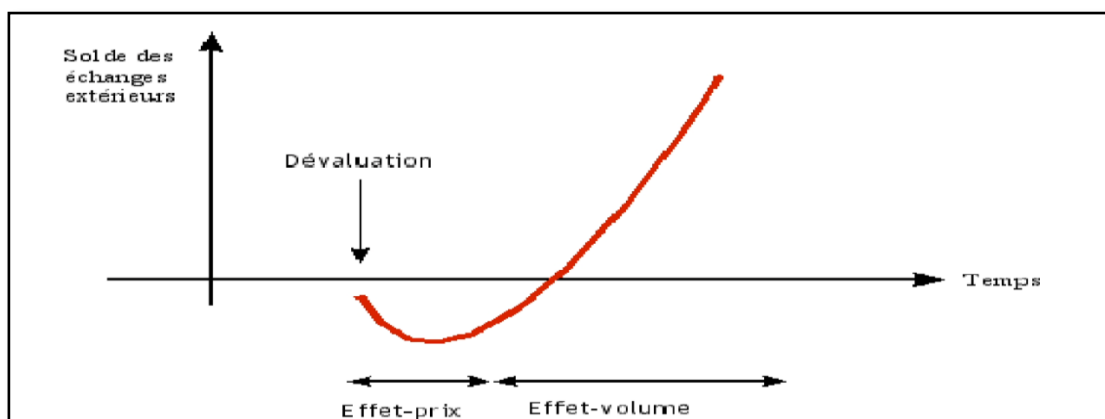
## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

baisse de la valeur relative de la monnaie nationale, les prix des produits nationaux deviennent plus compétitifs, ce qui entraîne une augmentation des exportations et une diminution des importations. Par conséquent, la demande intérieure se tourne davantage vers les produits nationaux. Les résultats de cette dynamique vont au-delà de la simple augmentation des exportations et de la baisse des importations, comme le montre le tableau ci-dessous.

### ➤ Le mécanisme de la dévaluation et la courbe en J

en général, la dévaluation d'une monnaie vise à briser la spéculation, réduire le déficit de la balance des paiements et stimuler la croissance économique grâce aux exportations. Cependant, toutes les dévaluations ne sont pas toujours couronnées de succès en raison des effets indésirables possibles. L'objectif est d'augmenter les exportations en rendant les produits nationaux plus compétitifs et en encourageant les acheteurs à se tourner vers les produits nationaux. Cependant, les effets de la dévaluation dépendent de la nature des produits exportés. Les effets d'une dévaluation sont généralement représentés par une courbe en J, montrant une détérioration initiale du solde de la balance commerciale suivie d'une amélioration progressive. À court terme, les volumes d'importation et d'exportation restent généralement inchangés, seuls les prix des importations augmentent. Les modifications des volumes échangés prennent du temps pour se manifester.<sup>45</sup>

Figure 5 : La courbe en J



**Source :** ALLAIS Maurice, « Le problème de la dévaluation », *Politique étrangère*, n°4, 1957, pp. 479-492

<sup>45</sup> RAKOTONINDRINA A.J.G, « *les effets de la dévaluation et la dépréciation monétaires sur l'importation le cas de Madagascar* », mémoire en science économique, 2015, P12.

**1.4.2. L'effet prix et l'effet volume <sup>46</sup>**

L'effet prix et l'effet volume d'une dévaluation (ou d'une dépréciation) se manifestent de la manière suivante :

- **L'effet prix** : Cet effet est immédiat et se traduit par une détérioration des termes de l'échange exprimés dans la monnaie nationale. Les prix des biens importés augmentent, tandis que les prix des biens exportés restent inchangés. Par conséquent, la valeur des importations augmente, ce qui accroît le déficit commercial.
- **L'effet volume** : Les deux effets volumes attendus sont une baisse des importations et une hausse des exportations. La hausse des prix des biens importés encourage une diminution des quantités importées, tandis que la baisse des prix des biens exportés (exprimés en devises étrangères) favorise une augmentation des quantités exportées. Ces deux effets volumes contribuent à rétablir l'équilibre de la balance commerciale.

**1.4.3. L'effet inflation**

L'effet de l'inflation causé par la dévaluation d'une monnaie est un concept économique important à comprendre. Lorsqu'une dévaluation se produit, la valeur de la monnaie nationale diminue par rapport aux autres devises. Cela signifie que les biens importés deviennent plus coûteux pour les résidents du pays, car ils doivent dépenser davantage de leur monnaie nationale pour acheter la même quantité de biens étrangers.

L'augmentation des prix des biens importés peut avoir un impact direct sur l'inflation. Lorsque les importations coûtent plus cher, les entreprises peuvent répercuter ces coûts supplémentaires sur les consommateurs nationaux en augmentant les prix de leurs produits. Par conséquent, les prix des biens et services dans le pays peuvent augmenter, ce qui entraîne une hausse générale des niveaux de prix, c'est-à-dire de l'inflation.

---

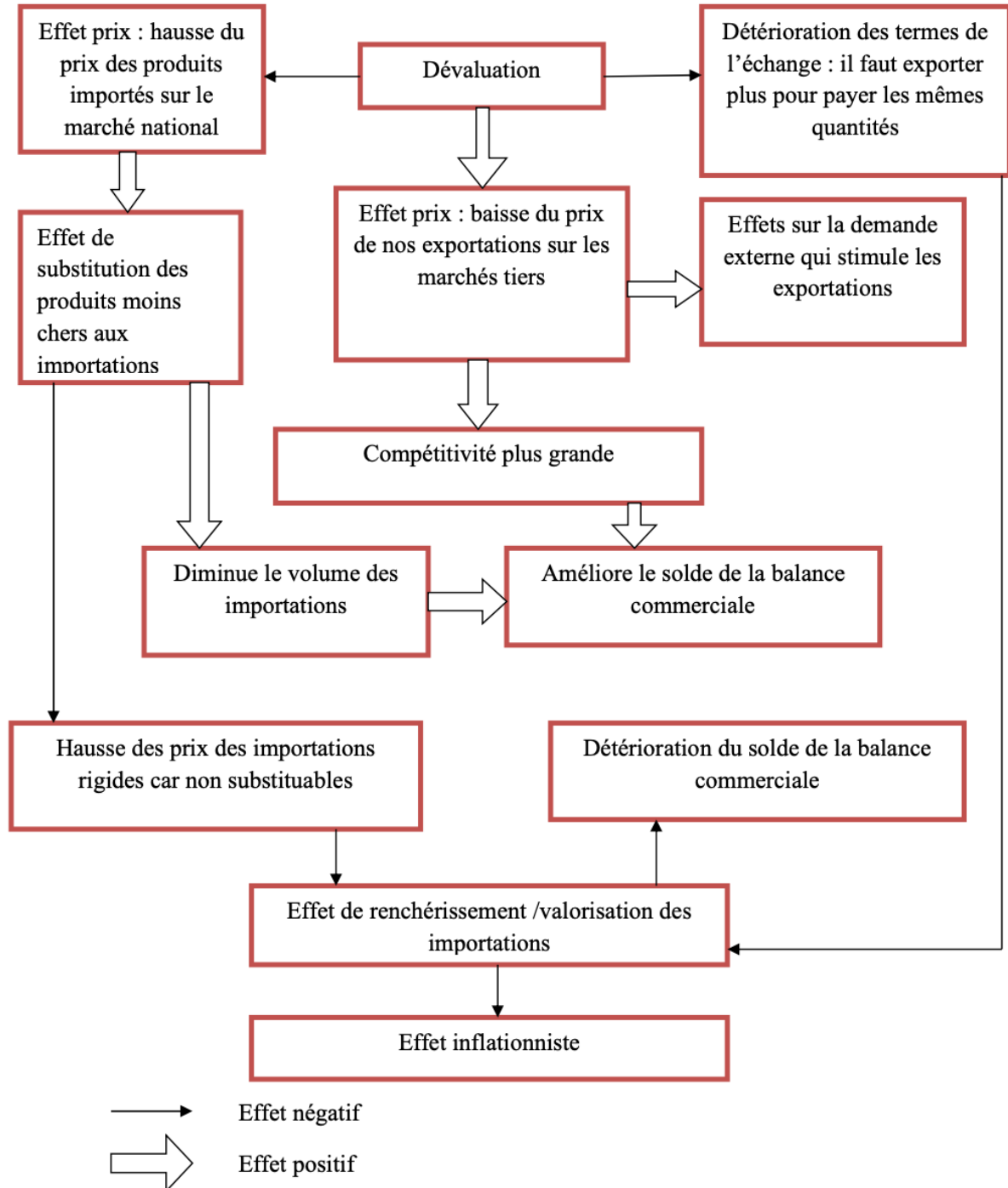
<sup>46</sup> PLIHON, D, « Les taux de change », Edition la Découverte et Syros, 2001, P 92

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

### 1.5. Les effets pervers de la dévaluation et de la dépréciation monétaires

Voici une figure qui illustre les effets négatifs et positifs d'une dévaluation :

**Figure 6: effet positif et négatif d'une dévaluation**



**Source :** RAZAFIMAMINIRINA.A, La condition de Marshall-Lerner-Robinson:cas de Madagascar, Mémoire de DEA, Université d'Antananarivo, Faculté DEG

### 1.6. Les conditions de la réussite d'une dévaluation <sup>47</sup>

Les conditions économiques pour la réussite d'une dévaluation monétaire peuvent varier en fonction du contexte économique spécifique d'un pays. Cependant, voici quelques conditions générales qui sont souvent considérées comme importantes pour une dévaluation monétaire réussie.

**Elasticité des exportations :** Le succès d'une dévaluation dépend de l'élasticité des exportations, c'est-à-dire de la réactivité des quantités exportées aux variations de prix. Si les exportations sont élastiques, une dévaluation peut stimuler les exportations et améliorer la balance commerciale.

**Diversification des exportations :** La diversification des exportations joue un rôle important dans le succès d'une dévaluation. Si un pays dépend principalement d'un seul produit ou secteur d'exportation, la dévaluation peut avoir des effets limités. En revanche, une base d'exportation diversifiée peut aider à stimuler plusieurs secteurs et diversifier les revenus d'exportation.

**Stabilité macroéconomique :** La stabilité macroéconomique est essentielle pour le succès d'une dévaluation. Des politiques monétaires et budgétaires appropriées sont nécessaires pour maintenir la stabilité, notamment en termes d'inflation et de déficit budgétaire. Une dévaluation peut entraîner une augmentation de l'inflation importée, ce qui peut annuler les avantages de compétitivité obtenus.

## 2. La guerre de monnaie

La "guerre des monnaies" fait référence à une situation où les pays cherchent à dévaluer leur monnaie pour obtenir un avantage concurrentiel sur le plan commercial. Cela se produit lorsque les pays estiment que leur monnaie est surévaluée, ce qui rend leurs produits plus chers à l'étranger. Ils peuvent dévaluer leur monnaie en réduisant les taux d'intérêt, en intervenant sur le marché des changes ou en adoptant des politiques monétaires accommodantes. L'objectif est de rendre leurs exportations plus compétitives, stimulant ainsi la croissance économique et l'emploi.<sup>48</sup>

---

47 J FONTANEL et A SAUVY « *Les relations économiques internationales* » éd Armand Colin, 2017.,P16-19

48 LA « GUERRE DES MONNAIES » : UNE NOUVELLE ETAPE DE LA CRISE CAPITALISTE ? Robert ROLLINAT, <https://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/archives/Societe/LA-GUERRE-DES-MONNAIES-UNE-NOUVELLE->

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

Cependant, La "guerre des monnaies" peut engendrer des tensions entre les pays, entraînant des mesures de représailles. La dévaluation d'une monnaie peut nuire aux autres pays en rendant leurs exportations relativement plus coûteuses. Cela peut provoquer une spirale de dévaluations compétitives, où chaque pays cherche à déprécier sa monnaie davantage pour protéger ses intérêts économiques. Cette guerre des monnaies peut conduire à l'instabilité financière, à l'inflation importée et à la volatilité des marchés des changes. Elle peut également affecter la coopération internationale et les relations commerciales entre les pays. Il est important de souligner que le terme "guerre des monnaies" est sujet à différentes interprétations, et que les politiques monétaires et les actions des banques centrales peuvent être motivées par divers objectifs économiques, sans forcément viser une dévaluation délibérée pour obtenir un avantage compétitif.

### 2.1 Exemple sur des dévaluations réussies (USA, Japon, Chine)

La Chine, les États-Unis et le Japon ont tous connu des périodes où ils ont utilisé la dévaluation de leur monnaie pour renforcer leur compétitivité économique.

#### 2.1.1. La Chine

La Chine a adopté une politique de dévaluation compétitive de sa monnaie, le yuan (ou renminbi), à plusieurs reprises au cours des dernières décennies. Une dévaluation significative a eu lieu en 1994, lorsque le yuan a été dévalué d'environ 33% par rapport au dollar américain. Cette action visait à stimuler les exportations chinoises et à renforcer la compétitivité de l'économie chinoise. Cependant, la Chine a ensuite adopté une politique de maintien d'une certaine stabilité du taux de change. cette dévaluation a eu des implications économiques et politiques importantes.<sup>49</sup>

En août 2015, la Chine a dévalué le yuan de 3% par rapport au dollar, marquant la première dépréciation significative depuis la dévaluation de plus de 40% en 1994. Le yuan a atteint son niveau le plus bas en quatre ans, s'établissant à 6,39 yuans pour un dollar le 14 août 2015, contre 6,11 yuans pour un dollar le 11 août 2015. Il s'agit de la plus importante dévaluation de la monnaie depuis 2005. Si cette dévaluation se poursuivait, il y aurait un risque accru de fuite

---

[ETAPE-DE-LA-CRISE-CAPITALISTE-2-LA-CRISE-DE-L-EURO-UNE-NOUVELLE-PHASE-DE-LA-CRISE-DE-L-ECONOMIE-MONDIALE-i749.html](#) P,26

<sup>49</sup> A. FRANKEL et S-J WEI « Regionalization of World Trade and Currencies: Economics and Politics » ,1998, P98 .

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

des capitaux, car les investissements deviendraient moins rentables voire incertains en cas de nouvelles dévaluations. Cette dévaluation a eu des implications économiques et politiques importantes.

La stratégie de la Chine vise à améliorer la compétitivité de sa devise. Le yuan reste une monnaie contrôlée par les autorités politiques, mais la Chine souhaite accroître la transparence de sa politique monétaire vis-à-vis des acteurs économiques étrangers.

### 2.1.2.les États-Unis

Les États-Unis soient généralement considérés comme une économie dont la monnaie est forte, il y a eu des périodes où le pays a utilisé des mesures pour affaiblir le dollar afin de soutenir les exportations. Par exemple, dans les années 1970, les États-Unis ont mis en œuvre une politique de dévaluation du dollar pour stimuler leurs exportations et réduire leur déficit commercial.<sup>50</sup> L'ancien président de la Réserve fédérale, Paul Volcker, discute de ces politiques monétaires et de la quête d'une monnaie saine et d'une bonne gouvernance dans son livre.<sup>51</sup>

### 2.1.3. Le Japon

Le Japon a également connu des épisodes de dévaluation de sa monnaie, le yen, pour renforcer sa compétitivité à l'exportation. Un exemple notable est la période de dévaluation du yen dans les années 1930 pour soutenir les exportations japonaises et favoriser la croissance économique.<sup>52</sup>

## 3.Le Cas algérien

### 3.1. La dévaluation du dinar algérien

Les responsables de la Banque d'Algérie estiment qu'il est "insensé" de parler de dévaluation du dinar, car son taux de change est soumis à un régime de flottage dirigé. Cependant, la réalité montre que le dinar algérien perd de sa valeur par rapport aux autres monnaies. Cette dépréciation est principalement attribuée à la baisse des prix du pétrole. Depuis juin 2014, le dinar a continué à se déprécier face au dollar, passant d'un taux de change moyen de 77,9 DA

---

<sup>50</sup> <https://www.usinenouvelle.com/article/japon-chine-et-usa-la-guerre-des-taux-de-change.N127868>

<sup>51</sup> P VOLCKER « Keeping at It: The Quest for Sound Money and Good Government".2018,P43.

<sup>52</sup>Richard K « Japanese Phoenix: The Long Road to Economic Revival" . »2011, P65

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

pour un dollar à la fin mars 2014 à 93,24 DA à la fin mars 2015, et actuellement à 100 dinars pour 1 dollar.

La Banque d'Algérie justifie cette dépréciation en expliquant qu'elle doit ajuster le taux de change nominal du dinar afin d'atteindre son niveau d'équilibre déterminé par les fondamentaux économiques du pays, tels que le prix du pétrole, les différentiels d'inflation et de productivité entre l'Algérie et ses partenaires étrangers.

La Banque d'Algérie fait face à un dilemme en raison de la baisse des recettes extérieures. Elle cherche à freiner les importations tout en préservant le pouvoir d'achat des citoyens. Une demande importante provient du secteur informel, qui contrôle une part significative de la masse monétaire en circulation et des différents marchés, tels que les fruits et légumes, les viandes et le poisson, ainsi que le textile et le cuir importés par le biais de petits revendeurs.

La dépréciation du dinar est également expliquée par la faiblesse de la production et de la productivité, ainsi que par l'injection de monnaie sans contreparties productives, ce qui entraîne de l'inflation. Le gouvernement souhaite réduire les achats à l'étranger et demande à la Banque d'Algérie de changer sa politique envers le dinar, qu'il estime toujours "surévalué" malgré sa dépréciation enregistrée en 2014. L'objectif est de rendre les biens et services importés plus coûteux, afin de réduire la facture des importations et freiner la consommation excessive des ménages.

Cependant, il convient de noter que la dépréciation du dinar et la baisse du pouvoir d'achat des Algériens ont des effets néfastes, notamment le risque d'inflation qui pèse sur l'économie du pays. De plus, la Banque d'Algérie ne dispose pas de leviers tels que les taux d'intérêt directeurs pour réguler l'inflation, ce qui peut avoir des conséquences néfastes.

En conclusion, la décision de déprécier le dinar est perçue comme une mesure politique visant à atténuer les effets négatifs des récentes augmentations de salaires sur les dépenses publiques et le déficit budgétaire, mais elle comporte également des risques inflationnistes et suscite des débats parmi les différents acteurs.<sup>53</sup>

---

<sup>53</sup> ZOULEYKHA K . DOUNIA K.op.cit P 48-49



**3.2. Les causes de la dévaluation en Algérie** <sup>54</sup>

Nous nous attarderons sur les principales raisons qui ont conduit à la dévaluation de la monnaie en Algérie et analyserons leur impact sur les EHH.

**Le déséquilibre extérieur et intérieur :** L'Algérie fait face à un déséquilibre économique avec des déficits extérieurs et intérieurs. Les revenus d'exportation des hydrocarbures ne suffisent pas à couvrir la dette et les importations, ce qui suscite des inquiétudes de dévaluation.

**Le déficit budgétaire :** Le déficit budgétaire en Algérie a atteint des niveaux records, alimenté par des mesures de soutien économique qui échappent à tout contrôle, conduisant à une inflation croissante.

**L'expansion inflationniste :** L'inflation en Algérie est causée par une injection excessive de crédits, des dépenses gouvernementales excessives par rapport à la production nationale et la spéculation sur les actifs non productifs, ce qui détériore la production réelle et crée des tensions.

**3.3. Les conséquences de la dévaluation en Algérie** <sup>55</sup>

Les principales conséquences de la dévaluation en Algérie sont les suivantes :

**Augmentation des exportations :** La dévaluation favorise une augmentation des exportations de biens et services, rendant les produits nationaux plus compétitifs sur les marchés internationaux.

**Diminution des importations :** La dévaluation entraîne une hausse des prix des produits importés, ce qui encourage une réduction des importations, car ils deviennent plus coûteux.

**Retour des capitaux fugitifs et des investissements étrangers :** La dévaluation peut potentiellement attirer les capitaux qui avaient fui le pays ainsi que des investissements

---

<sup>54</sup> ABDELMADJID. D « Les causes et les conséquences de la dévaluation en Algérie. », Cahiers du CREAD n°43, 1er trimestre 1998, P 111-113.

<sup>55</sup> ABDELMADJID. D, op.cit. P113-115

## Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie

---

étrangers, car la compétitivité des actifs et des entreprises augmente avec la dévaluation de la monnaie.

**Rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements :** L'objectif ultime de la dévaluation est de rétablir l'équilibre de la balance des paiements, qui englobe les opérations courantes et financières du pays.

**Hausse des coûts de production et des prix de vente nationaux :** La hausse des prix des produits importés causée par la dévaluation se répercute à travers les différentes étapes de production, entraînant une augmentation des coûts de production et des prix de vente dans chaque branche économique.

### Conclusion

Nous avons abordé dans ce chapitre la notion du commerce extérieur et comme les développements théoriques exposés dans ce contexte l'ont montré, Le rôle du commerce extérieur est essentiel dans la promotion de la croissance économique en stimulant la production, la création d'emplois et l'augmentation des revenus. En ce qui concerne le commerce extérieur de l'Algérie, nous avons déduit qu'il fait face à des défis persistants, tels que la dépendance aux hydrocarbures ce qui a engendré la diversification comme objectif prioritaire pour promouvoir un développement économique durable.

Après la présentation du régime de change algérien, Nous avons conclu que l'Algérie repose sur un régime de change flottant contrôlé, avec l'intervention de la Banque d'Algérie pour maintenir la stabilité du TC du dinar.

L'évolution de la politique de change en Algérie a été marquée par des périodes de contrôle strict des échanges, de nationalisation économique, de réformes économiques et de restructuration, suivi par un changement de TC du dinar algérien qui a été marqué par des périodes de dévaluations successives à cause des défis économiques confrontée par l'Algérie comme les déséquilibres extérieurs et intérieurs, un déficit budgétaire croissant et une expansion inflationniste. Ces causes ont eu des conséquences significatives, notamment une augmentation des exportations et une diminution des importations, favorisant ainsi la compétitivité des produits algériens.

## **Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie**

---

Après avoir examiné en détail les mécanismes du commerce extérieur, en mettant en évidence l'importance des TC et de la dévaluation dans le contexte spécifique de l'Algérie, nous pouvons maintenant passer à une étude détaillée des exportations hors hydrocarbures algériennes dans le chapitre suivant

# **Chapitre II : Les exportations hors hydrocarbures en Algérie**

---

## **Introduction**

L'Algérie, en tant que pays riche en ressources naturelles, a longtemps dépendu fortement de ses exportations d'hydrocarbures pour soutenir son économie. Toutefois, consciente des risques liés à cette dépendance excessive, elle s'est engagée dans une diversification de ses exportations vers d'autres secteurs non pétroliers.

Ce chapitre se concentre sur les EHH en Algérie et explore les différentes facettes de ce processus de diversification. Il est divisé en trois sections distinctes, la première section porte sur l'analyse du profil des EHH en Algérie, cette section analyse les secteurs clés en EHH qui ont connu une croissance significative ces dernières années, met en évidence les produits, les industries et les tendances économiques qui contribuent à la diversification économique du pays. La deuxième section se penche sur les dispositifs d'aides et les politiques publiques mises en place pour soutenir EHH en Algérie. Des initiatives telles que les incitations fiscales, les subventions, les mesures de soutien à l'innovation et à la recherche, ainsi que la promotion du commerce extérieur sont examinées en détail, en fin dans la troisième section, nous allons mettre en lumière les risques inhérents à la grande dépendance de l'Algérie vis-à-vis des exportations d'hydrocarbures, ainsi que les contraintes spécifiques auxquelles le pays est confronté dans le développement de l'exportation hors hydrocarbures. Cette analyse permet de prendre conscience des défis à surmonter pour atteindre une diversification économique durable.

La contribution accrue de ce chapitre dans notre étude réside dans la possibilité d'explorer et d'analyser en détail le secteur des exportations non pétrolières de l'Algérie. Comme il offrirait une compréhension de l'importance des exportations hors hydrocarbures dans l'économie algérienne.

## **Section 1 : le profil des exportations hors hydrocarbures en Algérie**

La diversification des exportations est devenue un enjeu majeur pour l'économie algérienne et les exportations hors hydrocarbures ont gagné en importance ces dernières années. Cette section se propose d'explorer le profil des exportations non pétrolières en Algérie, mettant en lumière les secteurs clés, produit, clients essentiels et les tendances récentes.

### **1.Généralités sur les exportations hors hydrocarbures en Algérie**

L'exportation se réfère à la vente de produits, qu'ils soient des biens ou des services, dans un pays différent de celui où ils ont été fabriqués, nous allons alors définir le processus d'exportation tout d'abord, après on évoquera le cas de l'Algérie

#### **1.1. Définition du processus d'exportation**

L'exportation implique la vente à l'étranger d'une partie de la production d'un ensemble économique, qu'il s'agisse de biens ou de services. Cette activité économique et commerciale revêt une grande importance, notamment en tant que moyen crucial d'acquérir des devises étrangères. Ces devises permettent à un pays d'intervenir économiquement et financièrement sur les marchés extérieurs, que ce soit pour s'équiper ou obtenir des produits de base.<sup>56</sup>

De plus, les exportations contribuent à stimuler une économie en valorisant le travail d'un pays auprès des autres nations et en assurant la pérennité de ses entreprises. Dans le cadre de la mondialisation, l'exportation est devenue une composante essentielle du commerce international, favorisant les échanges et la coopération économique entre les pays.

#### **1.2. Qui peut exporter en Algérie ?**

L'exportation est libre en Algérie et ne nécessite aucune licence ou autorisation préalable, à l'exception de certaines marchandises soumises à des réglementations spécifiques pour protéger le cheptel, la flore et le patrimoine archéologique et historique. Tous les opérateurs économiques peuvent procéder à l'exportation des produits conformément à la réglementation en vigueur, dans les cas suivants :<sup>57</sup>

---

<sup>56</sup>MICHEAL. R « L'organisation mondiale du commerce ». La découverte, 1999 ; P 24

<sup>57</sup> Guide pratique de l'exportateur algérien 2021, ALGEX P 8

-Producteurs, fabricants, prestataires de services et commerçants régulièrement inscrits au registre de commerce.

-Artisans, agriculteurs ou coopératives agricoles, détenteurs d'un document tenant lieu de registre de commerce et immatriculés auprès de l'administration fiscale.

-Sociétés de commerce international (traders) qui souhaitent se spécialiser dans l'activité d'exportation, en obtenant les codes d'activités appropriés du Centre National du Registre de Commerce (CNRC).

### 1.3. Présentation des principaux produits par secteurs d'exportation hors hydrocarbures

Dans le cadre de la diversification de son économie, l'Algérie accorde une attention croissante au développement des EHH. Plusieurs produits associés à des secteurs clés contribuent à cette stratégie de diversification, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives économiques pour le pays<sup>58</sup> :

#### 1.3.1. Agriculture et produits agroalimentaires

Ce secteur qui a connu des avancées significatives ces dernières années. Le gouvernement algérien a mis en place des politiques visant à augmenter la superficie agricole cultivée et à améliorer les rendements des cultures telles que les céréales, les oléagineux et d'autres produits agricoles sont encouragées pour répondre à la demande intérieure et pour exporter.<sup>59</sup>

-Dans ce secteur, **Les engrais** sont largement utilisés pour augmenter les rendements des cultures. Les exportations algériennes d'engrais atteignent 1,7 milliard de dollars, ce qui témoigne de l'importance de ce secteur dans les exportations hors hydrocarbures du pays. Les engrais produits en Algérie sont demandés à la fois sur le marché national et international en raison de leur qualité et de leur contribution à l'agriculture durable.

-en plus, L'Algérie a une production nationale abondante de **dattes**, s'élevant à près de 1,2 million de tonnes par an. Ce fruit est cultivé en grande partie sans l'utilisation de produits chimiques, ce qui souligne l'intérêt de l'agriculture biologique. Les dattes produites en Algérie sont variées, notamment la célèbre variété "Deglet Nour", ainsi que les dattes molles et les

<sup>58</sup> Statistiques\_du\_commerce\_exterieur\_de\_l\_algerie\_annee\_2016\_2020

<sup>59</sup> <https://www.aps.dz/economie/149165-2022-augmentation-record-des-exportations-hors-hydrocarbures-regulation-des-importations>

dattes sèches. L'objectif de l'Algérie est d'exporter ses dattes vers un plus grand nombre de pays, passant de 75 pays à 150 pays d'ici fin 2024

L'Algérie exporte alors des dattes, céréales, des légumes, des fruits. Des marques renommées comme Deglet Nour et Boufarik sont associées à ces produits.<sup>60</sup>

### 1.3.2. Industrie manufacturière

Le secteur industriel joue également un rôle clé dans la diversification économique. L'Algérie vise à augmenter la contribution de ce secteur au produit intérieur brut (PIB) du pays. Des initiatives ont été lancées pour développer l'industrie manufacturière, la construction et d'autres secteurs afin de créer des emplois et de stimuler la croissance économique.<sup>61</sup>

-Dans ce secteur, plus précisément, le secteur de la construction, **Le ciment** en Algérie a connu une évolution remarquable. Au début des années 2000, le pays importait du ciment en raison des grands programmes de construction en cours. Cependant, la production locale de ciment a augmenté de manière significative depuis lors. Aujourd'hui, l'Algérie est devenue un exportateur majeur de ciment, générant des revenus annuels d'environ 500 millions de dollars. Les prix compétitifs du ciment algérien, parmi les plus bas au monde, ont contribué à cette évolution.<sup>62</sup>

-de plus, Les produits de sidérurgie incluent diverses formes de produits en acier et en fer, tels que **les tôles, les barres, les profilés et les fils**. Ces produits sont utilisés dans de nombreux secteurs, notamment la construction, l'industrie automobile et la fabrication de machines. Les exportations algériennes de produits de sidérurgie atteignent 500 millions de dollars, ce qui reflète une demande solide sur les marchés nationaux et internationaux. L'Algérie dispose de capacités de production sidérurgique importantes et bénéficie d'une position géographique stratégique, ce qui lui permet d'exporter ses produits vers différentes destinations.

Un autre secteur qui est mentionné est celui de l'industrie chimique et de la plasturgie, qui pourrait se développer en valorisant les hydrocarbures. L'Algérie a exporté pour environ 6 milliards de dollars de produits de plasturgie.

Les exportations algériennes de **détergents** s'élèvent à 48 millions de dollars, ce qui indique une présence croissante des produits algériens sur le marché international des produits de

<sup>60</sup> <https://www.aps.dz/economie/147824-la-croissance-economique-hors-hydrocarbures-s-elevera-a-5-6-en-2023>

<sup>61</sup> <https://www.aps.dz/economie/149165-2022-augmentation-record-des-exportations-hors-hydrocarbures-regulation-des-importations>

<sup>62</sup> <https://www.jeuneafrique.com/1417025/economie/comment-lalgerie-veut-booster-ses-exportations-hors-petrole/>



nettoyage. Les détergents algériens sont fabriqués conformément aux normes de qualité et répondent aux besoins des consommateurs tant sur le marché intérieur qu'extérieur.

En fin, Algérie est active dans la production **d'emballages en carton** pour répondre aux besoins du marché intérieur et potentiellement pour exporter ses produits d'emballage vers d'autres pays.

L'industrie manufacturière en Algérie comprend donc pratiquement la sidérurgie, la transformation des métaux, le ciment, les textiles, les produits en plastique, les produits électriques et électroniques. Les exportations incluent des véhicules automobiles, des produits textiles et des articles d'habillement telles que Renault Symbol et C&H Fashion <sup>63</sup>.

### 1.3.3. Mines et minéraux

L'Algérie dispose de ressources minières abondantes, elle les exporte tels que **le minerai de fer, le phosphate et le marbre**, la valorisation du phosphate en Algérie pourrait contribuer de manière significative aux exportations hors hydrocarbures. En transformant localement le phosphate plutôt que de l'exporter sous forme brute, le pays pourrait générer d'importantes ressources en devises grâce aux prix élevés de ce produit sur les marchés mondiaux.

Des entreprises comme Ferphos et des marques comme Cosider Group et Marbre Algérie sont associées à ces produits. <sup>64</sup>.

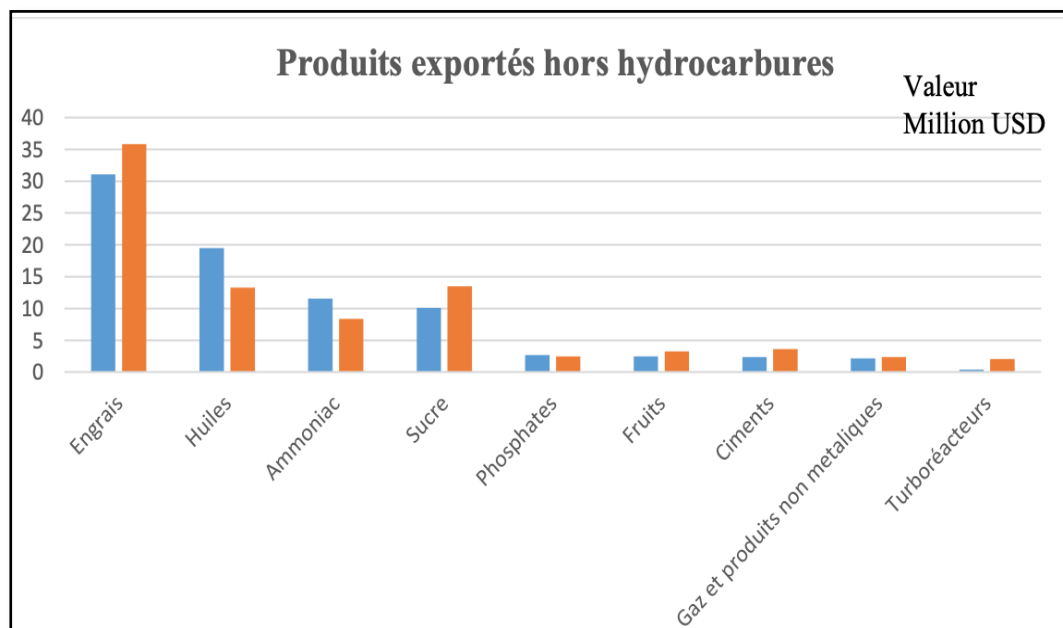
L'exploitation de ces ressources minières contribue à la création de valeur ajoutée et à la génération de revenus à l'exportation.

---

<sup>63</sup> <https://www.aps.dz/economie/147824-la-croissance-economique-hors-hydrocarbures-s-elevera-a-5-6-en-2023>

<sup>64</sup> <https://www.aps.dz/economie/147824-la-croissance-economique-hors-hydrocarbures-s-elevera-a-5-6-en-2023>

Figure 7: les différents produits à l'exportation 2021-2022



Source : élaboré par nos soins à partir des publications de l'ONS

#### 1.4. Les principaux marchés et clients des exportations hors hydrocarbures

Nous allons présenter à l'aide de ce tableau les principaux clients des exportations hors hydrocarbures de Algérie

Tableau 3: les principaux marchés et clients des exportations hors hydrocarbures 2021

Marché	Secteur d'activité	Pays spécifiques	Part de présence en %
<b>Europe</b>	Agriculture/agroalimentaire Produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques et vétérinaires	France, Espagne, Allemagne, Italie	27.02%
<b>Afrique</b>	Agriculture/agroalimentaire Produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques et vétérinaires	Sénégal, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Guinée, Burkina Faso	18.91%
<b>Maghreb</b>	Agriculture/agroalimentaire Produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques et vétérinaires	Maroc, Tunisie, Libye	17.56%

<b>Moyen-Orient</b>	Agriculture/agroalimentaire Produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques et vétérinaires	Moyen-Orient en général	13.06%
<b>Amérique du Nord</b>	Agriculture/agroalimentaire Produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques et vétérinaires	Amérique du Nord en général	10.81%
<b>Asie</b>	Agriculture/agroalimentaire Liège et articles en bois	Chine, turquie, malaisie, Inde	8.10%
<b>Amérique du Sud</b>	Agriculture/agroalimentaire Equipements et articles électriques, électroniques	Bresil	3.15%

**Source :** élabore par nos soins à partir des statistiques du commerce extérieure de la direction des douanes

**Commentaire :**

D'après le tableau, le client le plus présent pour les exportateurs algériens est l'Europe, avec une fréquence de présence de 27,02% en 2021. Cela indique que les entreprises algériennes accordent une grande importance à ce marché et y réalisent un nombre significatif d'exportations.

Dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, qui est le secteur prioritaire des exportateurs, l'Europe représente la principale destination, avec une part de présence de 55%. Cela suggère que les produits agricoles et agroalimentaires en provenance d'Algérie trouvent un marché solide en Europe.

En ce qui concerne les autres secteurs d'activité, tels que les produits chimiques, cosmétiques, pharmaceutiques et vétérinaires, ainsi que les équipements et articles électriques, électroniques, l'Europe reste également une destination clé avec des parts de présence respectives de 8% et 8%. Cela démontre l'importance de l'Europe en tant que marché pour une variété de produits algériens.

Il est intéressant de noter que l'Afrique et le Maghreb occupent également une place importante en tant que marchés cibles pour les exportateurs algériens.

L'agriculture/agroalimentaire représente 40% des exportations vers l'Afrique et 41% vers le Maghreb. Cela souligne l'importance des relations commerciales régionales pour les entreprises algériennes

### 1.5. Structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie

La structure des exportations hors hydrocarbures (EHH) en Algérie a connu des évolutions significatives de 2008 à 2022. Au cours de cette période, l'Algérie a cherché à diversifier son économie en promouvant les exportations de produits non pétroliers et en réduisant sa dépendance aux hydrocarbures.

De 2008 à 2010, l'Algérie s'est attelée à diversifier ses exportations en dehors du secteur des hydrocarbures afin de réduire sa dépendance économique vis-à-vis des revenus pétroliers. L'agroalimentaire a été l'un des secteurs clés dans lesquels l'Algérie a cherché à développer ses EHH. Les produits agricoles tels que les dattes, les agrumes, les légumes et les céréales ont été transformés et exportés vers les marchés internationaux. Les dattes algériennes et les agrumes ont gagné en popularité sur les marchés étrangers.

L'industrie textile a également été identifiée comme un secteur à fort potentiel d'exportation. L'Algérie a promu ses produits textiles, mettant l'accent sur la qualité et la compétitivité. Les vêtements et les tissus algériens, tels que les robes traditionnelles et les tapis, ont trouvé leur place sur les marchés étrangers.

D'autres secteurs ont également contribué aux EHH de l'Algérie pendant cette période, notamment l'industrie pharmaceutique et le secteur des matériaux de construction. L'Algérie a exporté des médicaments génériques et des produits pharmaceutiques, ainsi que des matériaux de construction tels que le marbre, le granite et le grès.

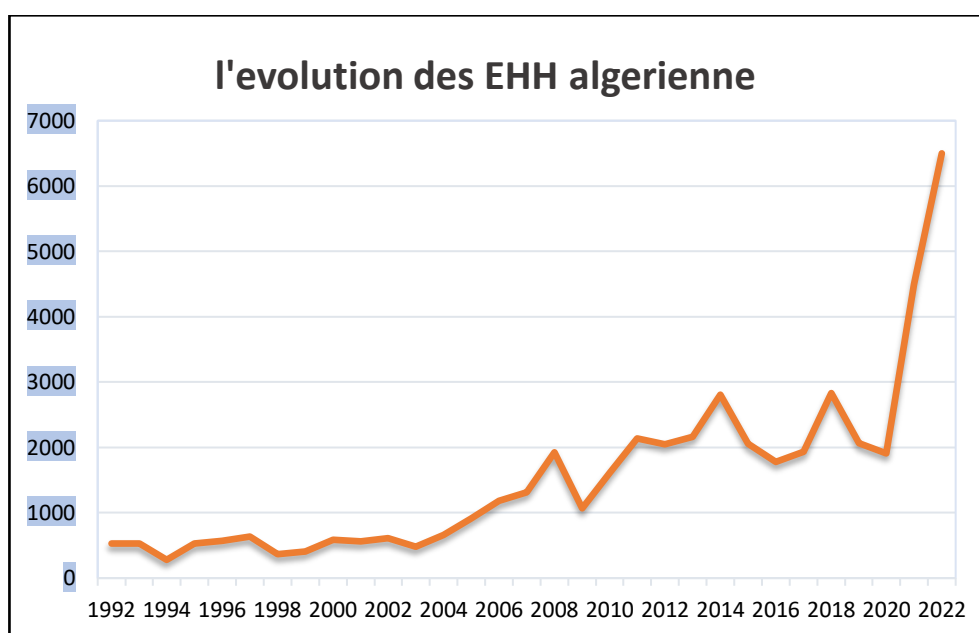
De 2008 à 2014, les EHH représentaient en moyenne environ 5% à 7% des exportations totales de l'Algérie. Les principaux secteurs contribuant aux EHH étaient l'agriculture, l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière et les services. Par exemple, l'agroalimentaire représentait environ 15% des exportations non pétrolières en 2014.

De 2014 à 2020, les EHH ont continué de gagner en importance dans l'économie algérienne. Le gouvernement a mis en place des politiques visant à promouvoir les EHH et à soutenir les entreprises locales dans leur expansion à l'international. Les exportations de produits

agroalimentaires ont augmenté de manière significative, de même que les secteurs des services tels que le tourisme et les technologies de l'information et de la communication.<sup>65</sup>

Depuis 2020, l'Algérie a poursuivi ses efforts pour diversifier ses EHH. Des réformes structurelles ont été mises en œuvre pour améliorer le climat des affaires et encourager l'investissement privé dans les secteurs clés des EHH. Les EHH ont connu une hausse de 118% durant les huit premiers mois de 2021 par rapport à l'année précédente, atteignant un montant de 2,9 milliards de dollars.

**Figure 8: Évolution des EHH depuis 1992 jusqu'à 2022**



Source : élaboré par nos soins à partir des données de la banque d'Algérie.

### 1.6. Mesures prises pour stimuler les exportations hors hydrocarbures

« L'Algérie a entrepris des efforts significatifs pour diversifier son économie et stimuler ses exportations hors hydrocarbures. Ces initiatives sont essentielles pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des revenus pétroliers et renforcer sa résilience économique.

-Dans le secteur agricole, l'Algérie a réalisé des progrès importants, avec une production agricole en 2021 représentant plus de 14% du PIB national et assurant plus de 73% des besoins

<sup>65</sup> Ahnouche, A., & Benyoucef, M. (2018). Algeria's export diversification strategy: An assessment of the potential of non-hydrocarbon sectors. *Energy Strategy Reviews*, Volume 22, Pages 1-11.

du marché local. Des efforts ont été déployés pour augmenter la superficie agricole et améliorer les rendements, en mettant l'accent sur les cultures céréalières et les oléagineux tels que le colza et le soja. L'objectif est de couvrir une part importante des besoins nationaux en matière de production agricole et de stimuler les exportations de produits agricoles.

-Dans le secteur industriel, l'Algérie vise à contribuer à hauteur de 15% au PIB. Des initiatives ont été lancées pour renforcer la diversification économique, notamment l'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet. Ces mesures visent à encourager la production industrielle et à développer des capacités d'exportation dans des secteurs tels que l'industrie agroalimentaire, l'industrie manufacturière et le secteur des matériaux de construction.

-La transition numérique et l'innovation sont également des priorités pour l'Algérie. Des efforts sont consentis pour développer un secteur compétitif à l'international axé sur l'économie de la connaissance et les start-ups. L'objectif est de favoriser l'émergence d'une économie moderne et diversifiée, capable de répondre aux besoins du marché mondial et de promouvoir les exportations de services et de produits innovants.

-Pour soutenir la diversification économique et renforcer les capacités d'exportation hors hydrocarbures, l'Algérie a pris plusieurs mesures. Parmi celles-ci, on peut citer la restructuration des banques publiques afin de favoriser l'accès au financement pour les entreprises, l'adoption d'une nouvelle loi sur l'investissement pour encourager les investissements nationaux et étrangers, et l'adoption d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures pour promouvoir le développement durable des ressources naturelles.

-Parallèlement, l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) a lancé la plateforme numérique "Algeria Exporter". Cette plateforme vise à promouvoir les exportations algériennes hors hydrocarbures en permettant aux entreprises algériennes d'exposer leurs produits et services sur un salon virtuel dédié. Elle offre également des informations sur les capacités et les offres des entreprises algériennes dans différents secteurs clés, facilitant ainsi les relations avec les opérateurs étrangers et la promotion des produits algériens sur les marchés nationaux et internationaux. »<sup>66</sup>

---

<sup>66</sup> Abbas, A., & Benamraoui, A. (2021). Diversification économique et exportations hors hydrocarbures en Algérie : état des lieux et perspectives. *Revue d'économie politique*, Volume 131, 3ième édition, P481-516.

## **Section 2 : les dispositifs d'aides les politiques publiques d'appui à l'exportation hors hydrocarbure**

Le gouvernement algérien a mis en place un ensemble de dispositifs et d'organismes visant à soutenir les exportations en dehors du secteur des hydrocarbures, ainsi que des mesures incitatives pour encourager et promouvoir ces exportations. L'objectif global est de stimuler le développement d'un secteur d'exportation diversifié et dynamique, permettant ainsi de mettre fin à notre forte dépendance aux hydrocarbures.

### **1. Les organismes d'appui aux exportations hors hydrocarbures**

Afin de promouvoir et renforcer les exportations en dehors du secteur des hydrocarbures, plusieurs organismes ont été mis en place en Algérie. Parmi ces organismes figurent l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (**ALGEX**), le Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations (**F.S.P.E.**), la Compagnie Algérienne de Garantie des Exportations (**CAGEX**) et la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (**CACI**) et le couloir vert. Leur rôle est d'apporter un soutien et une assistance au commerce extérieur algérien dans le domaine des EHH.<sup>67</sup>

#### **1.1. L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX)**

Au départ, l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur était connue sous le nom d'Office de promotion des exportations (**PROMEX**), créé par le décret exécutif n° 96-327 du 1er octobre 1996. Sa mission principale était de promouvoir les exportations hors-hydrocarbures en diffusant des informations sur le commerce international. Par la suite, afin d'élargir son champ d'action, **PROMEX** a été transformé en une agence de promotion du commerce extérieur, appelée **ALGEX**, qui s'intéresse à la fois aux exportations et aux importations du pays.<sup>68</sup>

L'**ALGEX** a été créée par le décret exécutif n° 04-174 du 12 juin 2004. Son rôle est de soutenir les entreprises nationales dans l'acquisition de parts de marché à l'étranger et d'augmenter ainsi

---

<sup>67</sup>Dr. Cheikh ,Université Mouloud Mammeri - Tizi Ouzou « Les dispositifs d'incitation à la promotion des exportations hors-hydrocarbures en Algérie : constat et analyse . » Le dixième numéro de juin 2018, deuxième volume. P420

<sup>68</sup> <https://www.algex.dz/algex/a-propos-d-algex>

les débouchés internationaux pour les produits algériens. Elle est placée sous la tutelle du ministre en charge du commerce extérieur.

**1.1.1.les missions de ALGEX <sup>69</sup>**

Les principales missions de l'ALGEX sont les suivantes :

**Tableau 4: les missions de ALGEX**

<b>Missions</b>
Étudier les marchés étrangers en réalisant des analyses prospectives afin d'aider les entreprises nationales à comprendre les attentes de ces marchés.
Élaborer un rapport annuel évaluant l'activité d'exportation, permettant ainsi de dresser des bilans réguliers et de mesurer la dynamique de ce secteur.
Assurer le suivi et l'encadrement de la participation des entreprises nationales aux événements économiques internationaux tels que les salons, les foires et les expositions de produits.
Aider les entreprises nationales à mettre en place des plans marketing pour les biens et services destinés à l'exportation, en fournissant des services de communication, de diffusion d'informations et de promotion.
Motiver les exportateurs en décernant des prix aux meilleurs d'entre eux.

Source : [www.Algex.dz](http://www.Algex.dz)

**1.2. La Compagnie Algérienne de Garantie des Exportations (CAGEX)**

La CAGEX, une société par actions créée par le décret n° 96-235 du 2 juillet 1996, est responsable de l'assurance-crédit à l'exportation. Elle assure les risques commerciaux pour son

<sup>69</sup> Décret exécutif n° 04- 174 du 12 juin 2004.



propre compte et sous le contrôle de l'État, ainsi que les risques politiques, les risques de non-transfert et les risques de catastrophes naturelles pour le compte de l'État et sous son contrôle.

La CAGEX dispose d'un capital social de 3.000.000.000 DA, réparti de manière égale entre d'autres compagnies d'assurance telles que la SAA, la CAAR, la CAAT, la CNMA et la CCR. Sa mission principale est d'encourager et de promouvoir les exportations algériennes en dehors des hydrocarbures, ainsi que de garantir les ventes à crédit au profit des opérateurs économiques actifs sur le marché national.<sup>70</sup>

### 1.2.1 Le rôle de la CAGEX <sup>71</sup>

**Tableau 5: les missions de la CAGEX**

Missions
Couverture des risques à l'exportation : La CAGEX assure la couverture des risques liés à l'exportation et garantit le paiement en cas de défaillance de l'acheteur.
Accompagnement des opérateurs exportateurs : La CAGEX offre un accompagnement aux opérateurs exportateurs en leur facilitant l'accès aux informations sur les marchés étrangers.
Assurance en cas de catastrophe naturelle : La CAGEX garantit une assurance en cas de catastrophes naturelles, offrant ainsi une protection supplémentaire aux exportateurs, notamment dans le secteur de l'agriculture.
Encouragement des achats et des exportations sur le marché international : En garantissant les exportations, la CAGEX offre aux exportat <sup>72</sup>

<sup>70</sup> <https://www.cagex.dz/index.php?page=12>

<sup>71</sup> <https://www.cagex.dz/index.php?page=12#:~:text=La%20Compagnie%20a%20pour%20mission,activant%20sur%20le%20march%C3%A9%20national.>

<sup>72</sup> Dr. Cheikh, op.cit, P423

eurs davantage de possibilités pour se positionner sur le marché international, en leur fournissant des informations et une sécurité accrues.

Source : [www.cagex.dz](http://www.cagex.dz)

### 1.3. Le Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations (FSPE)

Le Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations (FSPE) a été créé dans le but de stimuler les EHH en prenant en charge une partie des frais liés au transport des marchandises et à la participation des entreprises à des foires et salons à l'étranger.

Le FSPE correspond au compte d'affectation spécial n°302-084, créé par l'article 195 de la loi de finances de 1996. Les rôles et attributions de ce fonds sont définis dans le décret n°08-07 du 19 janvier 2008. Les recettes du FSPE proviennent principalement de 10% de la taxe intérieure de consommation (TIC) appliquée aux produits importés, ainsi que des contributions des organismes publics et privés, et des dons.<sup>73</sup>

#### 1.3.1.les missions de la FSPE <sup>74</sup>

Le FSPE joue un rôle essentiel dans la facilitation de l'exportation en prenant en charge une partie des dépenses liées aux études de marchés, à la participation aux manifestations économiques, à l'implantation sur les marchés étrangers, à la diffusion de l'information, aux récompenses et à la formation, ainsi qu'au transport des produits. Ces actions visent à soutenir les exportateurs et à promouvoir les EHH.

<sup>73</sup> Ati T, , 5 et 6 février 2008« *les exportations hors- hydrocarbures algériennes* », communication à l'occasion de la tenue de la Convention, Paris,p5,6

<sup>74</sup> Dr. Cheikh,op.cit,P421-423

Tableau 6: les missions de la FSPE

Missions	Description
<b>Études de marchés extérieurs et amélioration de la qualité</b>	Prise en charge de 50% des frais liés aux études de marchés extérieurs et à l'amélioration de la qualité des produits et services destinés à l'exportation.
<b>Participation aux foires, expositions et salons spécialisés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remboursement de 80% des frais de participation inscrits au programme annuel officiel.</li> <li>- Remboursement de 50% des frais de participation individuelle à d'autres manifestations économiques.</li> <li>- Remboursement de 100% pour une participation exceptionnelle ou limitée à la mise en place d'un guichet unique.</li> </ul>
<b>Diagnostic "export" et création de cellules "export" internes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge de 50% des frais d'élaboration du diagnostic "export".</li> <li>- Prise en charge de 50% des frais de création de cellules "export" internes.</li> </ul>
<b>Implantation d'entités commerciales sur les marchés étrangers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Couverture de 25% des coûts d'implantation initiale pour un groupement d'entreprises</li> <li>- Couverture de 10% des coûts d'implantation initiale pour une présence commerciale individuelle.</li> </ul>
<b>Diffusion de l'information et communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge de 50% des frais d'édition et de diffusion de supports promotionnels.</li> <li>- Prise en charge de 50% des frais liés à l'utilisation de techniques modernes d'information et de communication.</li> </ul>
<b>Recompenses et formation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribution à la récompense des exportateurs et des travaux académiques liés aux EHH.</li> <li>- Soutien à la mise en place de programmes de formation aux métiers de l'exportation.</li> </ul>
<b>Transport des produits périssables et non agricoles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge de 50% des frais de transport à l'exportation des produits périssables</li> <li>- Prise en charge d'une partie des frais de transport international des produits non agricoles vers des destinations éloignées.</li> </ul>

Source : www.FSPE.dz

#### 1.4. La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI)

La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), créée par le décret exécutif n° 96-93 du 3 mars 1996, joue le rôle d'une institution représentant les intérêts généraux des

secteurs du commerce, de l'industrie et des services vis-à-vis des pouvoirs publics. Son objectif principal est d'assister les entreprises dans la conduite des opérations d'exportation, de faciliter les relations d'affaires et de promouvoir le développement des différents secteurs de l'économie nationale.<sup>75</sup>

Les recettes de la CACI proviennent essentiellement des quotes-parts des cotisations de ses adhérents ; des ressources prévues par les lois de finances ; des entrées provenant des biens appartenant à la chambre ; des droits de visa et de certification de documents ; des produits conséquents à ses prestations et à ses activités et des dons.

**1.4.1.les missions de la CACI <sup>76</sup>**

**Tableau 7: les missions de la CACI**

Missions
Fournir des avis, des suggestions et des recommandations aux pouvoirs publics sur les questions liées aux secteurs du commerce, de l'industrie et des services, que ce soit sur demande ou de sa propre initiative.
Organiser la concertation entre ses adhérents et recueillir leurs points de vue sur les textes soumis par l'administration pour examen et avis.
Synthétiser les avis, recommandations et propositions adoptés par les chambres de commerce et d'industrie, et favoriser l'harmonisation de leurs programmes et moyens.
Réaliser des actions d'intérêt commun pour les chambres de commerce et d'industrie, et encourager leurs initiatives.
Représenter ses chambres auprès des pouvoirs publics et désigner des représentants auprès des instances nationales de concertation et de consultation.

Source : www. CACI.dz

<sup>75</sup> Ati T, op.cit, p7

<sup>76</sup> <https://www.commerce.gov.dz/fr/chambre-algerienne-de-commerce-et-d-industrie-caci>

➤ **Le couloir vert** : Le couloir vert est un concept utilisé dans le contexte du commerce International pour désigner un processus simplifié et accéléré de dédouanement des marchandises aux frontières. Il s'agit d'un canal ou d'une voie spéciale permettant aux entreprises d'effectuer des opérations de douane de manière plus rapide, efficace et transparente. Depuis septembre 2006, une facilitation virtuelle a été mise en place en à l'Algérie pour l'exportation de dattes. Elle se caractérise par un processus douanier simplifié, où la marchandise fait l'objet uniquement d'un contrôle documentaire, Les facilitations douanières sont accordées aux opérations d'exportation sur trois plans, procédure, régimes douaniers et contrôle<sup>77</sup>. Cela permet une fluidité dans les opérations et entraîne une réduction significative des délais d'expédition.

À l'avenir, cette facilitation devrait être étendue aux autres exportations de produits périssables tels que les produits agricoles frais.

## **2. Avantages et incitations accordés aux exportations HH**

Afin de s'imposer sur les marchés internationaux, les exportateurs algériens doivent se doter des ressources nécessaires pour proposer des produits compétitifs offrant un rapport qualité/prix au moins équivalent à ceux de leurs concurrents. Pour atteindre cet objectif, diverses mesures fiscales, douanières et de contrôle de change ont été instaurées pour alléger les charges pesant sur les exportateurs. Ces mesures visent à favoriser l'exportation de produits algériens à l'étranger tout en encourageant la diversification de leurs gammes. Grâce à ces initiatives, les exportateurs algériens sont en mesure de saisir de nouvelles opportunités commerciales et de renforcer leur positionnement sur les marchés internationaux.

### **2.1. Les avantages fiscaux<sup>78</sup>**

Les activités d'exportation en Algérie bénéficient de certains avantages fiscaux, notamment en ce qui concerne la Taxe sur l'Activité Professionnelle (TAP), la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et l'Impôt sur le Bénéfice des Sociétés (IBS).

---

<sup>77</sup><https://www.douane.gov.dz/spip.php?article454#:~:text=Les%20facilitations%20douani%C3%A8res%20sont%20accord%C3%A9es,encourager%20les%20exportations%20hors%2>

<sup>78</sup> Ministre du commerce, Direction de la promotion des exportations, « *recueil relatif aux avantages et facilitations accordés aux exportations hors hydrocarbures* » avril 2007, p5

### 2.1.1 Exonération en matière d'impôts directs

Les opérations de vente et de services destinés à l'exportation bénéficient d'une exonération permanente de l'**(IBS)**, sans condition de réinvestissement des bénéfices ou des revenus.

La base imposable de la Taxe sur l'Activité Professionnelle (**TAP**) est exclue du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation. Cela comprend les opérations de vente, de transport ou de courtage portant sur des objets ou marchandises destinés directement à l'exportation, y compris les opérations de traitement et de fabrication de produits pétroliers destinés à l'exportation.

Le versement forfaitaire VF est supprimé pour le chiffre d'affaires réalisé en devises.

### 2.1.2 Exonération en matière de taxes sur le chiffre d'affaires

La **TVA** est exemptée pour les activités de vente et de façon portant sur les marchandises exportées, sous certaines conditions. Les exportateurs peuvent bénéficier de la franchise de la **TVA** lorsqu'ils effectuent des achats ou des importations de marchandises destinées à l'exportation ou à la réexportation en l'état, ou à être incorporées dans la fabrication, la composition, le conditionnement ou l'emballage des produits destinés à l'exportation, ainsi que pour les services directement liés à l'opération d'exportation.

## 2.2. Contrôle des changes <sup>79</sup>

Les exportateurs en Algérie bénéficient de mesures favorables en matière de contrôle des changes pour faciliter leurs opérations d'exportation. Les délais de rapatriement des recettes d'exportation sont fixés à 120 jours, ce qui donne aux exportateurs suffisamment de temps pour rapatrier leurs revenus générés par les exportations. La répartition des recettes d'exportation hors hydrocarbures est régie par des règles spécifiques, avec 50% en compte dinars, 30% en compte devise pour les personnes morales et 20% en compte devise intitulé exportateur. Les exportations de fruits et légumes peuvent être effectuées sous le régime de la consignation, où les produits sont vendus par un dépositaire ou un commissionnaire établi à l'étranger selon un prix fixé par l'exportateur ou selon ses intérêts.

---

<sup>79</sup> Ibid,P7

### **2.3.les régimes douaniers <sup>80</sup>**

la douane algérienne a simplifié certaines procédures pour soutenir les entreprises exportatrices. Ces régimes douaniers sont régis par la loi n°79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée par la loi n°98-10 du 22 août 1998.

#### **2.3.1. L'entrepôt des douanes**

Le premier régime est l'entrepôt des douanes, qui permet aux exportateurs de stocker leurs marchandises dans des locaux appropriés en attendant leur exportation. Les droits et taxes sont suspendus pendant cette période sous le contrôle de l'administration douanière.<sup>81</sup>

#### **2.3.2 Admission temporaire**

L'admission temporaire, régie par les décisions du directeur général des douanes n°04 et n°16 du 03 février 1999, permet la suspension du règlement des droits de douane sur les marchandises importées destinées à être transformées, améliorées ou exportées en l'état, et à recevoir un complément de transformation avant d'être réexportées.

#### **2.3.3. Le réapprovisionnement en franchise**

Selon les articles 186, 187 et 188 du code des douanes et la décision d'application du directeur général des douanes n°17 du 3 février 1999, est un régime douanier qui permet d'importer, sans payer de droits et taxes à l'importation, des marchandises équivalentes en termes d'espèce, de qualité et de caractéristiques techniques à celles qui ont été utilisées sur le marché intérieur pour produire des biens exportés de manière définitive.

#### **2.3.4. L'exportation temporaire**

Définie par les articles 193 à 196 du code des douanes et la décision du directeur général des douanes n°13 du 03 février 1999, permet l'exportation temporaire de marchandises sans l'application de mesures économiques restrictives et dans un but précis. Ces marchandises sont

---

<sup>80</sup> Idem,P6

<sup>81</sup> Eita, J. H., & Jordaan, A. C. (2018). The effectiveness of customs warehousing as a trade facilitation tool in Namibia. *Journal of Economic and Financial Sciences*, Volume 11, 1ere edition, pages 1-11.

destinées à être réimportées dans un délai déterminé, soit en l'état, soit après avoir subi une transformation, un complément de main-d'œuvre ou une réparation.

### **Section 3 : les risques de la grande dépendance de l'Algérie par rapport aux hydrocarbures et les contraintes de l'exportation hors hydrocarbures.**

L'Algérie, économie riche en ressources naturelles, est confrontée à des défis importants liés à sa dépendance excessive aux hydrocarbures et à la nécessité de développer ses exportations hors de ce secteur. Cette dépendance pose des risques économiques majeurs, tels que la volatilité des prix du pétrole et la vulnérabilité aux chocs externes. Afin de promouvoir une croissance durable et de réduire ces risques, l'Algérie doit diversifier son économie et augmenter ses exportations dans d'autres secteurs. Cependant, cette transition est confrontée à des contraintes structurelles et réglementaires qui doivent être surmontées pour assurer le succès de cette stratégie. Dans cette section, nous présenterons les risques liés à la dépendance des EH en Algérie, ainsi que les contraintes qui entravent le processus d'exportations.

#### **1. Risques de la dépendance aux exportations d'hydrocarbures**

La dépendance excessive aux hydrocarbures en Algérie est un phénomène majeur qui a façonné l'économie et la dynamique du pays depuis de nombreuses décennies. L'Algérie possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, ce qui a conduit à une forte dépendance économique vis-à-vis de ces ressources naturelles.<sup>82</sup>

De plus, la dépendance excessive aux hydrocarbures a ralenti la diversification économique de l'Algérie. Les investissements et les ressources ont été principalement dirigés vers le secteur pétrolier et gazier, au détriment d'autres secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services. Cette concentration excessive sur les hydrocarbures a créé un déséquilibre structurel dans l'économie algérienne, rendant difficile le développement de secteurs productifs et créateurs d'emplois durables. Par conséquent, le pays est confronté à des

---

<sup>82</sup> L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion Mohamed Chabane P9-36.



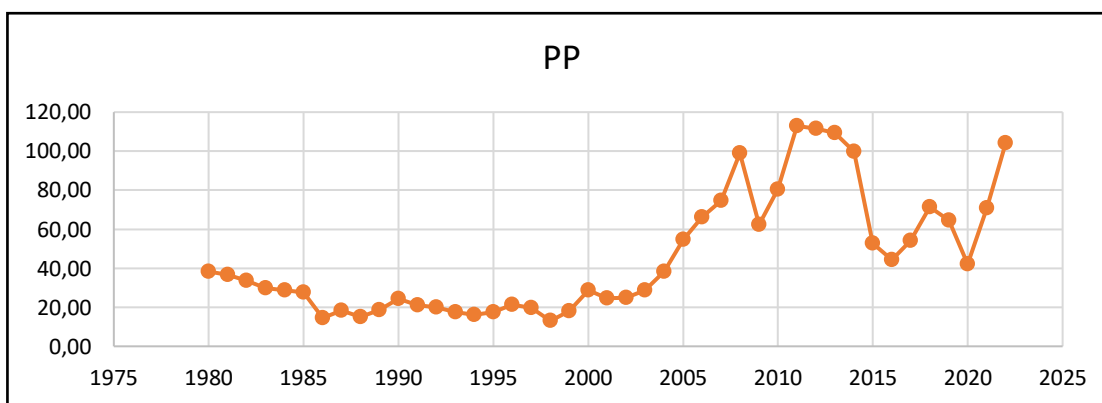
défis tels que le chômage élevé, notamment parmi les jeunes, et une dépendance accrue aux importations.<sup>83</sup>

On va citer dans ce qui va suivre quelque point qui résume ses risques là :

### A. Volatilité des prix du pétrole

La volatilité des prix du pétrole est un risque majeur pour l'Algérie en raison de sa dépendance aux hydrocarbures. Lorsque les prix du pétrole sont élevés, le pays bénéficie de revenus importants, ce qui favorise la croissance économique et les dépenses publiques. Cependant, une dépendance excessive au pétrole rend l'économie vulnérable aux chutes brutales des prix. Lorsque cela se produit, les revenus de l'État diminuent, entraînant des déséquilibres budgétaires et des pressions sur les réserves de change. Des périodes de baisse des prix du pétrole, comme celle entre 2014 et 2016, ont eu un impact considérable sur l'économie algérienne, entraînant des mesures d'austérité et la nécessité de diversifier l'économie. La volatilité des prix du pétrole rend également difficile la planification à long terme et la gestion économique. L'Algérie doit faire face aux fluctuations des prix du pétrole sur le marché international, ce qui peut entraîner des déficits budgétaires et des difficultés financières.

**Figure 9:Évolution des prix du baril du pétrole depuis 2000 à 2022 en Dollar.**



Source : élaboré par nous même à partir des données de la banque mondiale

### B. Dépendance aux importations:

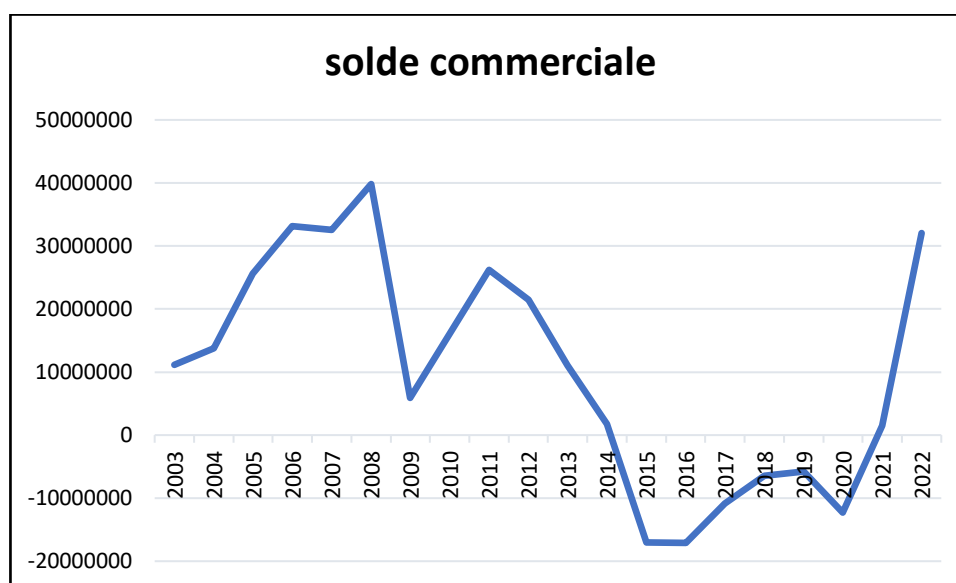
<sup>83</sup> Ahmed Khelil, Les risques de la dépendance aux exportations d'hydrocarbures en Algérie : une analyse comparative, 2020 Revue internationale d'économie de l'énergie et des politiques, vol. 10, no. 3, pp. 183-197.

La dépendance excessive aux hydrocarbures limite la diversification de l'économie et entraîne une dépendance accrue aux importations.

Cette dépendance aux importations expose l'Algérie à plusieurs risques économiques et financiers :

i. **Déséquilibre commercial** : L'Algérie enregistre régulièrement un déficit commercial en raison de ses importations élevées par rapport à ses exportations. Cela signifie que le pays dépense plus en importations qu'il ne gagne en exportations, créant une pression sur sa balance commerciale.

**Figure 10: Évolution des soldes commerciaux de l'Algérie de 2003 à 2022**



**Source** : élaboré par nos soins à partir des données de la banque d'Algérie

ii. **Volatilité des prix internationaux** : Les prix internationaux des produits importés, tels que les matières premières et les produits alimentaires, sont soumis à des fluctuations sur les marchés mondiaux. Les variations des prix peuvent avoir un impact sur les coûts d'importation de l'Algérie, affectant ainsi l'inflation intérieure et la compétitivité des entreprises locales.<sup>84</sup>

<sup>84</sup> BOUOUIYOUR, J., & SELMI, R. (2019). The impact of global commodity prices on inflation in the Maghreb countries. *Journal of Economic Studies*, Volume 46, 1ere edition, pages 135-150.

iii. **Risque de change** : La dépendance aux importations expose également l'Algérie aux fluctuations des taux de change. Lorsque la monnaie nationale se dévalue par rapport aux devises étrangères, le coût des importations augmente, ce qui peut exercer une pression sur les réserves de change du pays et entraîner une augmentation des prix des produits importés

iv. **Vulnérabilité aux chocs externes** : Les crises économiques mondiales, les conflits politiques ou les perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales peuvent avoir un impact significatif sur les importations de l'Algérie. Des événements tels que la pandémie de COVID-19 ont mis en évidence la vulnérabilité des pays dépendants des importations.<sup>85</sup>

**C. Instabilité macroéconomique** : l'économie algérienne est devenue vulnérable aux chocs externes, ce qui peut entraîner des fluctuations macroéconomiques importantes.

Lors de la crise financière mondiale de 2008, l'Algérie a subi une baisse des recettes pétrolières, ce qui a eu un impact sur la stabilité économique du pays.<sup>86</sup>

**D. Faible diversification des revenus** : La dépendance **EH** limite la diversification des sources de revenus de l'État. Cela peut rendre l'économie algérienne plus vulnérable aux chocs externes et aux variations des prix du pétrole.

Exemple : Lorsque les prix du pétrole chutent, les revenus de l'État algérien diminuent, ce qui peut affecter la capacité du gouvernement à financer des projets de développement et des programmes sociaux.

**E. Faible développement du secteur privé** : En raison de la prédominance du secteur public et de la forte influence de l'État dans l'économie, le secteur privé algérien a été entravé dans son développement et sa croissance. Cette dépendance excessive a créé une économie déséquilibrée et peu diversifiée, avec une faible participation du secteur privé dans la création d'emplois et la génération de richesse.<sup>87</sup>

---

<sup>85</sup> Aissaoui, M. A., Ben Othman, H., & Ltifi, M. (2021). COVID-19 pandemic and economic resilience: The case of Algeria. *Journal of Economic Cooperation and Development*, Volume 42, 1ere edition, p 1-6

<sup>87</sup> DJELLAL, F., & GALLOUJ, F. (2018). L'entrepreneuriat en Algérie : enjeux et perspectives. *Revue de l'Entrepreneuriat*, Volume 17, 2 -ème édition, P1-24

## 2.les contraintes de l'exportation hors hydrocarbures <sup>88</sup>

En dépit de toute la volonté des pouvoirs publics pour booster les exportations hors hydrocarbures et de toutes les mesures mises en place par les dispositifs nécessaires, les exportateurs algériens font face à plusieurs difficultés. Voici les principales contraintes auxquelles les entreprises exportatrices algériennes font face :

**Réglementation de change :** La réglementation de change de la Banque d'Algérie limite l'investissement des opérateurs économiques à l'étranger, empêchant ainsi la création de structures commerciales sur les marchés étrangers telles que des filiales ou succursales. De plus, la réglementation ne permet pas la récupération intégrale des devises provenant des opérations d'exportation.

**Absence d'appui financier :** Bien qu'il existe un fonds spécial dédié au financement des exportations hors hydrocarbures (FSPE), ce fonds reste limité et ne finance pas tous les types d'internationalisation, tels que les études de marché, les études de prospection et la participation aux forums d'affaires. Il se concentre principalement sur le financement du transport, de la formation liée à l'exportation et de la participation aux foires et salons professionnels à l'étranger.

**Absence de représentation à l'étranger :** L'absence de représentation à l'étranger, telle que des chambres de commerce, une antenne d'Algex et des représentations des banques algériennes, entrave le transfert de devises et la flexibilité des opérations d'exportation. De plus, l'inefficacité de la diplomatie limite la promotion réelle des produits algériens à l'étranger, ainsi que l'accès à des informations sur les marchés, la réglementation et les opportunités commerciales.

**Problèmes logistiques :** Les exportateurs algériens font face à des contraintes logistiques, notamment des coûts élevés de transport, en particulier en cas de transbordements. Les coûts logistiques internationaux peuvent représenter jusqu'à 35% du prix des marchandises, ce qui dépasse la norme située entre 8% et 9%. De plus, l'insuffisance des moyens de transport, l'inadéquation des infrastructures de stockage et les délais de dédouanement sont également des aspects logistiques qui nécessitent des améliorations.

---

<sup>88</sup> DOUIDENE L, A. HAMMOUTENE Revue Le Manager Vol. 08, N°02 « L'exportation de d'offre algérienne hors hydrocarbures sur les marchés africains : Potentiel et obstacles / » P293-295

**Manque de compétitivité :** Le produit algérien fait face à un manque de compétitivité sur les marchés internationaux en raison de facteurs tels que la non-conformité aux normes internationales, des prix élevés (liés notamment aux coûts élevés du foncier industriel en Algérie), les coûts logistiques élevés, les lourdeurs administratives et la bureaucratie.

**Manque d'ambition des entreprises :** Certaines entreprises algériennes se contentent de répondre à la demande locale et ne font pas d'efforts significatifs pour prospecter à l'international. Le manque de ressources humaines spécialisées et qualifiées influence également la vision des entreprises en matière d'exportation.

### **Conclusion**

En conclusion, l'analyse des exportations hors hydrocarbures en Algérie a révélé plusieurs résultats significatifs qui soulignent la nécessité et les opportunités liées à la diversification économique.

Tout d'abord, par rapport au profil des exportations hors hydrocarbures, il a été constaté une augmentation progressive de ces exportations au cours des dernières années. Cela témoigne d'un réel potentiel de diversification de l'économie algérienne, avec des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière. L'Algérie a réussi aussi à diversifier ses marchés d'exportation en mettant des mesures incitatives réussies. Si traditionnellement les hydrocarbures étaient principalement destinés aux marchés européens, les exportations hors hydrocarbures ont réussi à pénétrer de nouveaux marchés, notamment africains et asiatiques.

En ce qui concerne les dispositifs d'aide, le gouvernement algérien a mis en place des mesures stratégiques pour soutenir les exportations hors hydrocarbures. Les incitations fiscales, les exemptions douanières, les lignes de crédit spéciales et les programmes de financement ont été déployés pour faciliter l'accès au financement, réduire les coûts de production et stimuler la compétitivité des entreprises sur les marchés internationaux. De plus, les initiatives de renforcement des capacités ont permis aux acteurs économiques de développer les compétences nécessaires pour réussir dans les secteurs non pétroliers.

Les résultats positifs illustrent l'importance de réduire la dépendance excessive de l'Algérie vis-à-vis des hydrocarbures car la grande dépendance aux revenus pétroliers expose l'économie algérienne à des risques importants.

Cependant, malgré les progrès réalisés, il existe encore des contraintes à l'exportation hors hydrocarbures en Algérie. Des défis persistent, Réglementation de change, Absence d'appui financier, Absence de représentation à l'étranger, Problèmes logistiques, Manque de compétitivité, manque d'ambition des entreprises. Il est donc crucial de continuer à identifier et à surmonter ces contraintes afin de maximiser le potentiel de croissance des exportations non pétrolières.

**Chapitre III : Étude  
empirique sur l'impact de la  
dévaluation sur les  
exportations hors  
hydrocarbures en Algérie**

## Introduction

Après avoir présenté, les aspects théoriques dans les deux chapitres précédents , les fondements du commerce extérieur ,la politique de la dévaluation,, le taux de change et la présentation du secteur des exportation hors hydrocarbures en Algérie , nous allons tenter dans ce présent chapitre une application empirique pour répondre sur notre problématique.

Notre but est d'essayer d'estimer un modèle économétrique SVAR pour voir l'impact des fluctuations du taux de change sur les exportations hors hydrocarbures durant la période 2011-2022 avec des données trimestrielles.

Ce chapitre est structuré en trois sections essentielles. La première section est consacrée à la présentation de l'organisme d'accueil, en l'occurrence le ministère des finances, qui a fourni les données pour cette recherche.

La deuxième section met en lumière les données cruciales qui serviront de base à notre analyse. Ces données incluent le taux de change, le PIB réel et les exportations hors hydrocarbures. Ces variables clés seront examinées en détail pour évaluer leur évolution au fil du temps .

Enfin, la troisième section de ce chapitre se consacre à l'analyse économétrique. Elle repose sur la modélisation VAR structurelle. Cette section détaillera les modèle VAR structurel qui a été développés pour étudier l'impact de la dévaluation sur les exportations hors hydrocarbures en Algérie. Les résultats obtenus à travers ces modèles seront discutés.



## Section 01 : la présentation de l'organisme d'accueil

Cette section est passée sur la présentation de l'organisme d'accueil, différentes directions du Ministère des finances et leurs missions.

### 1. la présentation du ministère des finances

Le ministère des Finances de l'Algérie est un pilier essentiel de l'appareil gouvernemental du pays. Il est chargé de la gestion des questions financières, budgétaires et économiques de l'État. Son rôle est vaste et il joue un rôle central dans la formulation et la mise en œuvre de la politique économique et fiscale de l'Algérie.<sup>89</sup>

#### 1.1. les missions du ministère des finances

Le ministère des Finances assume plusieurs missions importantes :

- **Élaboration du budget national** : L'une des responsabilités majeures du ministère des Finances est la préparation du budget de l'État. Il coordonne l'élaboration du budget en collaboration avec les différents ministères et organismes concernés. Le budget national fixe les priorités en matière d'allocation des ressources financières et de dépenses publiques, tout en prenant en compte les objectifs de développement économique et social du pays.
- **Gestion des finances publiques** : Le ministère des Finances est chargé de la gestion des finances publiques, y compris la collecte des recettes fiscales et non fiscales, la planification des dépenses publiques, la gestion de la trésorerie de l'État et la supervision des institutions financières publiques. Il veille à l'utilisation efficace et transparente des ressources publiques pour promouvoir la stabilité financière et le développement économique durable.
- **Politique fiscale** : Le ministère des Finances élabore et met en œuvre la politique fiscale de l'Algérie. Il est responsable de la conception et de la révision des lois et réglementations fiscales, de la collecte des impôts, droits de douane et autres taxes, ainsi que de la lutte contre l'évasion fiscale. L'objectif est de garantir une base fiscale solide et équitable, de soutenir le développement économique et de créer un environnement propice aux investissements.
- **Planification économique** : Le ministère des Finances participe à l'élaboration des plans de développement économique à moyen et long terme de l'Algérie. Il collabore avec d'autres ministères et organismes pour coordonner les politiques économiques, identifier les

---

<sup>89</sup> <https://www.mfdgi.gov.dz/>

opportunités de croissance, promouvoir la diversification économique et améliorer le climat des affaires. Ces efforts visent à renforcer la compétitivité de l'économie algérienne et à stimuler la création d'emplois.

- **Coopération internationale** : Le ministère des Finances représente l'Algérie dans les négociations économiques internationales et les forums financiers. Il participe aux discussions sur les politiques monétaires, les échanges commerciaux, l'allégement de la dette et d'autres questions économiques mondiales. Le ministère vise à renforcer la coopération économique et financière avec d'autres pays et institutions internationales, favorisant ainsi l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale.
- **Contrôle financier** : Le ministère des Finances assure le contrôle et l'audit des finances publiques. Il veille à la transparence, à la responsabilité et à la bonne gestion des fonds publics. Il exerce un rôle de supervision sur les organismes de réglementation financière et les institutions financières publiques pour garantir la stabilité du système financier algérien.

### 1.2. Les appuis du ministres des finances

le ministère des Finances de l'Algérie s'appuie sur un ensemble de lois, de réglementations et de directives pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs. Certaines des principales références législatives qui régissent son fonctionnement comprennent :

**1)Loi de finances** : Chaque année, le ministère des Finances élabore un projet de loi de finances qui est soumis au Parlement pour approbation. Cette loi établit les ressources et les dépenses de l'État pour l'exercice fiscal à venir, en spécifiant les impôts, les taxes et les autres sources de revenus, ainsi que les allocations budgétaires pour les différents ministères et programmes gouvernementaux.

**2)Code des impôts** : Le ministère des Finances se réfère au Code des impôts pour réglementer et administrer les différents impôts et taxes en vigueur en Algérie. Ce code établit les règles et les procédures relatives à la collecte des impôts sur le revenu, des taxes sur la valeur ajoutée, des droits de douane, des taxes foncières, et d'autres types d'impôts.

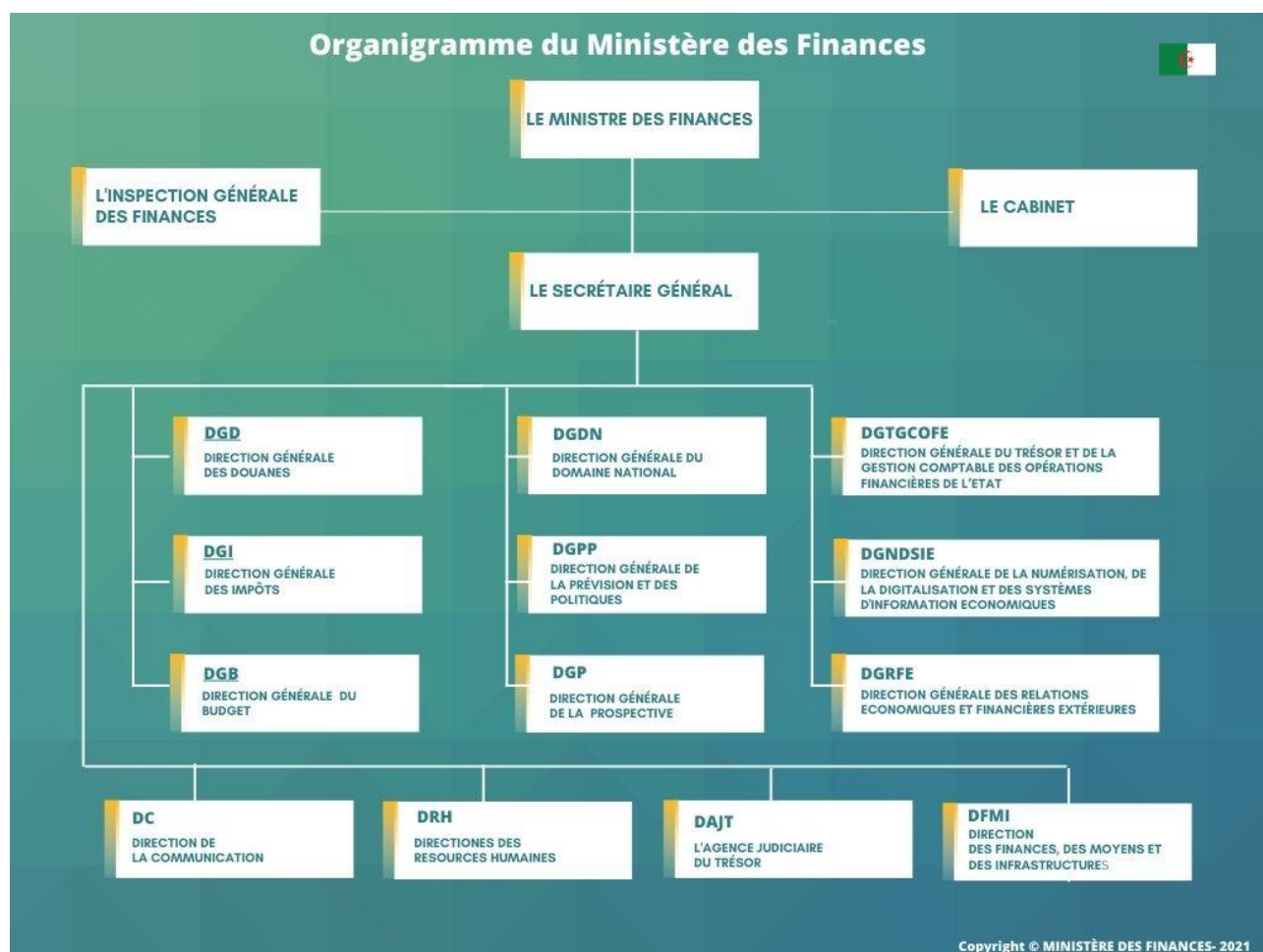
**3)Loi sur la comptabilité publique** : Cette loi définit les principes et les normes comptables applicables à la gestion des finances publiques en Algérie. Elle établit les règles de comptabilisation des revenus et des dépenses de l'État, ainsi que les procédures de contrôle et d'audit financier.

**Loi sur la gestion de la dette publique** : Cette loi régleme la gestion de la dette publique de l'Algérie, y compris l'émission d'obligations gouvernementales, les prêts et les accords de

financement internationaux. Elle vise à assurer une gestion prudente et transparente de la dette publique, en veillant à ce qu'elle reste viable et soutenable à long terme.

**4) Accords internationaux :** Le ministère des Finances se base également sur des accords internationaux auxquels l'Algérie est partie, tels que les accords de libre-échange et les traités de coopération économique. Ces accords guident les politiques économiques et commerciales de l'Algérie vis-à-vis d'autres pays et favorisent la collaboration dans des domaines tels que l'investissement, le commerce et l'allégement de la dette.

**Figure 11: L'organigramme du ministère des finances .**



Source : ministère des finances

### 1.3. La direction générale de la prévision et des politiques

La DGPP, ou Direction Générale de la Prévision et des Politiques, est un département relevant du ministère des Finances. Elle est chargée de fournir des analyses économiques, des prévisions et des recommandations politiques pour orienter les décisions économiques et budgétaires du gouvernement.

La DGPP joue un rôle essentiel dans l'évaluation des politiques économiques et dans l'analyse des tendances macroéconomiques en Algérie. Elle est composée d'experts et d'économistes qualifiés qui effectuent des recherches approfondies, analysent les données économiques et élaborent des prévisions pour informer les décideurs politiques.

La Direction Générale de la Prévision et des Politiques est composée de quatre (04) directions:

**1- La Direction du Recueil des Informations (DRI):**

- Sous - Direction des Statistiques de la Sphère Financière
- Sous Direction des Statistiques de la Sphère Réelle

**2- La Direction de la Prévision Macro-Economique (DPM):**

- Sous Direction de la Prévision
- Sous - Direction de l'Analyse de la Conjoncture
- Sous-Direction de l'Analyse des Opérations Financières
- Sous Direction des Modèles et Simulations

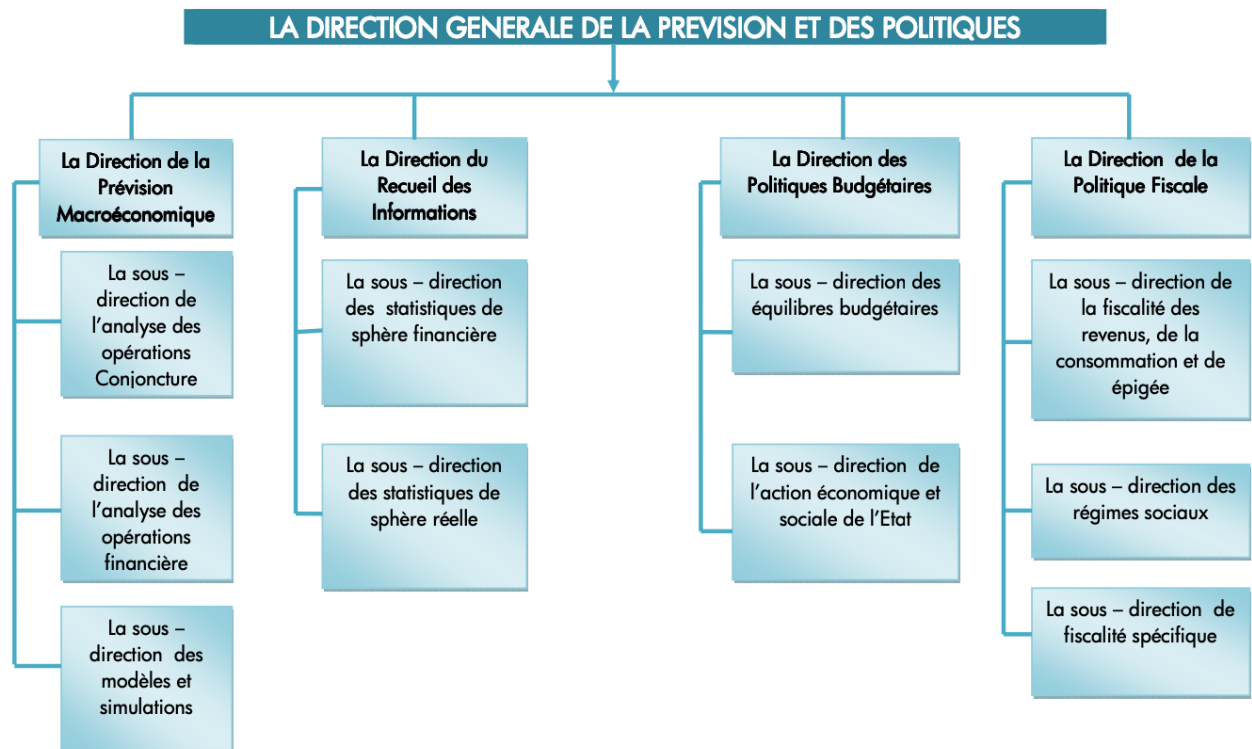
**3- La Direction des Politiques Budgétaires (DPB) :**

- Sous - Direction des Equilibres Budgétaires
- Sous. Direction de l'Action Economique et Sociale de l'Etat

**4- La Direction de la Politique Fiscale (DPF) :**

- Sous Direction de la Politique, de la Fiscalité des Revenus, de la Consommation et del'Epargne
- Sous Direction des Régimes Sociaux
- Sous Direction de la Fiscalité Spécifique

Figure 12: Organigramme de la DGPP



Source : Ministre des finances, « direction générale des prévisions et des politiques »

### Les missions :

D'après Article 2 du décret exécutif n° 07-364 du 18 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 28 novembre 2007 portant organisation de l'administration centrale du ministère des finances

### La Direction Générale de la Prédiction et des Politiques :

- Elaborer les prévisions macroéconomiques.
- Définir les systèmes d'information du ministère des finances.
- Elaborer les éléments nécessaires a la conception des politiques budgétaire et fiscale.
- Evaluer les politiques budgétaire et fiscale.
- Suivre et d'évaluer les équilibres des régimes sociaux.
- Elaborer le cadrage macroéconomique et financier des lois de finances.
- Préparer les rapports de présentation des lois de finances .

Simuler les impacts des mesures à caractère économique et financier.

Elle est composée de quatre (4) directions:

**La Direction de la Prévision Macroéconomique**, chargée:

- D'assurer la prévision à court et moyen terme en s'appuyant sur le suivi et l'analyse de conjoncture.
- D'assurer le cadrage macroéconomique et budgétaire des lois de finances.
- D'élaborer les rapports de présentation des lois de finances.

Elle comprend quatre (4) sous-directions:

**a)La Sous-Direction de la Prévision :**

- D'élaborer les méthodologies de prévisions à court et à moyen terme des agrégats des sphères réelle et financière
- D'assurer la prévision des équilibres, ressources emplois, de la Nation et des équilibres budgétaires en coordination avec les structures concernées du ministère des finances
- D'assurer le cadrage et l'élaboration du rapport de présentation des lois de finances.

**b)La Sous-Direction de l'Analyse de la Conjoncture**, chargée :

- D'élaborer les notes trimestrielles sur l'analyse de la conjoncture économique et financière du pays;
- D'élaborer le rapport annuel sur la situation économique et financière;
- D'élaborer les notes spécifiques relatives à l'évolution d'indicateurs ayant une influence sur l'économie nationale.

**c)La Sous-Direction de l'Analyse des Opérations Financières** ,chargée :

- D'assurer l'élaboration du tableau des opérations financières
- D'assurer le suivi et l'analyse des flux financiers
- De participer aux études à caractère financier.

**d)La Sous-Direction des Modèles et Simulations** , chargée :

- De mettre à jour et d'adapter les modèles;
- De simuler les impacts des mesures à caractère économique et financier.

**La Direction du Recueil des Informations** : chargée :

- De mettre en place le système d'information de la direction générale et de constituer une base de données sur la sphère financière, la sphère réelle et les secteurs sociaux.
- D'organiser avec les structures concernées l'information statistique dont elle a la charge.
- De diffuser l'information statistique pour les besoins du système national d'information .statistique.

Elle est composée de deux (2) sous-directions:

La Sous-Direction des Statistiques de la Sphère Financière;

La Sous-Direction des Statistiques de la Sphère Réelle chargées, chacune en ce qui la concerne:

- De définir, en collaboration avec les producteurs de l'information financière, les supports et les circuits de l'information;
- De constituer une base de données sur les statistiques de leur sphère respective;
- D'organiser la diffusion des statistiques, avec les structures concernées.

**La Direction des Politiques Budgétaires :**

- De proposer les éléments nécessaires à la définition de la politique budgétaire;
- De veiller à la maîtrise de la structure des dépenses budgétaires et à la cohérence de leur répartition
- D'évaluer la politique budgétaire.

Elle est composée de deux (2) sous-directions:

La Sous-Direction des Equilibres Budgétaires :

- De participer à la définition des politiques budgétaires
- De mettre en œuvre le suivi des politiques budgétaires et d'en évaluer les impacts.

La Sous-Direction de l'Action Economique et Sociale de l'État :

- D'élaborer les éléments nécessaires à la détermination des actions économiques et sociales de l'État
- D'assurer le suivi et l'évaluation des impacts de l'action économique et sociale de l'État.

La Direction de la Politique Fiscale:

- De proposer une stratégie fiscale visant à moderniser, à simplifier le système fiscal et à améliorer son rendement;
- De veiller à la cohérence des instruments fiscaux et parafiscaux;
- D'orienter la stratégie en matière de relations fiscales internationales;
- De définir la fiscalité en matière de revenus, de consommation et d'épargne;
- D'orienter la stratégie en matière de fiscalité spécifique;
- De suivre et d'évaluer les politiques fiscales et les équilibres des régimes sociaux.

Elle est composée de trois (3) sous-directions:

**La Sous-Direction de la Politique de la Fiscalité des Revenus, de la Consommation et de l'Epargne:**

- De proposer et de recommander les mesures fiscales relatives aux revenus des particuliers et des entreprises ainsi que celles relatives à la consommation et à l'épargne;
- D'assurer l'étude et la rationalisation des techniques d'imposition des revenus, de la consommation et de l'épargne

**La Sous-Direction des Régimes Sociaux:**

- De proposer les mesures fiscales d'exonération et d'abattement pour régimes sociaux;
- De proposer les mesures parafiscales pour régimes sociaux;
- D'évaluer la fiscalité et la parafiscalité liées aux régimes sociaux.

**La Sous-Direction de la Fiscalité Spécifique:**

- De proposer les mesures relatives aux régimes fiscaux spécifiques;
- De suivre et d'évaluer les effets induits par les régimes fiscaux spécifiques.

**Section 2 : présentation des données.**

L'objectif principal de notre travail de recherche est d'analyser l'impact de la dévaluation du dinar algérien sur les exportations hors hydrocarbures algérienne.

Ce qui veut dire que Cette dévaluation, qui implique une baisse de la valeur de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères, peut influencer la compétitivité des produits nationaux sur les marchés internationaux. L'objectif de l'étude est de comprendre si cette politique monétaire a un effet positif ou négatif sur les exportations hors hydrocarbures, ce qui est crucial pour évaluer son impact sur la croissance économique et la diversification économique de l'Algérie.

Pour ce fait, nous allons faire une analyse des réponses impulsionnelles des chocs l'exploitation d'une méthode SVAR ,où nous avons exploité des données trimestrielles étalées sur un horizon de 12 ans des variables suivantes :PIB reel ,taux de change USD/DA et la valeurs des exportations hors hydrocarbures. , débutant du premier trimestre 2011 ce qui nous fait un échantillon de 48 observations par série.

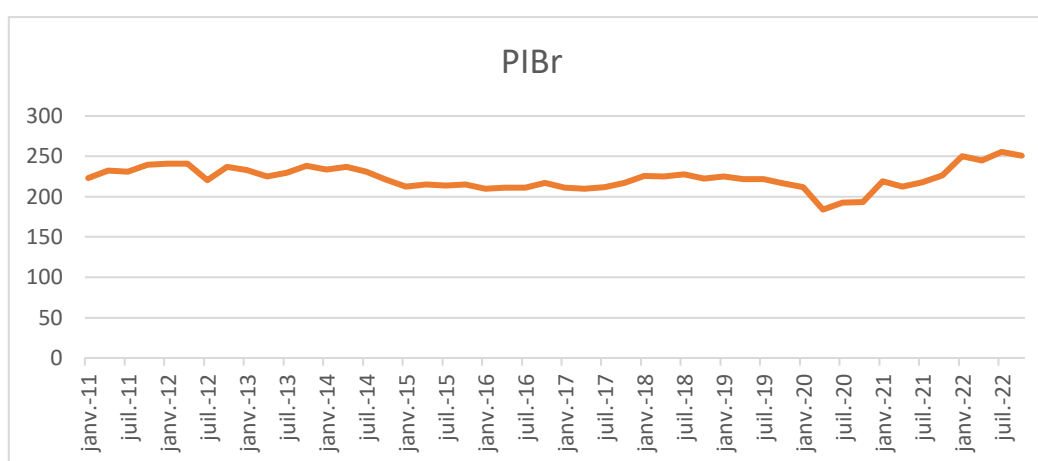
**1.PIB réel**

Le Produit Intérieur Brut réel, est un indicateur économique essentiel calculé en ajustant le PIB nominal pour l'inflation. Sa méthodologie de calcul repose sur la déflation des données brutes, ce qui élimine les variations de prix au fil du temps, permettant ainsi d'obtenir une mesure stable de l'activité économique réelle.



Le choix du PIB réel comme variable dans notre étude économétrique via le modèle SVAR s'explique par sa pertinence en tant qu'indicateur fondamental de l'activité économique globale. En analysant le PIB réel, nous pouvons évaluer comment les variations de cette variable influencent et sont influencées par d'autres indicateurs économiques, notamment les exportations hors hydrocarbures. Le PIB réel est un indicateur central pour comprendre les tendances de la croissance économique et les effets des politiques monétaires, telles que la dévaluation du dinar algérien, sur l'ensemble de l'économie, ce qui en fait une variable clé dans notre analyse économétrique.

**Figure 13:l'évolution du PIBr trimestriellement**



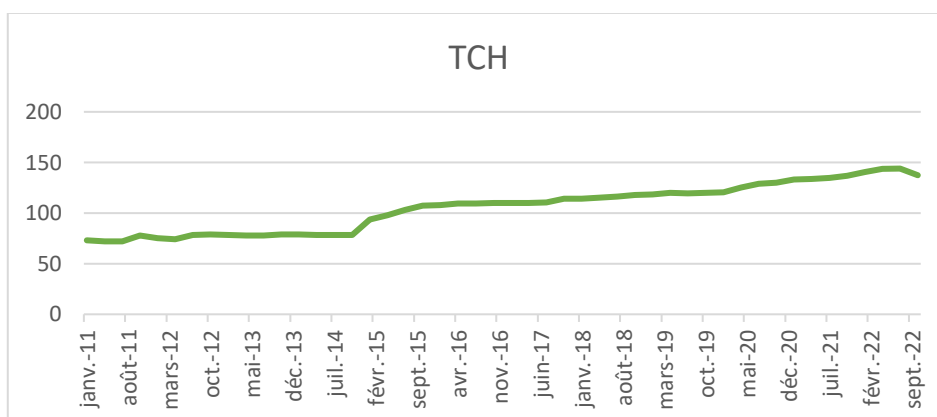
**Source :** :élaboré depuis les données banque d'Algérie

On remarque une date importante, avril 2020, où le PIB réel a chuté à 184 millions de DA, Cette baisse est clairement liée à l'impact économique de la pandémie de COVID-19, qui a touché de nombreux pays à travers le monde.

## **2.taux de change**

Les variations du taux de change peuvent avoir un effet direct sur la compétitivité des produits nationaux à l'échelle internationale, ce qui peut influencer les flux d'exportation. En incluant le taux de change dans notre modèle, nous pouvons quantifier cette relation et évaluer comment les changements de la valeur du dinar affectent les exportations, contribuant ainsi à une analyse économétrique plus complète de l'impact de la dévaluation sur l'économie algérienne.

Figure 14:l'evolution du taux de change trimestriellement



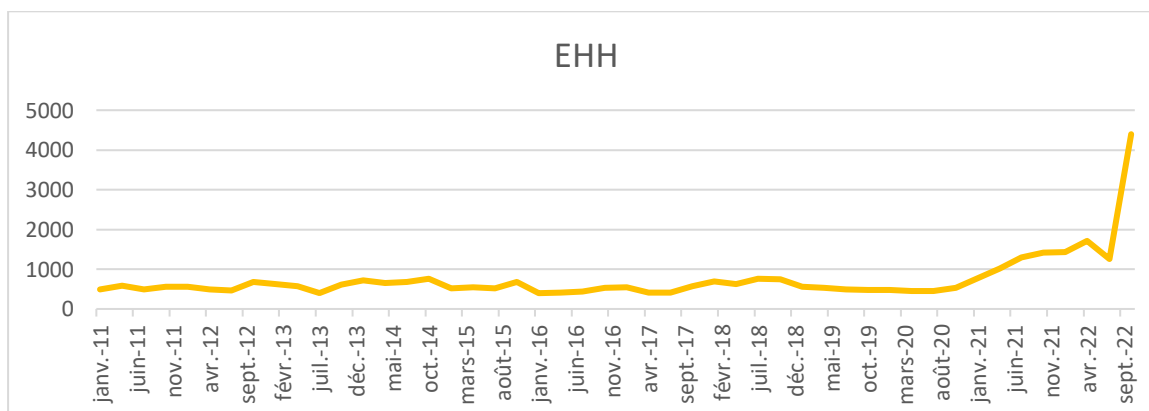
Source : élaboré depuis les données banque d'Algérie

On remarque une date clé à noter , janvier 2015, où le taux de change a atteint 93,8047, marquant une dépréciation significative du dinar algérien, après Le choc pétrolier de 2014. En 2020, le taux de change a enregistré une augmentation notable, passant à 125,3029, ce qui pourrait être lié aux effets de la pandémie de COVID-19 sur les marchés des changes.

### 3.les exportations hors hydrocarbures

Cette variable qui est exprimé en valeur, est directement liée à notre objectif d'étude, car elle reflète la performance des exportations hors hydrocarbures. En incluant la valeur des exportations hors hydrocarbures, nous pouvons évaluer comment les variations de cette variable sont influencées par d'autres facteurs économiques, notamment la dévaluation du dinar.

Figure 15:l'évolution des EHH trimestriellement



Source : élaboré depuis les données banque d'Algérie

On remarque que depuis janvier 2021, les exportations ont montré une croissance remarquable jusqu'à mai 2022 où il y a eu un pic remarquable de 4300 millions de dollars.

Cette augmentation est le résultat de facteurs tels qu'une compétitivité accrue des produits algériens, des investissements dans les secteurs non pétroliers et une demande internationale solide due aux mesures prises pour stimuler les exportations hors hydrocarbures citées dans le précédent chapitre (II.1.6)

### **Section 3 : Estimation et interprétation des résultats**

Nous allons effectuer notre modélisation, l'analyse des réponses impulsionnelles des chocs grâce au logiciel R, Un logiciel Open source qui sera présenté dans le point suivant.

#### **Présentation du logiciel R**

R est un langage de programmation et un environnement statistique open-source largement utilisé dans l'analyse de données, la visualisation et la modélisation statistique. Il offre une multitude de fonctionnalités statistiques et est apprécié pour sa capacité à manipuler, explorer et visualiser des données de manière efficace. Grâce à sa vaste bibliothèque de packages, R peut être adapté à divers besoins en analyse de données. Il bénéficie d'une communauté active de développeurs et d'utilisateurs, et est distribué gratuitement sous une licence open-source, ce qui en fait un outil précieux pour les chercheurs, les data scientists et les analystes de données.

#### **Le modèle VAR structurel**

Le VAR structurel, abréviation de "Vector Autoregression Model with Structural Breaks" en anglais, est un modèle économétrique qui combine des éléments du modèle VAR (Vector Autoregression) et des ruptures structurelles pour analyser les relations entre plusieurs variables économiques. Le VAR structurel vise à déterminer les interactions entre les variables économiques, ainsi que l'impact des chocs ou des événements structurels sur ces relations.

#### **1.Installation des packages et l'insertion des données**

Nous débuterons en installant plusieurs packages essentiels pour notre analyse, les détails de ces packages ainsi que les commandes associées seront répertoriés dans l'annexe de ce mémoire. Ensuite, nous importerons un fichier Excel contenant trois séries de données représentant les variables préalablement sélectionnées : le PIB réel, le taux de change et les valeurs des exportations hors hydrocarbures.

Pour faciliter leur manipulation dans l'environnement R, nous attribuerons des noms à ces variables tout en précisant la période de début (T1 2011) et la période de fin que nous souhaitons inclure (T4 2022). Nous spécifierons également la fréquence trimestrielle de ces séries. Toutes ces étapes sont cruciales pour préparer nos données en vue de l'analyse ultérieure.

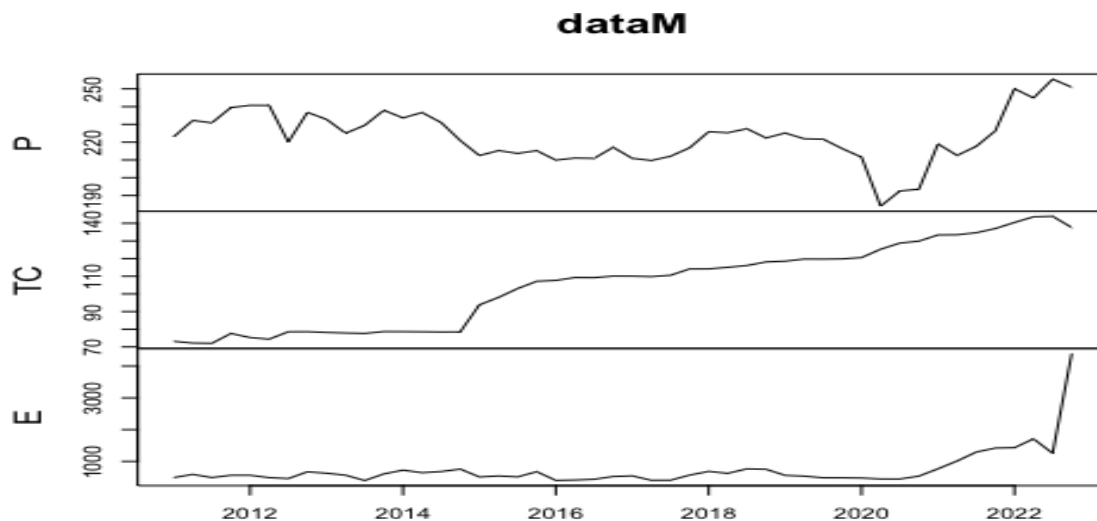
## 2.étude de la stationnarité

l'étude de la stationnarité est une étape incontournable pour une modélisation, pour garantir la fiabilité et la validité des résultats, qui signifie que les propriétés statistiques des serie restent constantes dans le temps.

### 2.1.Analyse graphique

L'objectif de la présente analyse est de connaître, de comprendre les caractéristiques de la série, à travers l'analyse graphique

Figure 16:graphe qui regroupe les series P,TC,E



Source : logiciel R

D'après l'observation le graphique représentatif des séries .on remarque que toutes les séries ont une tendance globale , ce qui fait que les séries ne sont pas stationnaires, cela nous permet d'inférer l'existence des racines unitaires .

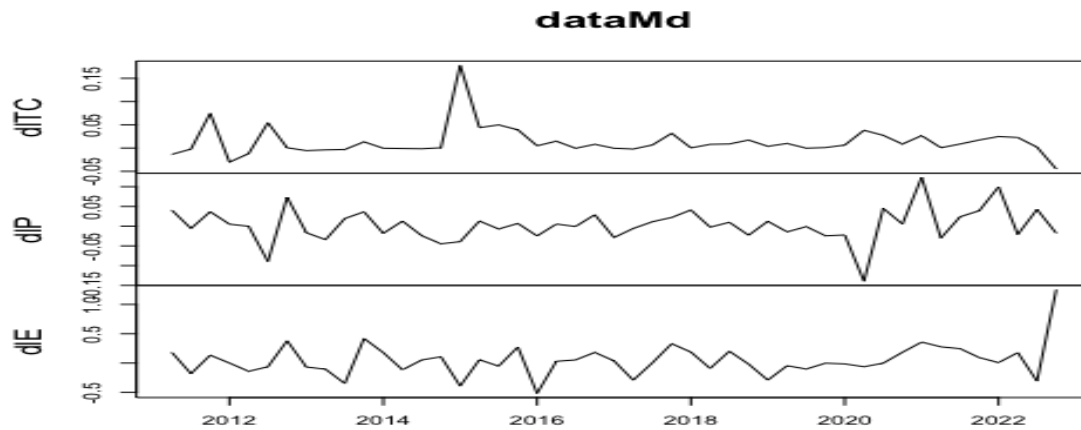
Alors on a transformé les série en une série de taux de croissance logarithmiques (delta log) pour rendre les données plus stationnaires et faciliter leur modélisation.

$$dIP = \text{diff}(\log(P))$$

$d\log TC = \text{diff}(\log(TC))$

$d\log E = \text{diff}(\log(E))$

Figure 17: graphe qui illustre les series P,TC,E apres delta log



Source : logiciel R

Mais l'examen visuel de graphe ne suffit pas Afin de confirmer ce résultat, on doit faire une analyse statistique.

## 2.2. Analyse statistique

L'analyse des tests de stationnarité sera fait par le teste de racine unitaire ;on va utilisé le test : Dickey-Fuller Augmenter (ADF)

Pour les tests de Dickey-Fuller augmenté (ADF) ,on teste l'hypothèse nulle contre l'alternative, de la manière suivante :

Voici les résultats :

### ➤ Pour le taux de change

```
summary(ur.df(dlogTC,type="trend"))
```

Coefficients:

	Estimate	Std. Error	t value	Pr(> t )
tt	-0.0002843	0.0003841	-0.740	0.4635

Value of test-statistic is: -4.3099 6.3842 9.5634

Critical values for test statistics:

	1pct	5pct	10pct
tau3	-4.15	-3.50	-3.18

$t_c = -4.3 < \tau_3 = -4.15 \rightarrow$  accepter  $H_1: \rho < 0$

p-value de  $\beta = 0.463 > 0.05 \rightarrow$  accepter  $H_0: \beta = 0$

On passe au modèle (2)

```
summary(ur.df(dITC,type="drift"))
```

Coefficients:

	Estimate	Std. Error	t value	Pr(> t )
--	----------	------------	---------	----------

(Intercept)	0.013538	0.005961	2.271	0.0283 *
-------------	----------	----------	-------	----------

Value of test-statistic is: -4.3337 9.4037

Critical values for test statistics:

	1pct	5pct	10pct
--	------	------	-------

tau2	-3.58	-2.93	-2.60
------	-------	-------	-------

phi1	7.06	4.86	3.94
------	------	------	------

$t_c = -4.33 < \tau_2 = -3.58 \rightarrow$  accepter  $H_1: \rho < 0$

p-value de  $\alpha = 0.0283 < 0.05 \rightarrow$  rejeter  $H_0: \alpha = 0$ . dITC est de la forme  $I(0)+c$

Donc, la série dITC est stationnaire.

#### ➤ Pour le PIB reel

$t_c = -4.26 < \tau_3 = -4.15 \rightarrow$  accepter  $H_1: \rho < 0$

p-value de  $\beta = 0.3 > 0.05 \rightarrow$  accepter  $H_0: \beta = 0$

on passe au modèle 2 :

$t_c = -4.13 < \tau_2 = -3.58 \rightarrow$  accepter  $H_1: \rho < 0$

p-value de  $\alpha = 0.78 > 0.05 \rightarrow$  rejeter  $H_1: \alpha \neq 0$  dIP est de la forme  $I(0)$

donc la serie dIP est stationnaire

#### ➤ Pour les exportations HH

$t_c = -4.79 < \tau_3 = -4.15 \rightarrow$  accepter  $H_1: \rho < 0$

p-value de  $\beta = 0.07 > 0.05 \rightarrow$  accepter  $H_0: \beta = 0$

on passe au modèle 2 :

$t_c = -4.37 < \tau_2 = -3.58 \rightarrow$  accepter  $H_1: \rho < 0$

p-value de  $\alpha = 0.2 > 0.05 \rightarrow$  rejeter  $H_1: \alpha \neq 0$  dIE. est de la forme  $I(0)$

donc la serie dIE est stationnaire

selon le test ADF les 3 séries sont stationnaires

### 3.les valeurs aberrantes

Nous avons constaté d'après le graphe (figure) qu'il existe des valeurs aberrantes dans les séries donc nous avons décidé de créer une matrice de dummies

L'intégration d'une matrice de dummies pour les valeurs aberrantes dans la modélisation permet de traiter efficacement les observations anormales, qui peuvent perturber considérablement les estimations des chocs structurels et fausser les résultats. En incorporant ces dummies, on isole l'impact de ces valeurs aberrantes, ce qui contribue à une meilleure gestion des données et à une modélisation plus robuste.

### 4.Estimation d'un VAR canonique

L'estimation d'un modèle VAR canonique se repose sur deux procédures principales : une qui estime le nombre de retard optimal de cette équation vectorielle, et une deuxième qui introduit les trois séries différenciées au modèle.

Pour l'estimation du nombre optimal des retards, nous avons calculé les critères statistiques suivants :

Les critères de AIC, HQ, SC et FPE de donne les résultats suivants :

AIC(n)	HQ(n)	SC(n)	FPE(n)
1	1	1	1

Nous retenons P=1, le retard du VAR qui correspond aux plus petits critères de minimisation d'AIC, HQ, SC et FPE.

Par la procédure « VAR » de R, Nous estimons notre modèle VAR canonique et le résultat est le suivant :

$$\begin{aligned}
 TC_{1,t} &= -0.030924154 + 0.105028 TC_{t-1} + 0.015976P_{1,t-1} - 0.03092 E_{t-1} + 0.009657876 \text{ dum20} + \\
 & 0.021695822 \text{ dum21} - 0.065303694 \text{ dum22} + 0.172382756 \text{ dum15} \\
 P_{2,t} &= 0.001359381 + 0.175088984 TC_{t-1} - 0.23397P_{t-1} + 0.014699 E_{t-1} - 0.266270254 \text{ dum20} + \\
 & 0.119293454 \text{ dum21} + -0.005204331 \text{ dum22} + 0.052648661 \text{ dum15} \\
 E_{3,t} &= 0.006875864 + 0.847752773 TC_{t-1} + 1.085305826 P_{t-1} - 0.171049697 E_{t-1} + -0.422561475 \\
 & \text{ dum20} + 0.369218473 \text{ dum21} + 1.146057547 \text{ dum22} - 0.332910742 \text{ dum15}
 \end{aligned}$$

### 5. Contraintes de long terme

Afin de modéliser nos flux par un VAR structurel, Nous devons d'abord soumettre ce modèle canonique à des contraintes de long terme

Nous savons que le taux de change est la variable la plus exogène. il est généralement moins influencé par les autres variables économiques internes d'un pays que le PIB réel ou les exportations, le. Pib réel peut être influencé par le taux de change ainsi que les exportations HH en valeurs

Enfin les exportations HH sont Influencée par le taux de change et le PIB réel.

➤ On peut écrire la matrice de passage P à partir de ces résultats comme suit :

$$\begin{matrix} & \text{TC} & \text{P} & \text{E} \\ \text{TC} & \left( \begin{matrix} 1 & 0 & 0 \\ 2,68 & 1 & -5,031 \\ 0,896 & 30,08 & 1 \end{matrix} \right) \\ \text{P} & & & \\ \text{E} & & & \end{matrix}$$

Les coefficients situés sur la diagonale de cette matrice sont tous égaux à 1 parce que ça représente l'effet de la variable sur elle-même

### 6. Le modèle VAR structurel estimé

Le système d'équation du VAR structurel est donc la suivante :

$$\text{TC}_t = -0.030924154 + 0.105028 \text{TC}_{t-1} + 0.015976 \text{P}_{t-1} - 0.03092 \text{E}_{t-1} + 0.009657876 \text{dum20} + 0.021695822 \text{dum21} - 0.065303694 \text{dum22} + 0.172382756 \text{dum15}$$

$$\text{P}_t = 0.001359381 + 0.175088984 \text{TC}_{t-1} - 0.23397 \text{P}_{t-1} + 0.014699 \text{E}_{t-1} - 0.266270254 \text{dum20} + 0.119293454 \text{dum21} + -0.005204331 \text{dum22} + 0.052648661 \text{dum15}$$

$$\text{E}_t = 0.006875864 + 0.847752773 \text{TC}_{t-1} + 1.085305826 \text{P}_{t-1} - 0.171049697 \text{E}_{t-1} + -0.422561475 \text{dum20} + 0.369218473 \text{dum21} + 1.146057547 \text{dum22} - 0.332910742 \text{dum15}$$



## 7. Test des résidus

Le test des résidus est une étape critique dans l'analyse des modèles statistiques. Il vise à évaluer la conformité des résidus aux hypothèses du modèle et à assurer la qualité des résultats obtenus. Ces tests servent à vérifier l'absence d'autocorrélation, l'homoscédasticité (variance constante), et la normalité des résidus

### 7.1. Test d'absence d'autocorrélation des résidus

Le test d'absence d'autocorrélation, également connu sous le nom de test de Ljung-Box, est utilisé pour évaluer si les résidus d'un modèle de séries temporelles présentent une autocorrélation significative à différents retards. La condition pour interpréter ce test est basée sur l'hypothèse nulle et l'hypothèse alternative du test.

La condition pour interpréter le test est généralement basée sur la valeur p. Par conséquent, nous comparons la valeur p du test avec un seuil de signification ( $\alpha$ ), généralement fixé à 0,05 (5%).

(H0) : Les résidus sont indépendants et ne présentent pas d'autocorrélation significative.

p-value  $> 0,05$

(H1) : Les résidus présentent une autocorrélation significative à un ou plusieurs retards.

p-value  $< 0,05$

#### ➤ Pour le PIBr

Ljung-Box test

data: Residuals

$Q^* = 2.4444$ ,  $df = 9$ , p-value = 0.9823

#### ➤ Pour le taux de change

Ljung-Box test

data: Residuals

$Q^* = 5.2237$ ,  $df = 9$ , p-value = 0.8144

#### ➤ Pour les EHH

Ljung-Box test

data: Residuals

$Q^* = 12.012$ ,  $df = 9$ , p-value = 0.2126

D'après les résultats du Test Ljung-Box on déduit que Les résidus des séries ne sont pas autocorrélés car  $p\text{-value} > 0,05$

### 7.2. Test de normalité

Le test de Jarque-Bera génère une p-valeur, On interprète les résultats comme suit :

Si la p-valeur est supérieure à un seuil de signification (0,05), on ne rejette pas l'hypothèse nulle. Cela suggère que les résidus sont normalement distribués.

Si la p-valeur est inférieure au seuil de signification, on rejette l'hypothèse nulle.

#### Pour. PIBr

Jarque Bera Test

Smodel\$var\$varresult\$P\$residuals

X-squared = 0.4406, df = 2, p-value = 0.8023

#### Pour les exportations hors hydrocarbures

Jarque Bera Test

data: Smodel\$var\$varresult\$E\$residuals

X-squared = 0.55376, df = 2, p-value = 0.7581

#### Pour le taux de change

Jarque Bera Test

data: Smodel\$var\$varresult\$TC\$residuals

X-squared = 17.491, df = 2, p-value = 0.1592

On remarque que la P-value des tests de Jarque Bera sont toutes supérieures de 0,05

Donc les résidus suivent une distribution normale (gaussienne)

### 7.3. test d'homoscédasticité

L'homocédasticité signifie que la variance des résidus est constante à travers le temps, ce qui est une hypothèse importante dans de nombreuses analyses statistiques, y compris en économétrie.

(H0) : 'il n'y a pas d'hétéroscédasticité conditionnelle  $p\text{-value} > 0,05$

(H1) : existe une hétéroscédasticité conditionnelle  $p\text{-value} < 0,05$

**pour taux de change**

ARCH LM-test; Null hypothesis: no ARCH effects  
data: Smodel\$var\$varresult\$TC\$residuals  
Chi-squared = 7.8387, df = 12, p-value = 0.7976

**Pour exportations HH**

ARCH LM-test; Null hypothesis: no ARCH effects  
data: Smodel\$var\$varresult\$E\$residuals  
Chi-squared = 7.0674, df = 12, p-value = 0.8531

**Pour le PIB réel**

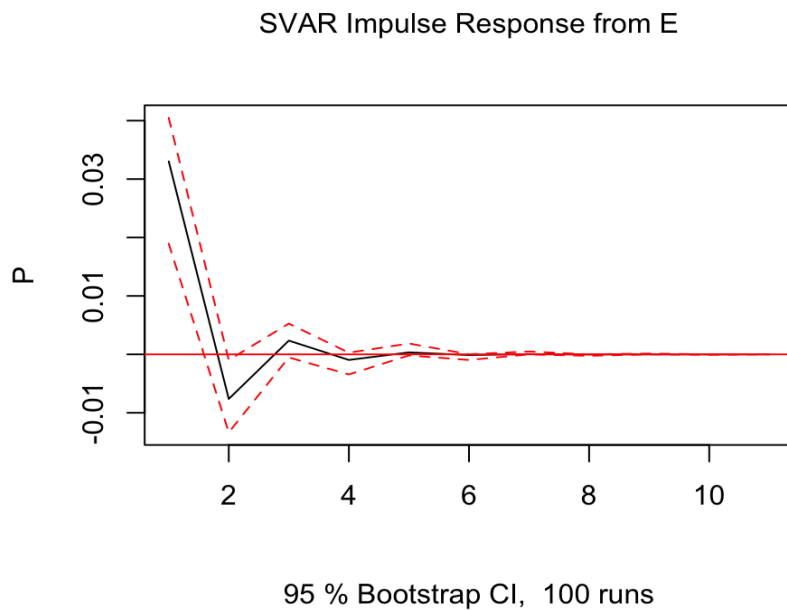
ARCH LM-test; Null hypothesis: no ARCH effects  
data: Smodel\$var\$varresult\$P\$residuals  
Chi-squared = 6.8595, df = 12, p-value = 0.8668

D'après le test ARCH on déduit qu'il n'existe pas d'hétéroscédasticité conditionnelle puisque les p-value >0,05

**8.Analyse des chocs (Les fonctions d'impulsions)**

La commande irf() nous permet de calculer et d'analyser les réponses impulsionnelles d'une variable spécifique à une perturbation appliquée à une autre variable dans votre modèle VAR structurel. Cela nous aide à comprendre comment les variables réagissent aux chocs structurels

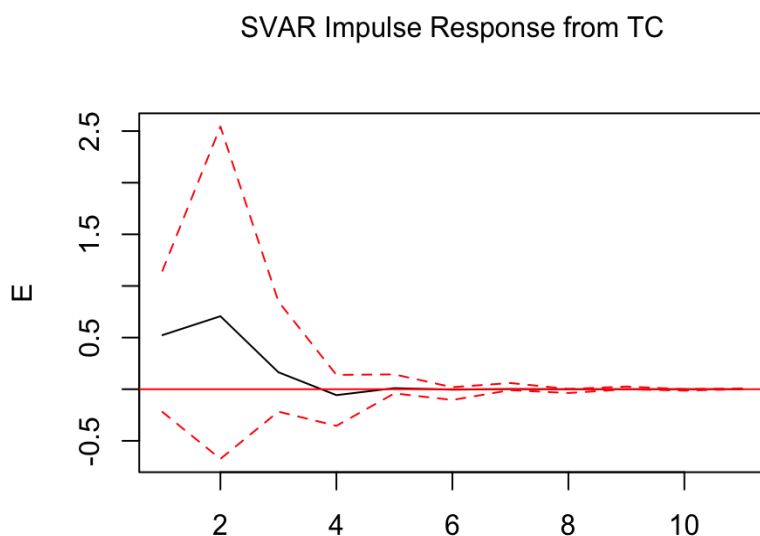
➤ Réponses impulsionnelles du le PIB réel, suite à un choc sur les EHH



Source : logiciel R

On remarque que l'augmentation de 1% des exportation HH a engendré une augmentation de 0.3% du PIB reel au T1 suivie ensuite d'une tendance à la baisse au cours des trimestres suivants. Cette réaction peut s'expliquer par le fait que l'augmentation des exportations hors hydrocarbures au premier trimestre a stimulé temporairement l'activité économique, entraînant une hausse du PIB réel.

➤ **Réponses impulsionnelles des exportations HH en valeurs, suite à un choc sur le taux de change**



95 % Bootstrap CI, 100 runs

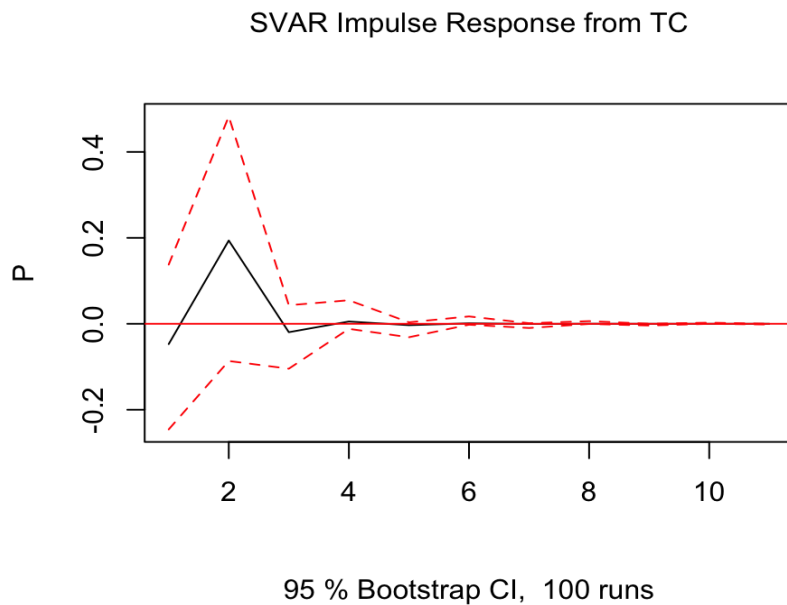
**Source : logiciel R**

Les exportations HH en valeurs sont fortement influencées par l'augmentation du taux de change car :

Nous remarquons que la hausse du taux de change de 1% induit une réponse positive instantanée des exportations HH de 5% durant le premier trimestre, puis elle augmente à 7% jusqu'au 2ème trimestre, suivie alors d'une baisse jusqu'à ce que la série converge vers 0.

Ce fait peut s'expliquer par l'effet sur la compétitivité ; lors d'une dévaluation du DA les produits nationaux deviennent moins chers pour les acheteurs étrangers. Cela rend les exportations nationales plus compétitives sur les marchés internationaux, ce qui peut stimuler les exportations algériennes.

➤ Réponses impulsionnelles du PIB réel, suite à un choc sur le taux de change



Source : logiciel R

Le graphe nous indique une réponse dynamique du PIB à l'augmentation du taux de change. Initialement, le PIB diminue en réponse au choc (T1), mais il se redresse ensuite en ayant une réponse positif de 2% puis il diminue et. Converge vers le 0

La baisse de la consommation intérieure, peut être la cause qui a affecté la production et le PIB au (T1), mais l'augmentation des revenus en Algérie après la dévaluation a fait que la consommation intérieure augmente avec le temps et donc le PIB réel a connu une augmentation après sa baisse ,Comme on peut expliquer l'effet positive du PIB réel par la compétitivité des produits algériens sur le marché étranger

nous pouvons remarquer que l'augmentation du taux de change a un effet plus significatif sur les exportations HH

En conclusion, les fonctions de réponse impulsionnelle montrent qu'un choc positif sur le taux de change aura un effet positif sur les exportations HH comme sur le PIB réel ,même si que l'effet de l'augmentation du taux de change a un résultat plus significatif sur les exportations HH.donc on peut dire que ces derniers s'expliquent par le taux de change

## Conclusion

L'objectif principale de ce chapitre est d'essayer de vérifier empiriquement l'existence de relation entre le taux de change et les EHH Algérie

La procédure que nous avons choisie consiste d'abord d'analyser la stationnarité de nos séries, en analysant leurs graphes, nous avons constaté l'existence d'une tendance globale

Alors on a transformé les série en une série de taux de croissance logarithmiques (delta log) pour rendre les données plus stationnaires et faciliter leur modélisation.

Après, en utilisant le test des racines unitaires d'**ADF** nous l'avons vu que les séries sont devenues stationnaires .

Nous avons estimé un VAR canonique après avoir déduit le nombre de retard optimal, puis le soumettre à des contraintes de long terme pour modéliser nos flux par un VAR structurel.

A travers les différents chocs qu'on a fait , nous avons confirmé que taux de change a un effet positif et important sur EHH en valeurs car lors d'une dévaluation du DA les produits nationaux deviennent moins chers pour les acheteurs étrangers. Cela rend les exportations nationales plus compétitives sur les marchés internationaux, ce qui peut stimuler les exportations algériennes ,comme nous avons constaté un effet positif et plus faible sur le PIB. réel

# **Conclusion Générale**



## Conclusion Générale

Dans ce mémoire, on a exploré l'impact de la dévaluation du dinar algérien sur les exportations hors hydrocarbures, offrant un aperçu approfondi des mécanismes sous-jacents, des défis et des opportunités qui se présentent dans ce contexte économique complexe.

Dans le premier chapitre, nous avons jeté les bases théoriques nécessaires à la compréhension des taux de change et des mécanismes de dévaluation, en les contextualisant spécifiquement à l'Algérie. Cette compréhension était essentielle pour analyser les effets de la dévaluation sur les exportations hors hydrocarbures.

Le deuxième chapitre a plongé dans le secteur des exportations hors hydrocarbures en Algérie, en mettant en lumière les dispositifs d'aides et les politiques publiques destinés à soutenir ce secteur vital pour la diversification économique du pays. Nous avons examiné les opportunités et les obstacles qui façonnent la croissance de ce secteur.

Le troisième chapitre nous a conduit à explorer la base de données cruciale pour notre modélisation économétrique, soulignant son importance en tant que pilier fondamental de notre recherche. Nous avons également présenté le ministère des finances, un acteur clé dans le contexte économique algérien.

D'après les résultats des fonctions de réponses de chocs nous avons pu constater ses résultats :

- ✓ Une augmentation de 1 % des exportations nettes a tendance à entraîner une augmentation de 0,3 % du PIB. Cela indique une corrélation positive entre les exportations nettes et la croissance économique.
- ✓ Les exportations nettes reflètent la différence entre les exportations et les importations. Une croissance des exportations nettes peut contribuer à un excédent commercial, ce qui peut être bénéfique pour l'économie d'un pays.
- ✓ Une forte dépendance aux exportations peut rendre l'économie vulnérable aux fluctuations économiques mondiales et aux chocs externe
- ✓ La dévaluation du dinar algérien rend les produits hors hydrocarbures plus attractifs sur les marchés internationaux, améliorant ainsi leur compétitivité.
- ✓ Les EHH renforcent la diversification économique en réduisant la dépendance aux revenus pétroliers, ce qui rend l'économie algérienne plus résiliente.

- ✓ Les exportations accrues génèrent des recettes en devises étrangères, renforçant les réserves de change et la stabilité financière.
- ✓ Une compétitivité accrue peut diversifier les partenaires commerciaux de l'Algérie, réduisant sa dépendance à l'égard de certains marchés.
- ✓ En favorisant les EHH, l'Algérie devient moins vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole, ce qui renforce sa résilience économique.

Nous pouvons alors, répondre à notre problématique ainsi qu'à nos sous questions, comme suit :

La problématique centrale de notre mémoire portait sur l'impact de la dévaluation du dinar algérien sur les exportations hors hydrocarbures en Algérie, en tenant compte de la dépendance historique du pays aux revenus pétroliers. À la lumière de notre recherche et des analyses menées, nous pouvons conclure que la dévaluation du dinar algérien a effectivement un impact significatif sur les exportations hors hydrocarbures. Cette dévaluation peut influencer positivement la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux, favorisant ainsi les exportations hors hydrocarbures.

nous avons évalué l'adéquation du modèle SVAR pour notre objet d'étude. Nos résultats confirment que le SVAR s'est révélé approprié pour analyser la relation complexe entre la dévaluation du dinar et les exportations hors hydrocarbures en Algérie. Cette méthode a permis de quantifier les réponses dynamiques des variables étudiées.(H1 confirmée)

nous avons examiné la sensibilité des exportations hors hydrocarbures en Algérie au taux de change du dinar par rapport au dollar. Nos résultats ont confirmé cette hypothèse, démontrant que les variations du taux de change influencent de manière significative les exportations hors hydrocarbures. Cette sensibilité souligne l'importance de la gestion des taux de change pour stimuler les exportations de biens et de services non pétroliers.(H2 confirmée)

nous nous sommes penchés sur l'impact des exportations hors hydrocarbures sur la croissance économique de l'Algérie, malgré la dépendance historique aux hydrocarbures. Nos résultats ont montré qu'il existe un effet positif. Cette conclusion revêt une importance cruciale pour la diversification de l'économie algérienne et sa résilience face aux chocs pétroliers.(H3 confirmée)

# **Annexe**

## script de toute la procédure de R studio

#Téléchargement des librairies :

```
library(readxl)
library(mFilter)
library(tidyverse)
library(vars)
library(TSstudio)
library(readxl)
library(tseries)
library(tsutils)
library(RJDemetra)
library(seasonal)
library(forecast)
```

# Lecture du fichier de données au format excel et le nommé data :

```
read_excel("/Users/mac/Library/Containers/com.microsoft.Excel/Data/Desktop/nada.dt.xlsx"
,col_names=TRUE,sheet=1)

data<-
read_excel("/Users/mac/Library/Containers/com.microsoft.Excel/Data/Desktop/nada.dt.xlsx"
,col_names=TRUE,sheet=1)
```

# Déclarer les variables commentant des séries temporelles et. Leurs graphiques

```
P=data[,2] ;T=data[,3] ;E=data[,4]
P <- ts(data$PIBr, start = c(2011,1,1), frequency = 4)
TC <- ts(data$TCH, start = c(2011,1,1), frequency = 4)
E <- ts(data$EHH, start = c(2011,1,1), frequency = 4)
dataM <- cbind(P,TC,E)
colnames(dataM) <- c("P", "TC", "E")
plot.ts(dataM)
```

# transformation delta. Log

```
dIP=diff(log(P))
dITC=diff(log(TC))
dIE=diff(log(E))
dataMd <- cbind(dITC,dIP,dIE)
colnames(dataMd) <- c("TC", "P", "E")
plot.ts(dataMd)
```

#etude de la. srationalité

```
summary(ur.df(dIE,type="trend"))
summary(ur.df(dIE,type="drift"))
summary(ur.df(dIP,type="trend"))
summary(ur.df(dIP,type="drift"))
summary(ur.df(dITC,type="trend"))
summary(ur.df(dITC,type="drift"))
```

,

```
#Creation d'une latrice des valeurs aberrantes :
```

```
dum20<- rep(0, length(dIP))  
dum20[37] <- 1  
dum21<- rep(0, length(dIP))  
dum21[40] <- 1  
dum20<- ts(dum20, start = c(2011, 1,1), freq = 4)  
dum21 <- ts(dum21, start = c(2011, 1,1), freq = 4)  
dum20  
dum15<- rep(0, length(dITC))  
dum15[16] <- 1  
dum15<- ts(dum15, start = c(2011, 1,1), freq = 4)  
dum <- cbind(dum20, dum21,dum15)  
colnames(dum) <- c("dum20", "dum21","dum15")  
ts.plot(dum)
```

```
#estimation du VAR canonique  
library(vars)  
result <- VARselect(dataMd, lag.max = 10, type = "both")  
result  
model<-VAR(dataMd, p = 2, exog =dum, type = "const")  
model
```

```
#la matrice de passage (contrainte de long terme)  
amat <- diag(3)  
amat[2,3] <- NA  
amat[2,1] <- NA  
amat[3,1] <- NA
```

```
amat[3,2] <- NA
```

```
#estimation du SVAR
```

```
Smodel <- SVAR(model, Amat = amat, Bmat = NULL,max.iter =1000  
              , hessian = TRUE, estmethod = c("scoring", "direct"))
```

```
Smodel
```

```
summary(Smodel)
```

```
#test. Des residus :
```

```
library(forecast)
```

```
checkresiduals(Smodel$var$varresult$P$residuals)
```

```
checkresiduals(Smodel$var$varresult$TC$residuals)
```

```
checkresiduals(Smodel$var$varresult$E$residuals)
```

```
jarque.bera.test(Smodel$var$varresult$log(TC)$residuals)
```

```
jarque.bera.test(Smodel$var$varresult$log(TC)$residuals)
```

```
#Impulse Response Functions :
```

```
SVARTC <- irf(SVARMod1, impulse = "TC", response = "E")
```

```
SVARTC
```

```
plot(TC)
```

```
SVARP <- irf(SVARMod1, impulse = "TC", response = "P")
```

```
Plot(SVARTC)
```

```
SVARE <- irf(SVARMod1, impulse = "E", response = "P")
```

```
plot(SVARE)
```

# **Bibliographie**



### Livre

DOMINIQUE. P, « la monnaie et ses mécanismes », la découverte, 4eme édition, paris, 2004

FONTAINE. P, GRESSE. C « *Gestion des risques internationaux* », Dollaz, paris, 2003

GAMACHE, MEBIROUK, « une (re) classification de régime de change en Algérie : que disent les données du marché des changes », les cahiers du cread, vol. 36-n°1, 2020

J FONTANEL et A SAUVY « *Les relations économiques internationales* » éd Armand Colin, 2017.

P KRUGMAN & M OBSTFELD, « *Economie internationale* », Pearson, 07éd, Paris, 2006

Eita, J. H., & Jordaan, A. C. (2018). The effectiveness of customs warehousing as a trade facilitation tool in Namibia. *Journal of Economic and Financial Sciences*, Volume 11, 1ere edition

Jean-Marie Gan Kou, « l'investissement dans les pays de développement. » *Economica*, 1ere Ed, 1987

MICHEAL. R « *L'organisation mondiale du commerce* ». La découverte, 1999

PLIHON, D, « *Les taux de change* », Edition la Découverte et Syros, 2001

### Article

ABDELMADJID. D « Les causes et les conséquences de la dévaluation en Algérie. », Cahiers du CREAD n°43, 1er trimest<sup>1</sup>

DOUIDENE L, A. HAMMOUTENE *Revue Le Manager* Vol. 08, N°02 « L'exportation de d'offre algérienne hors hydrocarbures sur les marchés africains : Potentiel et obstacles / » P293-295

Dr. A MERGHIT n°03 (Décembre 2021), Volume VII « Le Choc Pétrolier de 2014 et ses Effets sur la Politique Commerciale en Algérie The 2014. »

Hakima AMAOUZ « La crise financière mondiale et ses effets sur l'économie algérienne. »<sup>1</sup>

DJELLAL, F., & GALLOUJ, F. (2018). L'entrepreneuriat en Algérie : enjeux et perspectives. *Revue de l'Entrepreneuriat*, Volume 17, 2 -ème édition

Hakima AMAOUZ « La crise financière mondiale et ses effets sur l'économie algérienne. » 2017

LA « GUERRE DES MONNAIES » : UNE NOUVELLE ETAPE DE LA CRISE CAPITALISTE ? Robert ROLLINAT

### Mémoire et these

RAKOTONINDRINA A.J.G, « *les effets de la dévaluation et la dépréciation monétaires sur l'importation le cas de Madagascar* », mémoire en science économique, 2015

BOUCHETA.Y, « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien », Thèse de doctorat Es- UNIVERSITE ABOU-BAKR BELKAID TLEMCEM, 2013/2014

### Site inetnet

<https://www.bank-of-algeria.dz/taux-de-change-2/>

<https://www.fortuneo.fr/cote-finances/bou><sup>1</sup> <https://www.mfdgi.gov.dz/rse/devaluation-monetaire-594>

[https://www.lesoirdalgerie.com/contribution/pourquoi-la-devaluation-du-dinar-est-inopportune-29243\\_\(13/4/2023](https://www.lesoirdalgerie.com/contribution/pourquoi-la-devaluation-du-dinar-est-inopportune-29243_(13/4/2023)

<https://www.usinenouvelle.com/article/japon-chine-et-usa-la-guerre-des-taux-de-change.N127868>

<https://www.mfdgi.gov.dz/>

<https://www.commerce.gov.dz/fr/chambre-algerienne-de-commerce-et-d-industrie-caci>

<https://www.douane.gov.dz><sup>1</sup>

<https://www.cagex.dz/index.php?page=12>

<https://www.cagex.dz/index.php?page=12>

<https://www.bank-of-algeria.dz/>

# **Table de matière**

<b>Remerciement</b>	
<b>Dédicace</b>	
<b>Résumé</b>	
<b>Sommaire</b>	
<b>Liste des tableaux et figures</b>	
<b>Liste des abréviations</b>	
<b>Introduction générale.....</b>	<b>A</b>
<b>Chapitre I : Commerce extérieur, Taux de change et Politique de dévaluation : le cas de l'Algérie.....</b>	<b>1</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>2</b>
<b>Section1 : rappel sur les fondements du commerce extérieur .....</b>	<b>3</b>
1. Les concepts de bases du commerce extérieur .....	3
1.1. Définition du commerce extérieur .....	3
1.2. Notions relatives au commerce extérieur.....	3
Source : élaboré par nos soins.....	4
1.3. Le rôle du commerce extérieur .....	4
2. Le cas algérien .....	5
2.1. Présentation du commerce extérieur algérien.....	5
2.1.1. Les exportations .....	5
2.1.2. Les importations.....	7
<b>Section 2 : Approche théorique sur le taux de change .....</b>	<b>10</b>
1. le taux de change.....	10
1.1. Types de taux de change .....	10
1.1.1. Les taux de changes bilatéraux .....	11
1.1.2. Le taux de change effectif (TCE).....	11
2. Le marché de change .....	12
2.1. les caractéristiques du marché de change .....	12
2.2. Les comportements de base dans un marché de change .....	13
2.3. Les compartiments du marché de change .....	13

## Table des matières

---

2.3.1. Le marché de change au comptant.....	13
2.3.2. Le marché de change à terme.....	14
2.3.3. Le marché du dépôt.....	14
3.Les régimes de change .....	14
3.1. Le régime de change fixe .....	14
3.2. Le régime de change flottant.....	14
4.Les théories de taux change .....	15
4.1. L'approche réelle de taux de change .....	15
4.1.2. La théorie de solde de paiement.....	15
4.2. L'approche financière du taux de change .....	16
4.2.1. La théorie de la parité de taux d'intérêt (PTI) .....	16
4.2.2. Le taux d'inflation.....	16
5.Les politiques de stabilisations du taux de change .....	16
5.1. La politique monétaire : .....	16
5.2. La politique budgétaire .....	17
5.3. La politique de dévaluation ou de réévaluation .....	17
6.Cas algérien.....	17
6.1. Le marché de change en Algérie.....	17
6.1.1. Le marché de change officiel.....	17
6.1.2. Le marché de change parallèle.....	18
6.2. Évolution du taux de change du dinar algérien.....	18
6.4. La pertinence du choix du régime de change pour l'Algérie.....	21
<b>Section 3 : Les fondements de la politique de dévaluation.....</b>	<b>21</b>
1.Fondements de la dévaluation.....	22
1.1. Définition de la dévaluation.....	22
1.2. Définition de la dépréciation de la monnaie .....	22
1.2.1. Distinction entre la dévaluation et la dépréciation.....	23
1.3. Objectifs de la dévaluation.....	23
1.4. Les effets de la dévaluation monétaires .....	23
1.4.1. L'effet sur la balance des paiements .....	23
1.4.2. L'effet prix et l'effet volume .....	25
1.4.3. L'effet inflation.....	25
1.5. Les effets pervers de la dévaluation et de la dépréciation monétaires .....	26

## Table des matières

---

1.6. Les conditions de la réussite d'une dévaluation .....	27
2. La guerre de monnaie.....	27
2.1 Exemple sur des dévaluations réussies (USA, Japon, Chine).....	28
2.1.1. La Chine.....	28
2.1.2. les États-Unis .....	29
2.1.3. Le Japon .....	29
3. Le Cas algérien .....	29
3.1. La dévaluation du dinar algérien.....	29
3.2. Les causes de la dévaluation en Algérie .....	31
3.3. Les conséquences de la dévaluation en Algérie.....	31
<b>Conclusion .....</b>	<b>32</b>
<b>Chapitre II : Les exportations hors hydrocarbures en Algérie .....</b>	<b>34</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>35</b>
<b>Section 1 : le profil des exportations hors hydrocarbures en Algérie.....</b>	<b>36</b>
1. Généralités sur les exportations hors hydrocarbures en Algérie.....	36
1.1. Définition du processus d'exportation .....	36
1.2. Qui peut exporter en Algérie ?.....	36
1.3. Présentation des principaux produits par secteurs d'exportation hors hydrocarbures.....	37
1.3.1. Agriculture et produits agroalimentaires .....	37
1.3.2. Industrie manufacturière .....	38
1.3.3. Mines et minéraux.....	39
1.4. Les principaux marchés et clients des exportations hors hydrocarbures .....	40
1.5. Structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie .....	42
1.6. Mesures prises pour stimuler les exportations hors hydrocarbures .....	43
<b>Section 2 : les dispositifs d'aides les politiques publiques d'appui à l'exportation hors hydrocarbure .....</b>	<b>45</b>
1. Les organismes d'appui aux exportations hors hydrocarbures .....	45
1.1. L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) .....	45
1.1.1. les missions de ALGEX.....	46
1.2. La Compagnie Algérienne de Garantie des Exportations (CAGEX) .....	46
1.2.1 Le rôle de la CAGEX.....	47

## Table des matières

---

1.3. Le Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations (FSPE) .....	48
1.3.1.les missions de la FSPE .....	48
1.4. La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI).....	49
1.4.1.les missions de la CACI.....	50
2.Avantages et incitations accordés aux exportations HH.....	51
2.1. Les avantages fiscaux .....	51
2.1.1 Exonération en matière d'impôts directs .....	52
2.1.2 Exonération en matière de taxes sur le chiffre d'affaires .....	52
2.2. Contrôle des changes .....	52
2.3.les régimes douaniers.....	53
2.3.1. L'entrepôt des douanes .....	53
2.3.2 Admission temporaire.....	53
2.3.3. Le réapprovisionnement en franchise .....	53
2.3.4. L'exportation temporaire .....	53
<b>Section 3 : les risques de la grande dépendance de l'Algérie par rapport aux hydrocarbures et les contraintes de l'exportation hors hydrocarbures .....</b>	<b>54</b>
1.Risques de la dépendance aux exportations d'hydrocarbures .....	54
2.les contraintes de l'exportation hors hydrocarbures .....	58
<b>Conclusion .....</b>	<b>59</b>
<b>Chapitre III : Étude empirique sur l'impact de la dévaluation sur les exportations hors hydrocarbures en Algérie.....</b>	<b>61</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>62</b>
<b>Section 01 : la présentation de l'organisme d'accueil .....</b>	<b>63</b>
1.la présentation du ministère des finances.....	63
1.1.les missions du ministère des finances.....	63
1.2. Les appuis du ministres des finances .....	64
1.3. La direction générale de la prévision et des politiques .....	65
<b>Section 2 : présentation des données.....</b>	<b>70</b>
1.PIB réel .....	70
2.taux de change.....	71
3.les exportations hors hydrocarbures.....	72
<b>Section 3 : Estimation et interprétation des résultats .....</b>	<b>73</b>

## Table des matières

---

Présentation du logiciel R .....	73
Le modèle VAR structurel .....	73
1.Installation des packages et l'insertion des données.....	73
2.etude de la stationnarité .....	74
2.1.Analyse graphique .....	74
2.2. Analyse statistique .....	75
3.les valeurs aberrantes .....	77
4.Estimation d'un VAR canonique .....	77
5.Contraintes de long terme .....	78
7.Test des résidus .....	79
7.1.Test d'absence d'autocorrélation des résidus .....	79
7.2.Test de normalité.....	80
7.3.test d'homoscédasticité .....	80
<b>8.Analyse des chocs (Les fonctions d'impulsions) .....</b>	<b>81</b>
<b>Conclusion Générale .....</b>	<b>86</b>
<b>Annexe</b>	
<b>Bibliographie</b>	
<b>Table de matière</b>	